

**PORTRAIT DE
QUARTIER**

**CÔTE-DES-NEIGES
VIVANTE & RÉSILIENTE**



Document produit par la



Corporation
de développement
communautaire de
Côte-des-Neiges

Fait à Tiohtià:ke/Montréal en
septembre 2025.

695-6767 chemin de la Côte-
des-Neiges
Montréal, Québec
H3S 2T6

(514) 739-7731
info@conseilcdn.qc.ca

Portrait de quartier

Côte-des-Neiges vivante & résiliente

2025

Conception, coordination et rédaction :

Amira Bensahli

William Delisle

Dialla Sakho

Recherche statistique et analyse des données :

Michael Ditor

Crédits graphiques : La conception de la page couverture, du bandeau, de la carte du quartier, des trois cartes sectorielles ainsi que des personnages a été réalisée par **Ravy Puth**

Un mot sur la page couverture :

Comme des morceaux de casse-tête, les mémoires sont ce qui donnent plus d'une couleur au quartier. Les récits de résilience du quotidien sont portés à la fois par les gens et par les lieux, du coin de parc aux logements, des bibliothèques aux centres communautaires, comme des luminaires qui rappellent la vivacité de Côte-des-Neiges.

Ravy Puth, illustratrice

Un merci particulier aux personnes qui ont contribué au présent document :

Rim Bouallègue, Karim Coppry, Jill Hanley, Lotfi Khiari, Hugues Laforce, Olivia Langelé, Julie Ledoux, Mong Hieu Nguyen, Catherine Pappas, Jean-Sébastien Patrice, Ingrid Sanchez Gonzalez, Alexandre Savoie, France Stohner, Alimatou Touré, Camille Vaillancourt.

L'équipe de recherche a été choisie pour son ancrage dans le milieu communautaire et est composée de personnes étant en contact constant avec les résident·es du quartier.

Reconnaissance territoriale

Montréal, aussi connue sous le nom de Tiohtià:ke, est située en territoire autochtone non cédé et nous reconnaissons la nation Kanien'kehá:ka comme gardienne des terres et des eaux. Côte-des-Neiges est un quartier d'accueil où se rassemblent de nombreuses populations, notamment immigrantes, et il nous semble encore plus important dans ce contexte de reconnaître les conséquences du colonialisme sur les Premières Nations.



Table des matières

1. Le mandat et la méthodologie.....	5
1.1 Remarques et limites.....	5
1.2 Mandat.....	5
1.3 La posture de l'équipe de recherche.....	6
1.4 Méthodologie.....	7
2. La CDC de CDN et la Table de quartier.....	9
2.1 La Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges..	9
2.2 La Table de quartier de Côte-des-Neiges.....	10
3. Le quartier de Côte-des-Neiges : constats et défis.....	12
3.1 Ligne du temps.....	12
3.2 Les récits du quartier.....	16
3.3 Les crises, un levier de changement.....	22
3.4 La mobilisation, un travail toujours à recommencer.....	26
3.5 Le territoire.....	27
3.5.1 Le haut de la côte : le centre névralgique.....	31
3.5.2 Le bas de la côte : milieux de vie.....	34
3.5.3 Snowdon, le Triangle et Glenmount : la périphérie convoitée.....	37
3.6 Les populations de Côte-des-Neiges.....	40
3.6.1 Une population dense, diversifiée et marquée par l'immigration.....	40
3.6.2 Pressions démographiques et complexité de l'intégration.....	42
3.6.3 Origine ethnique et pays de naissance.....	43
3.6.4 Structure familiale et logement.....	46
3.6.5 Langue maternelle et langue d'usage.....	50
3.6.6 Langue utilisée le plus souvent au travail.....	52
3.7 Les enjeux de développement social à Côte-des-Neiges.....	54
3.7.1 La pauvreté et le filet social.....	54
3.7.2 La santé et les milieux de vie.....	60
3.7.3 L'éducation.....	62
3.7.4 L'emploi et le développement économique.....	66
3.7.5 Les systèmes alimentaires.....	68
3.7.6 L'accès et la qualité de logement.....	71
3.7.7 La sécurité publique.....	76
3.7.8 Les barrières à la participation politique, sociale et culturelle.....	78
3.7.9 La question environnementale.....	82
3.7.9 Les arts et la culture.....	83
3.7.10 Namur-Hippodrome : un nouveau secteur à coconstruire.....	85

4. Un portrait des résident·es de Côte-des-Neiges.....	89
4.1 Priya.....	90
4.2 Manuel.....	94
4.3 Alex.....	98
4.4 Sophia.....	102
5. Un portrait des organismes de Côte-des-Neiges.....	106
5.1 Tisseur interculturel.....	106
5.2 L'ancre nourricière.....	107
5.3 Vigie des droits.....	108
5.4 Le passeur jeunesse.....	109
5.5 L'artisan du soin et du mieux-être.....	110
5.6 Forces communes.....	111
6. Les communautés du quartier.....	112
6.1 La communauté philippine.....	113
6.2 La communauté juive.....	117
6.3 La communauté vietnamienne.....	121
7. La concertation et les leviers d'action.....	126
7.1 La Table jeunesse de Côte-des-Neiges.....	126
7.2 La Table des aîné·es de Côte-des-Neiges.....	127
7.3 Comité des demandeurs et demandeuses d'asile.....	129
7.4 La Table sécurité alimentaire de Côte-des-Neiges.....	130
7.5 La Table famille de la CDC de CDN.....	131
7.6 L'Atelier Namur-Hippodrome.....	131
7.7 La Tabel habitation sociale de la CDC de CDN.....	131
7.8 La Table de concertation en itinérance de Côte-des-Neiges.....	132
7.9 La Table de concertation en santé mentale du territoire du CCOMTL.....	134
8. Des réseaux et des projets fédérateurs.....	135
9. Les ressources communautaires du quartier : s'y retrouver.....	137
10. Références et sources.....	145



1. Le mandat et la méthodologie

1.1 Remarques et limites

Le portrait utilise en grande partie les données statistiques du recensement de 2021 comme base d'analyse démographique. Même si cette dernière a été faite rigoureusement, il faut prendre en considération que la situation des résident·es du quartier a probablement évolué, pour deux raisons : les politiques publiques ont changé, et le renouvellement de la population de Côte-des-Neiges est relativement rapide, puisque de nombreuses personnes sont issues de l'immigration. L'octroi de la Prestation Canadienne d'Urgence (PCU) a aussi pu influencer sur les revenus reportés. Dans la mesure du possible, nous avons intégré d'autres sources statistiques et avons complété notre analyse avec des données qualitatives issues d'entrevues.

L'équipe de recherche n'a pas pu rencontrer autant de groupes citoyens qu'elle l'aurait voulu, et reconnaît que l'apport de toutes les communautés de Côte-des-Neiges n'est pas représenté dans le présent document. Leurs impacts et réalités n'en sont pas moins importants.

Tout au long du texte, l'écriture épicène a été privilégiée afin de refléter la diversité de genre et d'uniformiser sans préjugés les termes employés. Lorsque cela n'était pas faisable, le point médian a été utilisé.

Enfin, dans le cadre de ce portrait de quartier, les termes « personne migrante » et « personne immigrante » renvoient plus largement à toute personne qui s'établit au Québec, qu'elle soit immigrante permanente ou temporaire, réfugiée, demandeuse d'asile ou sans statut. Nous espérons ainsi refléter la diversité des vécus et respecter la pluralité d'identités liées au parcours migratoire.

1.2 Mandat

Le mandat de réalisation du portrait de quartier a été donné à trois personnes travaillant dans le milieu communautaire de Côte-des-Neiges : Amira Bensahli, William Delisle, et Dialla Sakho. Michael Ditor a réalisé les recherches statistiques.

1.3 La posture de l'équipe de recherche

La démarche qui a conduit la Corporation de développement communautaire (CDC) de Côte-des-Neiges à entreprendre un portrait de quartier découle d'un besoin urgent de documenter la réalité sociale, économique et culturelle de la communauté. En l'absence de bilan complet et actualisé, une grande part de la mémoire collective du quartier risque de se perdre, alors même que des changements profonds le traversent. Ce portrait s'inscrit dans un effort de préservation et de valorisation des expériences locales, en consolidant les histoires et perspectives des organismes communautaires du quartier. Il répond également au besoin de fonder les futures stratégies de développement sur des données précises et contextualisées, facilitant ainsi l'élaboration de solutions adaptées aux enjeux spécifiques de Côte-des-Neiges. Par cette initiative, la CDC souhaite offrir un regard communautaire sur la situation actuelle, facilitant une compréhension commune des défis et des ressources du quartier.

Le portrait de quartier adopte une perspective d'analyse résolument sociologique. Elle privilégie l'identification et l'examen des dynamiques qui structurent la vie de quartier, plutôt qu'une simple compilation de données statistiques. Il s'agit de comprendre comment les différents groupes du quartier interagissent entre eux, ce qui favorise ou freine l'intégration des résident·es, et quels changements transforment la vie communautaire au fil du temps.

Les trois personnes qui composent l'équipe de recherche travaillent dans le milieu communautaire et adoptent une posture féministe intersectionnelle. Cette approche vise à comprendre les multiples formes d'oppression qui peuvent se croiser dans l'expérience des individus, qu'il s'agisse de l'identité de genre, de la classe sociale, de l'origine ethnique ou du statut migratoire. En appliquant cette perspective, l'équipe vise à révéler comment ces différents facteurs interagissent et influencent les parcours de vie et les besoins des personnes, en particulier celles en situation de vulnérabilité. Cette démarche permet de dépasser la description factuelle pour révéler les logiques sous-jacentes qui font vivre Côte-des-Neiges.

La démarche, qui est participative et inclusive, permet d'établir un partenariat étroit avec les membres de la communauté, en accordant une grande importance au savoir des personnes concernées, qui sont intégrées comme des éléments clés du processus de recherche. Cette posture vise non seulement à produire des connaissances plus nuancées, mais également à soutenir des actions concrètes qui permettent l'autonomie des groupes et des individus.



Les termes employés dans cette analyse sont spécifiquement issus du milieu communautaire et ont été soigneusement choisis pour leur résonance politique, reflétant des réalités vécues et des positions critiques face aux inégalités. Ces choix lexicaux visent à nommer les dynamiques de pouvoir, les oppressions et les résistances en des termes qui valorisent l'autodétermination et la justice sociale, tout en rejetant les discours qui pourraient invisibiliser ou minimiser les expériences des groupes marginalisés.

Ainsi, les objectifs du portrait de quartier se déclinent en plusieurs aspects: faire un état des lieux de Côte-des-Neiges dans son ensemble, relever les multiples réalités de ses résident·es (y compris les défis et sources de résilience), et décrire le milieu communautaire.

1.4 Méthodologie

Pour élaborer un portrait global de Côte-des-Neiges du point de vue communautaire, il était essentiel de s'appuyer sur une collecte de données variées, permettant une compréhension fine et contextualisée du quartier. En premier lieu, une revue de la littérature et une analyse des données secondaires ont constitué les fondements de notre travail. Cela comprend les mémoires sur l'immigration et la pauvreté, l'étude de quartier préparée par Nord-Ouvert pour l'Université de Montréal, les données et les portraits du recensement fournis par le Carrefour jeunesse-emploi, les analyses effectuées dans le cadre du projet Namur-Hippodrome ainsi que les documents élaborés par diverses tables sectorielles. Cette étape a permis de situer notre recherche dans le cadre des transformations passées et actuelles du quartier.

Par la suite, une collecte de données qualitatives a été effectuée selon une approche méthodologique mixte. Des entrevues semi-dirigées ont été menées auprès de personnes-ressources au sein des tables sectorielles, des organismes communautaires et des milieux clés. Ces entretiens visaient à recueillir des perceptions et des expériences variées, ancrées dans les réalités de l'action communautaire. Pour enrichir les points de vue, des résidents du quartier qui ne dépendent pas des canaux communautaires traditionnels ont été interviewés, ce qui a permis de donner la parole à des populations souvent ignorées ou peu consultées. En complément, une observation participante au sein de certaines activités communautaires a été menée afin de saisir les réponses aux besoins de la communauté dans leur mise en pratique quotidienne. L'analyse des données quantitatives constitue aussi un volet essentiel du portrait. Les statistiques socioéconomiques du quartier collectées lors du dernier recensement ont été examinées pour offrir une vue d'ensemble détaillée de la composition démographique, des conditions économiques et des enjeux de sociaux au sein de Côte-des-Neiges.

Après avoir rassemblé toutes les données, nous avons procédé à une analyse thématique. Cette dernière a permis de mettre en évidence les enjeux et les tendances émergentes, en particulier celles liées aux priorités locales, aux lacunes en matière de services ainsi qu'aux initiatives innovantes des organismes. L'équipe de recherche a aussi partagé une synthèse préliminaire des résultats pour recueillir des retours et affiner les conclusions, afin de produire un portrait final fidèle aux réalités et aux perceptions des habitant·es et des intervenant·es.

Le saviez-vous ?

Qui fait partie de l'équipe de recherche ?

Amira Bensahli est organisatrice communautaire à Côte-des-Neiges depuis bientôt quatre ans. Cooordonnatrice du centre Femmes du Monde à Côte-des-Neiges, elle détient une maîtrise en sociologie et s'implique dans plusieurs initiatives de la communauté maghrébine montréalaise.

William Delisle travaille dans le quartier depuis plus de dix ans. Anciennement intervenant psychosocial pour le centre de jour thérapeutique Club Ami, il en est devenu le directeur en 2019. Impliqué auprès de nombreuses concertations, il a fait des études en psychologie et en travail social.

Michael Ditor est spécialiste en analyse de données et conseiller sur plusieurs projets à travers le Canada. Il a participé dernièrement à l'élaboration du plan de développement communautaire du secteur Namur-Hippodrome. Il détient une maîtrise en sciences appliquées à la Polytechnique.

Dialla Sakho est organisatrice communautaire depuis bientôt trois ans. Cooordonnatrice avec Amira du centre Femmes du Monde à Côte-des-Neiges, elle a fait des études en anthropologie. Auparavant intervenante en centre de femmes, elle soutient des initiatives citoyennes et militantes.



Tout au long de ce portrait, la petite Sophia amènera des précisions sur des sujets importants, des informations supplémentaires ou des pistes de réflexion à travers les encadrés *Le saviez-vous ?*

2. La CDC de CDN et la Table de quartier

2.1 La Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges

La CDC de CDN, auparavant le Conseil communautaire Côte-des-Neiges/Snowdon, a vu le jour en 1987, dans un contexte où les organismes communautaires du quartier ressentaient le besoin de se regrouper et de se concerter. Inspiré par l'expérience de tables de concertation existantes dans d'autres quartiers (suivant la création des conseils de quartier - comme le Conseil communautaire NDG - regroupant des citoyen·nes), ce conseil s'est distingué en rassemblant non pas des citoyen·nes individuel·les, mais les groupes communautaires. L'objectif était de créer un espace d'échange et de coordination entre des organismes variés, incluant aussi bien des groupes de services que des associations à vocation politique. Ce regroupement représentait une innovation dans l'organisation communautaire montréalaise (Rhéaume, Tremblay, Dumais et al., 2007).

Depuis sa création, la CDC de CDN a reçu le soutien d'organisations importantes dans le quartier, comme le CLSC Côte-des-Neiges et Projet Genèse, qui ont apporté un leadership crucial à son développement. Les premières réunions, qui ont rassemblé un grand nombre de participant·es provenant de milieux diversifiés (santé, communautés culturelles, organismes étudiants, etc.), ont permis d'établir des priorités communes. Ces priorités incluent la mobilisation en faveur des infrastructures communautaires (les CRC, les bibliothèques, l'aménagement des parcs et des espaces publics), la lutte contre la pauvreté, l'accès au logement et le développement économique local. Ainsi, la CDC de CDN s'est positionnée comme un espace où les besoins du quartier pouvaient être formulés et concrétisés en plans d'action. Cependant, la variété linguistique et culturelle a occasionnellement provoqué des frictions et l'exclusion de certains groupes, en particulier ceux parlant anglais et appartenant à la communauté noire (voir la section 3).

Avec le temps, la CDC de CDN a étendu son champ d'action en incluant des problématiques nationales et en s'engageant dans des combats plus vastes, tout en préservant les priorités à l'échelle locale. Dans les années 2000, elle a mis en place un programme d'action axé sur des sujets tels que la jeunesse, le dialogue interculturel, le logement social, la sécurité alimentaire et le financement équitable de l'arrondissement (sujets qui sont encore aujourd'hui prioritaires). Son rôle ne se limitait pas à la représentation politique : elle servait aussi de soutien concret aux initiatives locales, facilitant la création et le développement de nouveaux organismes communautaires, tels que Femmes du Monde à Côte-des-Neiges ou Promis (voir la section 3).

Enfin, la CDC de CDN a contribué à renforcer la capacité d'action collective des organismes du quartier. Elle a aidé à faire accepter l'idée que le développement communautaire pouvait inclure une dimension économique, ouvrant la voie à la création d'instances comme la CDEC (l'ancêtre de la SDC de Côte-des-Neiges). Aujourd'hui, elle constitue à la fois un lieu de concertation locale et un levier d'appui pour les organismes, en leur permettant de mieux se connaître (réseautage), de coordonner leurs efforts (concertation) et de peser politiquement dans les débats sociaux (représentation). En effet, la CDC de CDN se veut aujourd'hui un rempart associatif et démocratique contre les logiques d'exclusion dans notre société. Ce rôle actif est le fruit de plusieurs années de travail de la part de l'équipe de la CDC de CDN, de la direction et des membres qui ont soutenu la mission de transformation sociale si chère au quartier.

2.1 La Table de quartier de Côte-des-Neiges

Le double mandat de la CDC de CDN en fait sa spécificité parmi d'autres concertations sur l'île de Montréal. Avoir la charge de coordonner la Table de quartier de Côte-des-Neiges, l'une des 32 sur l'île de Montréal, lui permet de développer davantage des projets qui ont un impact direct sur les conditions de vie des résident-es. En effet, depuis 2017, la CDC de CDN coordonne un plan stratégique à multiples réseaux et secteurs au sein du quartier. L'objectif est de concevoir conjointement des initiatives collaboratives en collaboration avec les milieux institutionnel, citoyen, communautaire et économique. Ce travail s'appuie notamment sur les programmes « Impact Collectif » (PIC). Cette première planification stratégique (2018-2023) se donnait comme objectifs :



- **L'accès à un emploi de qualité**, avec la création d'une table de concertation, la promotion d'une stratégie d'embauche locale inclusive, et le développement d'une agence de placement communautaire.
- **Habiter dans un logement salubre**, en renforçant la mise en œuvre des règlements existants, en initiant des recherches-actions et projets pilotes, et en promouvant des transformations d'immeubles insalubres en logements sociaux.
- **Vivre dans un logement abordable**, par l'obligation d'inclure une proportion accrue de logements sociaux dans les nouveaux projets (visant 35 %), et la création d'une structure autonome pour développer des logements sociaux, notamment sur le site de l'ancien hippodrome (Blue Bonnets).
- **Briser les barrières linguistiques**, en rendant l'offre de francisation plus flexible et accessible, en soutenant la communication école-famille, et en encourageant des activités pilotes et plaidoyers concertés.
- **Réponse dynamique aux besoins de base**, à travers des projets citoyens autour de la mobilisation collective, l'agriculture urbaine, l'alimentation communautaire, et l'appropriation des espaces publics pour encourager l'inclusion et le vivre-ensemble

En a découlé plusieurs initiatives (voir section 8), dont : la création d'une coalition pour la salubrité des logements à Côte-des-Neiges, la mise sur pied d'une escouade salubrité dirigée par l'OEIL, la création d'une table de concertation en employabilité et d'un pôle d'employabilité local.

Aujourd'hui, la Table de quartier de Côte-des-Neiges a repris le processus de planification stratégique pour se doter de nouveaux objectifs à atteindre dans les prochaines années. Après une restructuration importante et un an de concertation et de mobilisation autour d'enjeux locaux, la Table de quartier s'engage donc dans un nouveau cycle qui portera encore une fois sur le développement local et communautaire.



3. Le quartier de Côte-des-Neiges : constats et défis

Côte-des-Neiges se présente comme un quartier à la fois contrasté et riche de ses diversités. Niché au pied de la montagne, il conjugue densité urbaine, vitalité culturelle et histoire d'accueil. Derrière ses grandes artères et ses rue discrètes, on retrouve un tissu social animé par des familles venues des quatre coins du monde, des étudiant·es, des aîné·es, des travailleur·euses précaires, mais aussi une multitude d'organismes communautaires qui soutiennent le quotidien.

Cette section mettra en lumière une communauté vivante et résiliente, capable de se mobiliser face aux crises tout en imaginant des futurs solidaires. Soutenue par une analyse des données du recensement de 2021, elle témoignera de la capacité de Côte-des-Neiges à se réinventer, un lieu où les défis sociaux se transforment en occasions de créer du lien, de renforcer les solidarités et de bâtir une appartenance partagée.

3.1 Ligne du temps



Crédits : François Vachon de Belmont

1698

Établissement de la Côte-des-Neiges (Côte-Notre-Dame-des-Neiges) par les Sulpiciens, le long d'un ruisseau allant du Mont-Royal à la rivière des Prairies

Les premières tanneries s'installent à Côte-des-Neiges et y seront actives jusqu'au début de la décennie 1910 avec la disparition du ruisseau



1730



1854

Fondation du cimetière Notre-Dame-des-Neiges

Incorporation du village de la Côte-des-Neiges

1862

1869

Fondation du Collège Notre-Dame

Le village de la Côte-des-Neiges est scindé en deux : le haut (Ville de Notre-Dame-des-Neiges) et le bas (village de Notre-Dame-des-Neiges-Ouest)

1889



1907

Le bas devient la ville de Côte-des-Neiges

Annexion du haut (Ville de Notre-Dame-des-Neiges) à la ville de Montréal et devient le quartier Mont-Royal

1908



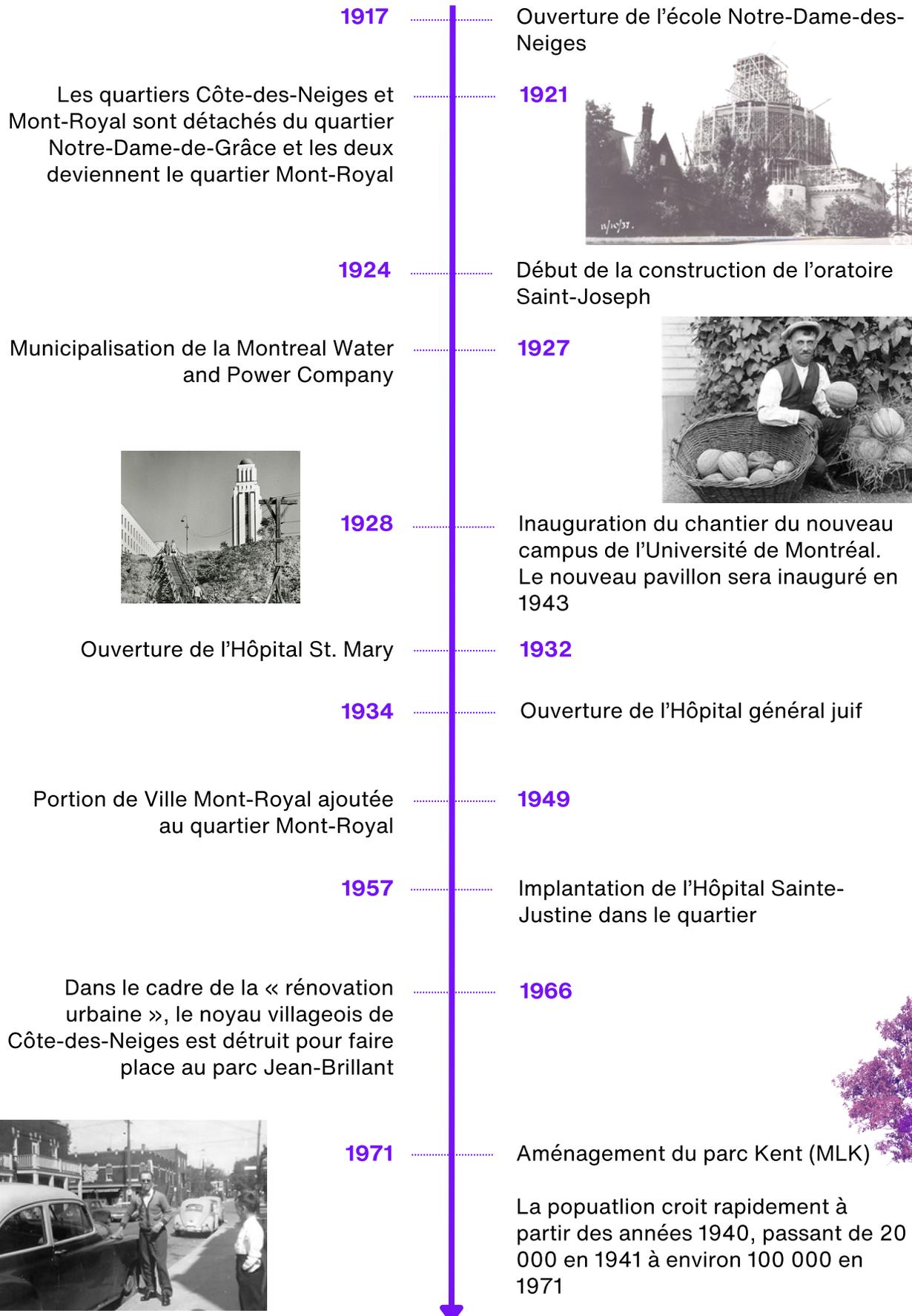
La caserne de pompier sur la rue Gatineau entre en fonction

1910

La ville de Côte-des-Neiges (le bas) est annexée à Montréal et devient le quartier Côte-des-Neiges

Les quartiers Côte-des-Neiges et Mont-Royal sont fusionnés au quartier Notre-Dame-de-Grâce

1916





Crédits: Souvenirs et mémoires Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce et Outremont

Ouverture du HLM Côte-des-Neiges sur l'avenue Gatineau, le premier dans le quartier



Inauguration du métro Snowdon

Naissance officielle du Conseil communautaire Côte-des-Neiges/Snowdon, aujourd'hui la CDC de CDN

Ouverture du centre Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges, premier centre sportif intérieur d'importance dans le quartier

Ouverture du centre socio-communautaire, le « 6767 », incluant une seconde bibliothèque publique dans le quartier

1975

Ouverture de la première coopérative d'habitation dans le quartier, la coopérative Village Côte-des-Neiges sur la rue Lacombe

Ouverture du Centre local des services communautaires Côte-des-Neiges (CLSC CDN)

1976

1978

Naissance de la Garderie de la Côte, une initiative populaire. La garderie était autogérée par les parents. Ce type de garderie est à l'origine des CPE d'aujourd'hui

1981

1983

Ouverture de la première bibliothèque municipale (Bibliothèque Côte-des-Neiges) et ouverture de la Maison de la culture, seule installation culturelle municipale dans le quartier

1987



1988

Inauguration des métros de la ligne bleue du quartier

1997

2002

Fusion des quartiers Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce pour former un seul arrondissement

2005



Crédits: Femmes du monde à Côte-des-Neiges

La pandémie de Covid-19 met le quartier en action afin de soutenir les résident·es. Création d'un plan d'action de quartier pour contrer l'épidémie

2018

La question de l'avenir des terrains de l'ancien hippodrome au regard du logement social est brûlante d'actualité. Les acteur·trices communautaires demandent la construction de 2 500 unités pour du logement social

2020

2023

Première annonce conjointe des trois paliers gouvernementaux concernant le développement majeur du nouveau quartier Namur-Hippodrome

3.2 Les récits du quartier

Derrière cette histoire « officielle » se cache tout un récit d'occupations, de mobilisations, de luttes et de combats qui ont façonné ce qu'est maintenant Côte-des-Neiges, mais qui sont trop souvent oubliés, occultés. Nous vous proposons de faire état de quelques récits qui ne figurent pas nécessairement dans les livres d'histoire. Ces histoires témoignent de l'importance des mouvements sociaux et des communautés dans la définition d'un quartier, de la manière dont on y vit et des attentes qu'on y nourrit.

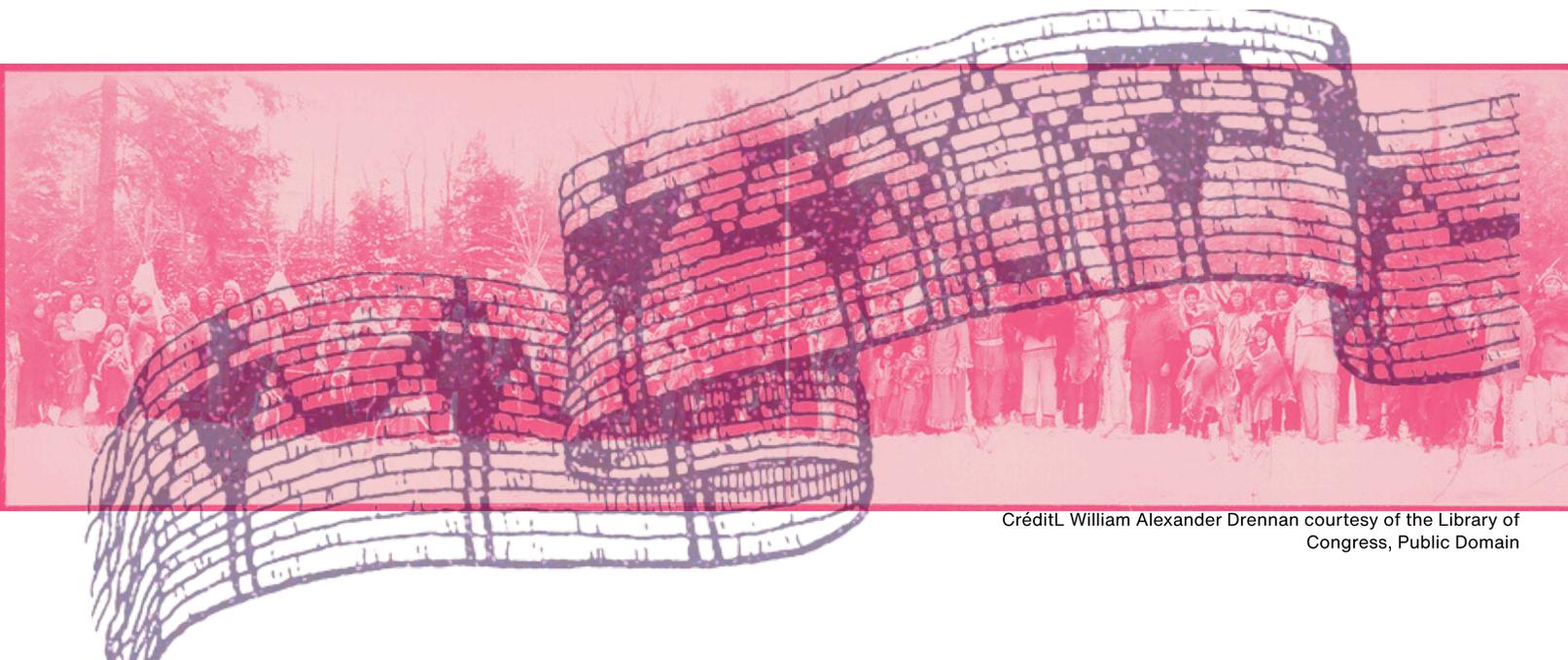
Nous vous en présentons trois de manière disparate, telle cette « mosaïque » (Lachapelle, 1996) qu'est notre quartier.



L'histoire autochtone de Côte-des-Neiges

Bien avant sa fondation « officielle » en 1698, l'actuel territoire de Côte-des-Neiges a été dans les premiers à émerger après le retrait de la mer de Champlain (entre 15 500 et 8 000 ans avant notre ère). Ce territoire a probablement été fréquenté très tôt par des populations humaines. Autrement dit, bien avant le geste colonial de nommer et de tracer des limites, des populations humaines fréquentaient ces hauteurs. Lorsque les Européens sont arrivés, ils n'ont pas trouvé un espace « vierge », mais un territoire parcouru de sentiers, façonné par les allées et venues des Haudenosaunee – les Iroquois-es – qui empruntaient le passage longeant le ruisseau Raimbault (à l'emplacement de l'actuel chemin de la Côte-des-Neiges) pour relier le fleuve et la rivière, le Sud et le Nord de l'île, en traversant les flancs de la montagne (Buisson, 2023).

L'ouverture du chemin de la Côte-des-Neiges et ses élargissements successifs ont mis au jour une mémoire enfouie : poteries, pointes de flèches, outils et sépultures. La découverte, lors des rénovations en 2023, d'une tombe possiblement iroquoise sous l'Oratoire Saint-Joseph en est un rappel saisissant. Ces peuples pratiquaient aussi l'agriculture dans les clairières et près des zones abondantes en eau. Les communautés autochtones auraient probablement choisi de s'établir le long du chemin de la Côte-des-Neiges et sur le plateau entre les rues Côte-Sainte-Catherine et Queen Mary. Les flancs du mont Royal cachaient des carrières préhistoriques, exploitées pendant trois mille ans pour extraire de la cornéenne et en faire des outils qui ont été échangés bien au-delà de Montréal, révélant ainsi l'existence de réseaux commerciaux entre nations. Enfin, certaines hypothèses archéologiques suggèrent que le village d'Hochelaga aurait pu se situer près du Lac-aux-Castors (Buisson, 2023).



En effet, les fouilles archéologiques sur le Mont-Royal ont révélé un site domestique près de la fameuse carrière préhistorique, un petit campement dans l'actuel cimetière Notre-Dame-des-Neiges et plusieurs sépultures, donnant au lieu une valeur spirituelle importante. Même sans traces d'habitations permanentes comme celles d'un village, les vestiges confirment que la montagne fut un lieu habité, cultivé et traversé, porteur de mémoire et d'échanges entre peuples (Buisson, 2023).

Cette histoire est trop souvent reléguée aux notes de bas de page, alors qu'elle devrait être inscrite au cœur même des récits de Côte-des-Neiges. Dans un quartier qui a toujours été habité par des personnes ayant vécu des déplacements forcés, il est impératif de prendre conscience des liens rompus par le colonialisme. L'avenir du quartier devrait inclure les voix des communautés autochtones haudenosauennes, inviter leurs représentant·es aux processus de planification, s'inspirer de leurs pratiques du soin et former les intervenant·es aux réalités autochtones urbaines. Côte-des-Neiges, mosaïque d'arrivées et de résistances, se doit d'agir en conséquence : ouvrir un espace de réparation et de dialogue, plutôt que de perpétuer l'effacement.

L'occupation de l'Université Sir George Williams et ses implications à Côte-des-Neiges

L'année 1969 a été décisive pour la mobilisation des communautés noires anglophones à Côte-des-Neiges. Bien avant que les journaux ne s'emparent de l'affaire Sir George Williams, les rues du quartier résonnaient déjà des accents des Antilles et d'Afrique. Dans les duplex surchauffés, les chambres modestes ou les colocations improvisées, les étudiant·es qui arrivaient à Montréal trouvaient refuge. Côte-des-Neiges offrait des loyers abordables, mais surtout un tissu communautaire dense où l'on pouvait compter sur un voisin, une église, une association. Dans les sous-sols d'école, autour des tables de cuisine ou dans les salles paroissiales, on partageait des repas, on jouait de la musique, on parlait fort et longtemps. On inventait un « chez-soi » dans une ville qui ne cessait de rappeler à ces jeunes leur statut d'étranger·ères. C'était à la fois un espace de survie et le ferment d'une conscience collective (Williams, 1997).

Dans ces salles modestes et ces cafés animés, l'effervescence intellectuelle prenait forme. Le Conference Committee on West Indian Affairs réunissait des étudiant·es autour de débats enflammés sur le panafricanisme et le Black Power. On y citait des intellectuel·les marxistes et décoloniaux·ales, comme C.L.R. James ou Walter Rodney, on écrivait des tracts qu'on distribuait aux coins des rues, on improvisait des conférences dans des appartements bondés.

Sur la rue Bedford, l'appartement du militant et intellectuel Alfie Roberts et de sa femme Patricia devenait un lieu d'échanges réputé comme étant « The University of Bedford » (Alfie Roberts Institute, 2005). Côte-des-Neiges se transformait alors en un véritable laboratoire d'idées : un quartier où l'expérience quotidienne du racisme et de l'exil se transformait en réflexion politique et en volonté d'action (Mills, 2010).

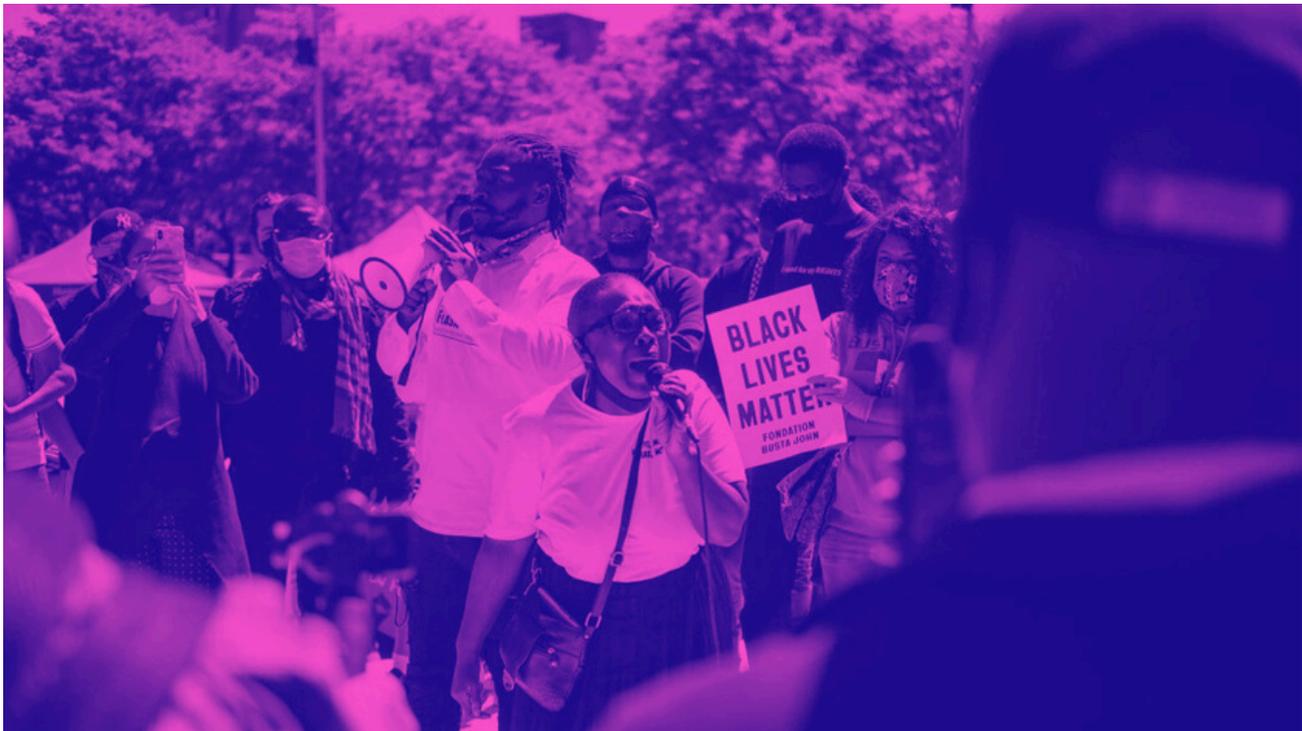


Débris à l'extérieur du bâtiment Henry F. Hall après l'arrestation d'étudiants protestataires, le 11 février 1969. Crédits : Concordia University

Lorsque l'occupation du pavillon Hall de l'université Sir George Williams (maintenant Concordia) éclate en janvier 1969, c'est tout un réseau bâti à Côte-des-Neiges qui se met en mouvement. La colère contre le racisme institutionnel prend de l'ampleur (Concordia, 2025). Plusieurs étudiant·es qui occupent le neuvième étage du pavillon vivent à Côte-des-Neiges. Dans le quartier, des familles préparent des repas pour les envoyer aux étudiant·es barricadé·es. On suit cet événement de près, on s'organise, on veut résister. Côte-des-Neiges devient l'arrière-scène invisible de cette occupation, le lieu où la solidarité prend une forme concrète (Hébert, 2015).

L'après 1969 marque une transformation de ce militantisme en organisations pérennes. La Ligue des Noirs du Québec, installée dans le quartier, prend en charge la défense juridique et politique. La Côte-des-Neiges Black Community Association (CDNBCA), fondée à la même époque, met en place des programmes pour les familles, les jeunes et les nouveaux·elles arrivant·es. Les premières conférences de la National Black Coalition of Canada se font dans les locaux des associations de Côte-des-Neiges, où plus de 28 organisations pan-nationales se rassemblent pour lutter contre les discriminations et renforcer les solidarités entre communautés noires (BCRC, 2019). Cette mobilisation autour de nouveaux organismes se poursuit par la création du Black Community Resource Centre (BCRC) en 1992, dont la mission associe recherche, mémoire et programmes éducatifs pour les jeunes.

Le racisme est alors devenu un sujet important à Côte-des-Neiges (CDC, 2006), une lutte essentielle pour ce qui définit le communautaire. Ainsi, à travers les organisations de la communauté noire, le quartier est devenu une référence pour une diaspora en quête d'émancipation et de reconnaissance, inscrivant Côte-des-Neiges dans une histoire transnationale des luttes pour l'égalité (Williams, 1997).



Au micro, la directrice de la ligue des Noirs nouvelle génération, Anastasia Marcelin, lors d'une manifestation contre le racisme en juin 2020. Crédits: Pablo Ortiz /Métro

Héritages juifs et solidarités nouvelles à Côte-des-Neiges

Côte-des-Neiges est un quartier de passages, de ruptures et de recommencements. Dans les années 1970, comme nous l'avons vu plus haut, ses rues vibrent d'accents venus de Port-au-Prince, d'Athènes, de Casablanca ou de Manille. Mais derrière les façades des blocs sur Linton ou Darlington, on retrouve aussi une autre histoire : celle des familles juives ashkénazes installées depuis l'après-guerre, héritières d'une tradition ouvrière venue de l'Europe de l'Est (pour plus d'information sur la communauté juive dans son ensemble, voir section 9). Ces familles avaient connu les luttes syndicales (principalement dans l'industrie de l'habillement), les soirées culturelles du Workmen's Circle (organisation socialiste juive, implantée à Montréal en 1907), l'idéal du Bund qui proclamait : « où nous vivons, là est notre pays ». Leurs enfants, devenu-es étudiant-es, portent cette mémoire en même temps que ces dernier-ères s'imprègnent de la Révolution tranquille, des événements de Mai 68 et des luttes étudiantes à travers la métropole (comme l'événement de l'Université Sir George Williams). Côte-des-Neiges devient alors un creuset où l'héritage juif de gauche et les nouvelles radicalités se rencontrent.

De cette rencontre naît le Projet Genèse. En 1975, le professeur Jim Torczyner, de McGill, lance une recherche sur la pauvreté des aîné·es juif·ves du quartier, ancien·nes ouvrier·ères pour la plupart (McGill, 2022). Ces ancien·nes militant·es syndicalistes vieillissent dans l'isolement et la précarité. Les étudiant·es découvrent un constat brutal : les services sociaux traditionnels ne suffisent pas. C'est ici que s'invente une autre manière d'intervenir. Le « storefront », petit bureau ouvert sans rendez-vous, renverse la logique habituelle : plus question d'attendre derrière un guichet, c'est l'organisme qui va vers les résident·es, dans les escaliers des immeubles, aux portes des logements, dans les rues. Cette méthode, décrite par Michael Gottheil, ancien bénévole au Projet Genèse, comme « pacifique mais assertive », conjugait le pragmatisme de l'entraide et la radicalité d'une vision politique (Rhéaume, Tremblay, Dumais et al., 2007). C'était une intervention « hors les murs », inspirée du « community organizing » américain, mais enracinée dans l'expérience juive locale : une solidarité active, directe, qui refusait la passivité de la charité (Projet Genèse, 2025).

Ce style d'action s'accordait avec la culture du quartier. Comme l'écrivait le poète Jacob-Isaac Segal (1925), « chaque coin de rue est une rencontre ». C'est exactement ce que Projet Genèse a mis en pratique : la rencontre avec les gens dans leur environnement quotidien, que ce soit dans leur cuisine, lors de leur combat contre les évictions et les abus, ou pour de meilleurs salaires. Loin d'être une simple offre de services, le storefront devenait un espace de politisation et d'apprentissage collectif.

À la fin des années 1980, cet héritage se prolonge avec la fondation de MultiCaf (1989), une cafétéria communautaire née directement de Projet Genèse. On y mange à prix modique, mais on y débat aussi, on écrit dans Multivoix (ancien journal de l'organisme), on participe à des ateliers. MultiCaf n'était pas seulement une réponse à la faim : c'était une scène communautaire où se recréait une forme de solidarité juive progressiste, mais ouverte à tous.



D'autres initiatives s'inscrivent dans ce mouvement. En 1971, des étudiant·es de l'Université de Montréal créent l'ŒIL, le comité logement de Côte-des-Neiges, qui lutte contre les propriétaires abusifs (ŒIL Côte-des-Neiges, 2025). En 1976, le Centre communautaire de loisir de Côte-des-Neiges (CELO) ouvre ses portes. Ces organismes, chacun à leur manière, reprennent le fil rouge initié par la jeunesse juive militante : transformer l'expérience du quartier en force collective.

Aujourd'hui, Côte-des-Neiges ne compte plus autant de résident·es juif·ves qu'en 1971, mais l'empreinte est là. Les idéaux portés par les étudiant·es ont irrigué tout un écosystème communautaire. Dans un quartier dans lequel les origines se croisent sans cesse, cette filiation rappelle que la vie juive à Côte-des-Neiges n'a pas seulement été religieuse ou institutionnelle : elle a aussi été militante, ouvrière et profondément ancrée dans la conviction que, pour reprendre les mots de Mordecai Richler (1972), « la dignité se gagne dans la lutte ». Côte-des-Neiges en garde encore la marque, dans chaque organisme qui refuse la résignation et choisit, à sa manière, d'aller frapper aux portes.

3.3 Les crises, un levier de changement

Les mouvements sociaux et les luttes démocratiques ont fait partie de ce qui anime le quartier, le pousse à se redéfinir, l'ouvre sur de nouvelles façons de faire. Les crises sociales, économiques et sanitaires, quant à elles, ont eu un tout autre impact sur nos structures sociales. C'est la combinaison des deux qui a orienté la création de structures communautaires dans le quartier, la nécessité de s'organiser collectivement, d'accueillir, d'accompagner et de contester. Chaque vague migratoire, chaque coup de barre économique, chaque réforme qui touche le logement, l'école ou les soins de santé oblige à s'organiser. De comités de locataires en tables de concertation, les colères se transforment en mandats, les besoins en institutions ; non pas une simple « offre de services », mais la capacité commune à se doter d'outils pour durer et peser sur les règles du jeu. Comme nous l'avons vu plus haut, ces mouvements sociaux sont intrinsèquement liés au désir d'émancipation, de représentation et de liberté qui agit à chaque coin de rue du quartier.



Le verglas devient un tournant pour le Centre communautaire de loisir. Les luttes pour des équipements collectifs, pour des écoles françaises et pour le logement mobilisent sur des décennies (par exemple, le Centre communautaire Mountain-Sights). La désinstitutionnalisation pousse d'autres groupes à créer des espaces thérapeutiques, des centres de jour ou des aides à domicile (Club Ami, Multi-Écoute, le Centre des Aînées, le SHERPA, etc.). La recomposition des politiques d'immigration reconfigure mandats et financements (PROMIS, SIARI, ALAC). Les luttes féministes plurielles poussent à la création d'un centre de femmes (Femmes du Monde à Côte-des-Neiges) et d'une maison de naissance (La Maison bleue). Des années 1970 aux années 1990, une grande proportion d'organisations et d'initiatives communautaires ont vu le jour dans ces conditions. La plus jeune d'entre elles, Philo-Boxe, née en 2020, vient marier gants et débats pour redonner aux jeunes - souvent issus de communautés racisées - un espace d'appartenance et de pouvoir. En institutionnalisant cette pratique, elle prolonge la lignée des mobilisations locales : travailler l'estime de soi, l'identité et les valeurs communes pour traverser la prochaine crise.

La pandémie, révélatrice des faiblesses autant que des forces d'un quartier

À Côte-des-Neiges, la pandémie a rendu visibles des lignes de fracture anciennes : surpeuplement des logements, inégalités dans les emplois essentiels (par exemple, lorsque le télétravail est impossible), statuts migratoires précaires et accès inégal à l'information. Très tôt, le vécu des intervenant·es rejoint les chiffres : taux d'infections supérieurs à la moyenne montréalaise, surtout dans les secteurs à forte proportion d'immigrant·es et de ménages à faibles revenus (bas de la côte, Snowdon). Les femmes, nombreuses en première ligne, cumulent exposition au risque et charge domestique ; les aîné·es et les personnes à statut précaire se heurtent au non-recours aux droits. Ici, « se protéger » signifiait initialement comprendre, dans sa langue, les actions à poser et les personnes impliquées. (Sherpa, 2021 ; Réseau réussite Montréal, 2022)

Pour répondre, le quartier a choisi « d'aller vers ». Le Plan d'action COVID-19 de Côte-des-Neiges a permis d'organiser l'outreach : relais communautaires pour les cliniques mobiles de dépistage et de vaccination, traduction/interprétation en plusieurs langues, appels de courtoisie et distribution d'outils pratiques (consignes, ressources, contacts). Le SIARI tient la médiation linguistique et culturelle : interprétation téléphonique, accompagnement des familles réfugiées, avec Femmes du Monde, soutien aux femmes vivant de la violence, exacerbée avec le confinement. Le comité LLAMA, mandaté par la CDC de CDN, amplifie la portée des projets : camion de diffusion sonore multilingue, livret de ressources distribué à grande échelle, brigades d'appels. C'est ainsi qu'on rejoint les personnes « hors-radar », hors circuits habituels, comme les allophones, les nouveaux·elles arrivant·es, les personnes craintives face aux institutions. (Sherpa, 2021 ; CDC-CDN, 2020)

Sur le front alimentaire, MultiCaf reconfigure tout : la grande salle de la cafétéria devient une plateforme logistique, des routes de livraison se tracent, des partenariats se nouent avec écoles, organismes, commerces et bénévoles. On distribue des milliers de repas et paniers tout en stabilisant des budgets qui craquent, en brisant des isolements, en tenant l'équilibre entre l'épicerie et la fin du mois. La sécurité alimentaire se révèle ici un élément essentiel dans une politique de santé publique créée dans l'urgence. Le point essentiel étant de préserver la dignité des personnes. Cette politique soutient les familles confinées, les aîné-es à mobilité réduite, les parents en horaire atypique (Sherpa, 2021 ; Fondation du Grand Montréal, 2021).

Cependant, rester sur la première ligne à un coût. Les équipes communautaires affrontent surcharge, anxiété et isolement professionnel. Des espaces de soutien se mettent en place : cercles de parole, pauses guidées, rencontres virtuelles - non pas à la marge, mais au cœur du travail. De là, le quartier tire plusieurs leçons pour l'après-crise : rendre l'information publique multilingue par défaut, inscrire durablement le travail de proximité (porte-à-porte, brigades d'appels) dans les pratiques quotidiennes de l'intervention, financer de vrais ponts intersectoriels entre alimentation, santé, immigration, logement, prévoir des protocoles de bien-être au travail au même titre que l'équipement de protection. La pandémie aura montré qu'à l'échelle d'un quartier, l'addition entre la proximité, la traduction efficace, l'entraide et la coordination des efforts donne une plus grande capacité d'agir (Gautier, 2024 ; Sherpa, 2021).

Le saviez-vous ?

Le comité LLAMA à Côte-des-Neiges

En pleine première vague de la pandémie, le tissu social de Côte-des-Neiges s'est trouvé fragilisé. Le 2 avril 2020, lors de l'assemblée générale de la CDC de CDN, un constat s'impose : le manque d'accès à l'information fiable, amplifié par les barrières linguistiques, la perte de repères et l'isolement, touche durement les résident-es. De l'urgence partagée émerge le comité LLAMA, une concertation réunissant diverses organisations clés du voisinage (l'Association des parents de Côte-des-Neiges, Baobab Familial, le Carrefour jeunesse-emploi de Côte-des-Neiges, le CDC de Côte-des-Neiges, le Centre Cummings, le Club Ami, les Femmes du monde à Côte-des-Neiges, la Fondation de la Visite, le MultiCaf, le SIARI et l'Université de Montréal). Ce groupe s'engage à aider la population la plus vulnérable.

Suite à la page suivante



Crédits : Passer le message en douze langues. Un camion polyglotte dans Côte-des-Neiges. Hugo Meunier (Urbania)

Suite



Le mandat du comité LLAMA est clair : aller vers celles et ceux qui ne fréquentent aucun organisme et qui échappent aux canaux d'information habituels. Pour cela, les membres innovent en matière de proximité : bouche-à-oreille, porte-à-porte, appels téléphoniques, diffusion sonore multilingue, ou encore interventions sur les réseaux sociaux. Chaque action repose sur la force de la complémentarité des organismes – immigration, petite enfance, alimentation, santé mentale, aînés – afin de multiplier les points de contact et tisser un filet de sécurité autour des résident·es isolé·es.

Les réalisations du comité LLAMA témoignent de cette créativité collective. Un camion de diffusion sonore parcourt les rues en plusieurs langues, des cliniques mobiles de dépistage sont organisées avec traduction et médiation interculturelle, un livret de ressources est distribué dans toutes les boîtes aux lettres avec l'appui de l'arrondissement. Le comité s'engage également dans divers projets fédérateurs, tels que la distribution d'ordinateurs aux familles grâce à la collaboration avec les écoles, la création de courtes vidéos éducatives, projets de balado et d'illustration (« Ça va CDN ? »), ainsi que la promotion du dialogue interconfessionnel, et même l'idéation d'une cantine mobile pour rejoindre les plus vulnérables (qui a été éventuellement prise en charge par MultiCaf).

À travers le comité LLAMA, le quartier a démontré qu'il pouvait inventer des formes nouvelles d'entraide en temps de crise. Ce comité est l'expression d'une volonté de ne laisser personne derrière : aller à la rencontre de celles et ceux qui n'osent pas demander, qui n'ont pas les mots ou les réseaux pour chercher de l'aide. Plus qu'une réponse d'urgence, le comité LLAMA s'est affirmé comme un modèle de mobilisation communautaire exceptionnel, avec une volonté d'en faire un outil qui aiderait le communautaire en temps de crise.

3.4 La mobilisation, un travail toujours à recommencer

Mobiliser à Côte-des-Neiges oblige d'abord à composer avec une densité migratoire et linguistique unique : au niveau du quartier, 47,52% des personnes y vivant venaient de l'extérieur du Canada en 2021, ce qui multiplie les langues, les codes et les horizons à rejoindre. Des observateur·trices locaux rappellent que l'écart linguistique « constitue un facteur important des disparités d'accès aux services et aux soins de santé », d'où la nécessité d'interprétariat et de médiation culturelle adaptés (Dagher, 2024). Concrètement, comme nous l'avons vu plus haut, que ce soit dans la création du réseau communautaire à Côte-des-Neiges ou pendant la pandémie, cela se traduit par un travail d'« aller-vers » (outreach). Des inscriptions simplifiées, des espaces d'accueil où l'on priorise la confiance avant la paperasse sont les conditions de base pour que l'information circule et que la participation prenne racine. Dans les organismes de proximité, cette complexité se traduit en pratiques d'accueil bienveillantes : « Certaines personnes trouvent insécurisant de devoir remplir des papiers avec leurs coordonnées personnelles », note le centre Femmes du monde à Côte-des-Neiges, expliquant pourquoi l'adhésion formelle n'est jamais exigée pour accéder aux activités (FdM, 2025).

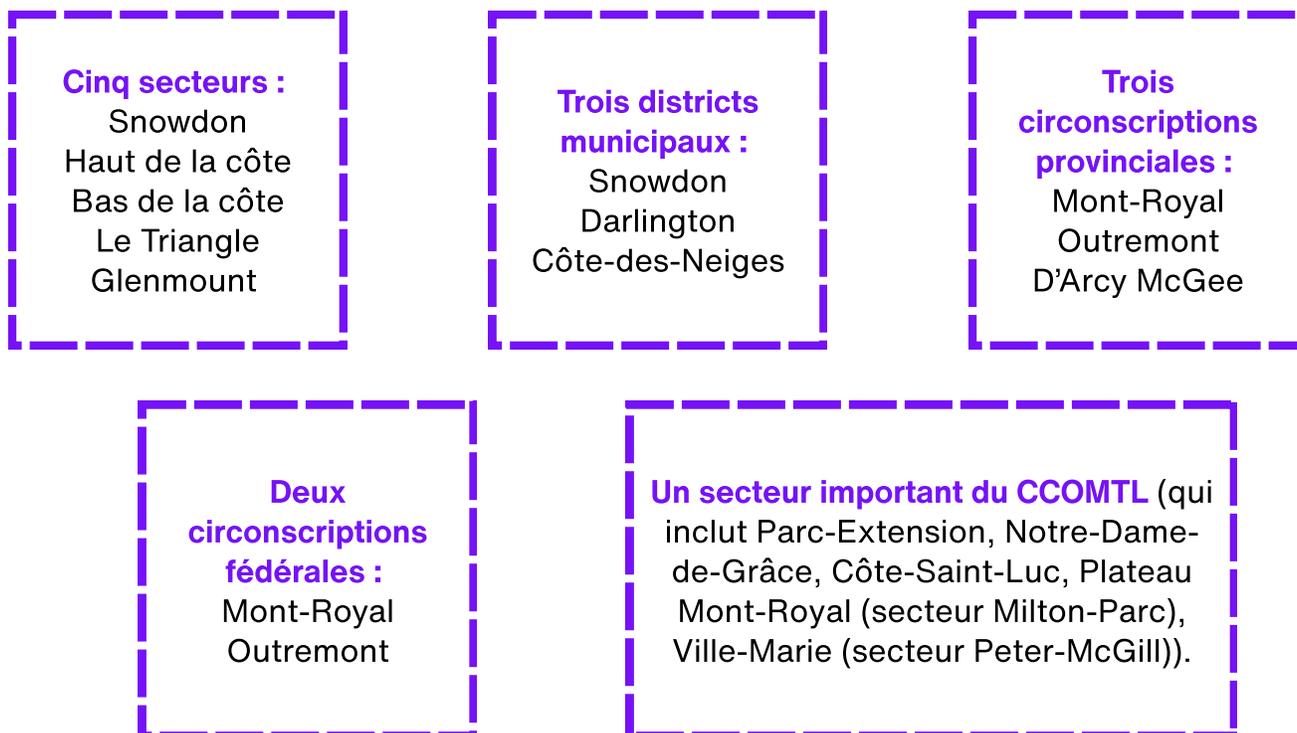
À ces enjeux se greffent des contraintes matérielles qui grugent le « temps disponible » pour s'impliquer. À Côte-des-Neiges, comme nous allons le voir dans ce portrait, le parc locatif est vaste et est devenu vétuste avec le temps. Les enjeux de salubrité, d'instabilité résidentielle et de rénoviction rendent la vie difficile pour de nombreuses familles. Témoignage à l'appui : « It's become commonplace for tenants to live with mice and mould for almost two years after filing a complaint to the Régie du Logement. » (Il est devenu courant pour les locataires de vivre avec des souris et des moisissures pendant près de deux ans après avoir déposé une plainte à la Régie du logement ; Projet Genèse, 2014) Une attente qui mine la confiance et décourage la mobilisation politique.

Enfin, la multiplicité d'acteurs et l'ampleur du territoire fragmentent l'action collective si elle n'est pas solidement maillée. Des instances locales montrent toutefois la voie : l'Escouade salubrité (l'ŒIL), par exemple, « a la capacité de rejoindre des personnes très isolées directement dans leur milieu de vie » et de transformer des plaintes dispersées en démarches d'immeuble (Centraide, 2023). La CDC de Côte-des-Neiges, en tant que table de quartier, tient ensemble tables, chantiers et coalitions (famille, aîné·es, habitation sociale, etc.) pour « soutenir et mettre en œuvre des initiatives [...] en partenariat » - condition essentielle pour convertir l'entraide en pouvoir d'agir durable. D'autres initiatives existent, à des niveaux plus locaux, dans les communautés ou dans le champ institutionnel. La mobilisation reste cependant un enjeu majeur à Côte-des-Neiges et pousse les organisations à remettre en question leurs façons de faire : ce qui fonctionnait dans les années 1970, 1980, 1990, 2000, ne fonctionne peut-être plus en 2025.

Ce portrait a pour objectif d'éclairer les conditions de vie et les quotidiens des résident·es de Côte-des-Neiges, afin de mieux comprendre les obstacles à la mobilisation ou, au contraire, les leviers potentiels pour qu'elle se poursuive. Ce portrait montre aussi comment s'organisent les communautés et comment sont vécues les solidarités si présentes dans le quartier.

3.5 Le territoire de Côte-des-Neiges

Le quartier de Côte-des-Neiges est situé sur le territoire de l'arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce, fusionné en 2002. Il s'étend sur 11,46 km² (sans les cimetières), soit 54% du territoire de l'arrondissement.



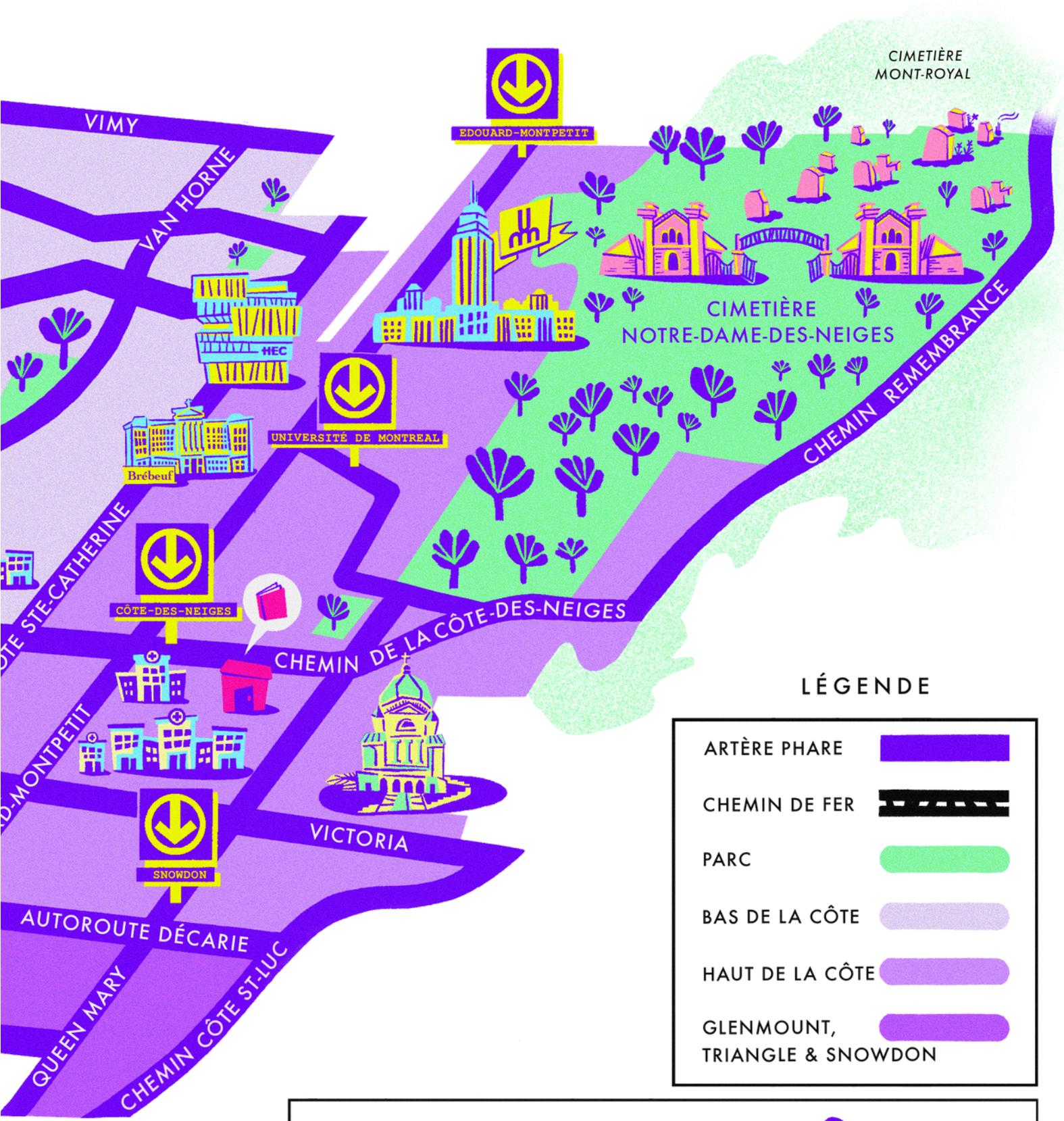
Cartographie du territoire

Les sections suivantes proposent de faire l'état des lieux dans le quartier Côte-des-Neiges, en divisant la cartographie du quartier par secteur d'intérêt. Nous vous invitons à être attentif-ve aux disparités entre chaque secteur, à leur unicité et aux besoins qui en ressortent concernant les conditions de vie des résident-es. Cette section n'a pas la prétention d'être exhaustive, mais se concentre davantage sur une cartographie générale du territoire.



QUARTIER CÔTE-DES-NEIGES





LÉGENDE

ARTÈRE PHARE	
CHEMIN DE FER	
PARC	
BAS DE LA CÔTE	
HAUT DE LA CÔTE	
GLENMOUNT, TRIANGLE & SNOWDON	

ORGANISME COMMUNAUTAIRE	BIBLIOTHÈQUE	CHSLD	INSTITUTION MÉDICALE	STATION DE MÉTRO

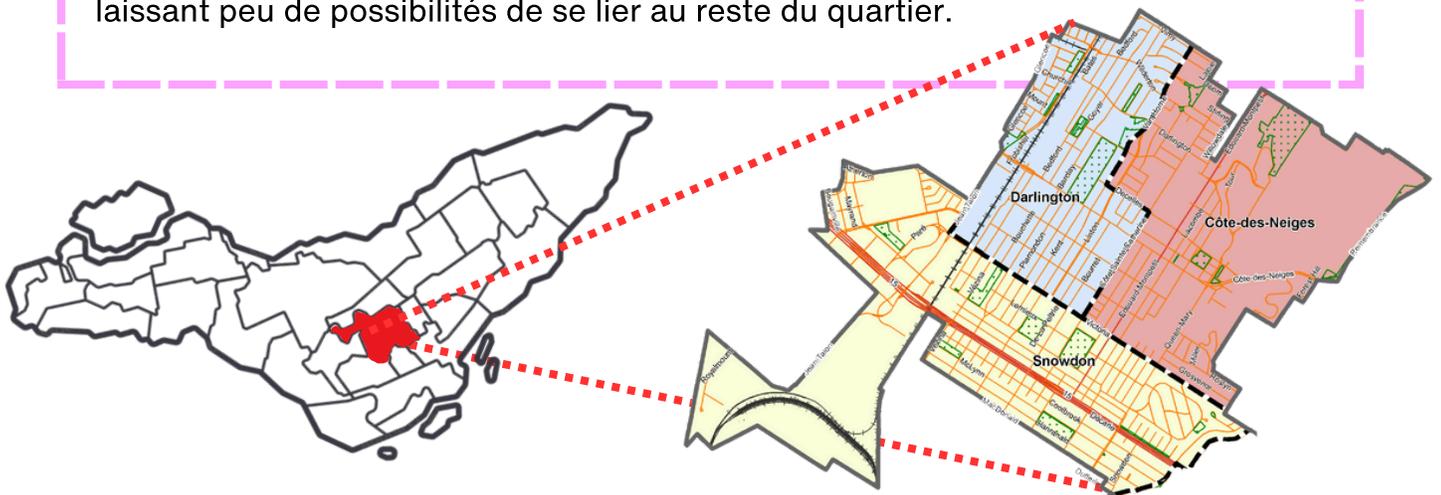
Caractéristiques du territoire

Urbain

Côte-des-Neiges se démarque des autres quartiers de Montréal par sa forte densité de population (8,934 personnes/km² en 2021 contre 7,697 personne/km² en 2011), son dynamisme urbain (plusieurs types d'architectures et de constructions marquent le paysage, allant des maisons cossues près de l'Université de Montréal, aux HLM qui longent les grandes artères du quartier) et sa diversité populationnelle. Ce dynamisme urbain se concentre sur différents pôles : le « centre » (le village de Notre-Dame-des-Neiges), les alentours du métro Snowdon, la rue Victoria (entre Lacombe au Sud et Vézina au Nord), la Plaza Côte-des-Neiges, la rue Darlington (entre Van Horne au Sud et Goyer au Nord).

Enclave

Bien que le quartier profite d'une mixité d'espaces verts et d'une urbanisation intense sur son territoire, sa situation géographique en fait une enclave traversée par plusieurs grandes artères (Van Horne, Queen-Mary, Victoria, Décarie, Côte-Sainte-Catherine, Côte-des-Neiges, Wilderton, Darlington, Jean-Talon) utilisées pour faire la navette entre d'autres quartiers de la ville. Adossé au flanc Nord du Mont-Royal, le quartier est longé à l'Ouest par l'autoroute Décarie, réelle frontière creusée dans le sol. À l'Est, une frontière symbolique sépare les duplexes de Côte-des-Neiges des duplexes d'Outremont, le long de la rue de Vimy. Le chemin de fer du Canadien Pacifique longe l'entièreté de la limite Nord du quartier, ne permettant que trois accès routiers (les viaducs Victoria et Côte-des-Neiges et le passage à niveau sur Wilderton) sur 3,15 kilomètres. Le secteur du Triangle, quant à lui, est serré entre l'autoroute Décarie, Ville-Mont-Royal et Jean-Talon, laissant peu de possibilités de se lier au reste du quartier.



3.5.1 Le haut de la côte : le centre névralgique

Centre historique du quartier, le haut de la côte abrite les lieux et bâtiments patrimoniaux les plus emblématiques : oratoire, Université de Montréal, cimetière Notre-Dame-des-Neiges, etc. La vie urbaine est la plus active, accueillant étudiant·es, professionnel·les de la santé, travailleur·euses de bureau, touristes ou simples passant·es. Tout au long du chemin Queen-Mary, une vie commerciale active fleurit entre institutions de quartier et nouveaux venus. Le secteur du haut de la côte comptait 31 737 résident·es en 2021.

Espaces verts

- Parc Mackenzie-King
- Jardin du chemin de la croix
- Placette Côte-des-Neiges
- Parc Troie
- Place du 6 décembre 1989
- Cimetière Notre-Dame-des-Neiges
- Parc Jean-Brillant
- Bois des pères
- Bois de l'Université de Montréal
- Parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne
- Parc Maurice-Cullen

Agriculture urbaine

Toit de la Maison de la culture de Côte-des-Neiges



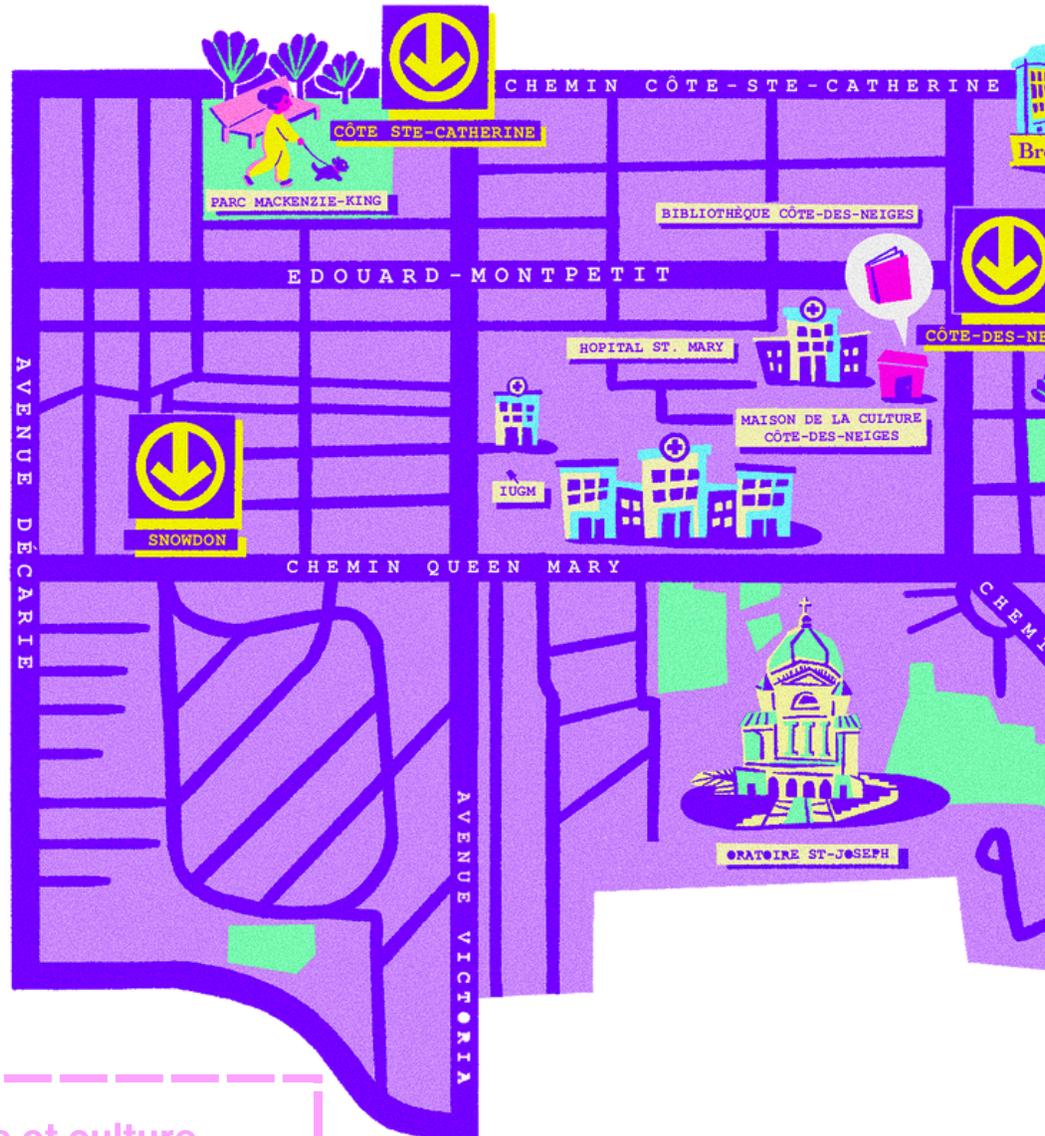
Mobilité et transport

- Ligne Bleu : Snowdon, Côte-des-Neiges, Université de Montréal, Édouard-Montpetit
- Ligne Orange : Snowdon, Côte-Sainte-Catherine
- Lignes de bus majeures : 165, 51, 129, 11
- Piste cyclable Édouard-Montpetit
- Prochaine gare du REM à Édouard-Montpetit



Éducation

Collège Notre-Dame
 Collège Jean-de-Brébeuf
 Université de Montréal
 HEC Montréal
 Complexe d'éducation Marie de France (collège, école primaire)
 École secondaire Herzliah
 École Iona
 École Notre-Dame-des-Neiges
 École Simonne-Monet
 Polytechnique Montréal
 Centre Philou



Sports, patrimoine, loisirs et culture

Oratoire St-Joseph
 Terrain de basketball du Parc Mackenzie-King
 Centre Communautaire de Loisir de la Côte-Des-Neiges (CÉLO)
 Maison de la culture de Côte-des-Neiges
 YM-YWHA
 Promenade Jean-Brillant
 Cimetière Notre-Dame-des-Neiges
 Centre Segal
 Trois aires de jeu 18 mois à 5 ans
 Bibliothèque Côte-des-Neiges





Habitation

Coopératives d'habitation

Créative de St-Kevin
Coop Village Côte-des-Neiges (la première dans le quartier et l'une des plus vieilles coopératives d'habitation à Montréal, 1975)

HLM

Habitations Côte-des-Neiges
Habitations Lavoie
Habitations Isabella

Hébergement

Centre d'hébergement
Alfred-DesRochers
Résidence Snowdon

Santé

Hôpital St-Mary
Institut universitaire de gériatrie de Montréal
CLSC Côte-des-Neiges



3.5.2 Le bas de la côte : milieux de vie

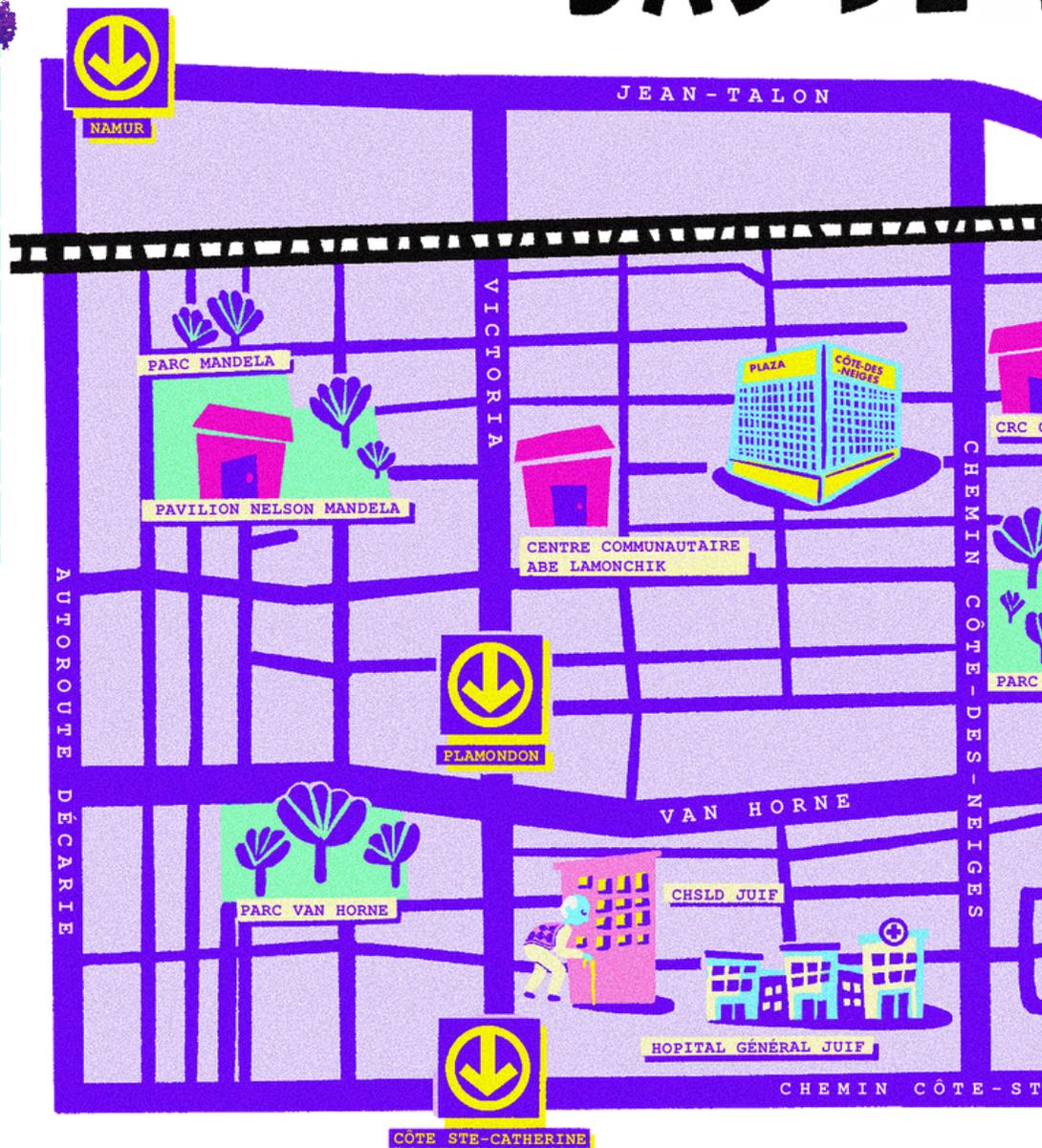
Centre résidentiel du quartier, le bas de la côte comptait 49 904 résident-es en 2021. Des blocs d'appartements, plex et maisons unifamiliales en font un secteur extrêmement diversifié en termes de résidence. Trois artères restent le poumon économique du bas de la côte : Victoria et sa vie économique et communautaire multiculturelle ; Côte-des-Neiges, de l'hôpital général juif au Maxi ; Darlington et ses commerces excentrés. Ce secteur, construit dans les années 1950 et 1960, participe à la forte densité de population dans le quartier.

Espaces verts

- Parc Van-Horne
- Parc Nelson-Mandela
- Parc Plamondon
- Parc Elie-Wiesel
- Parc Martin-Luther-King (anciennement parc Kent)
- Parc Mahatma-Gandhi
- Place Darlington
- Parc De Sousa-Mendes
- Parc Marie-Gérin-Lajoie

Agriculture urbaine

- Jardin Victoria
- Jardin communautaire
- Châteaufort



BAS DE LA CÔTE



Mobilité et transport

Ligne Orange : Côte-Sainte-Catherine,
Plamondon, Namur
Lignes de bus majeures : 165, 129, 161, 160

LA CÔTE



Sports, patrimoine, loisirs et culture

Musée de l'holocauste à
Montréal
Centre sportif de Côte-des-
Neiges
Aréna Bill-Durnan
Terrain de cricket du parc
Van-Horne
Piste d'athlétisme du parc
Martin-Luther-King
Trois terrains de baseball
Deux piscines publiques
Plaza Côte-des-Neiges
Bibliothèque interculturelle
de Côte-des-Neiges
Bibliothèque publique juive
Maison des jeunes de Côte-
des-Neiges
Centre Cummings
Centre communautaire Abe-
Limonchik
Centre communautaire Côte-
des-Neiges



Éducation

École des Nations
 École primaire Petit chapiteau
 Coronation Elementary School
 École Yaldei
 École Lavoie
 École Lucille-Teasdale
 École primaire Saint-Pascal-Baylon
 Centre Pauline-Julien
 École primaire Bedford
 École Félix-Leclerc

Habitation

Coopératives d'habitation

Coop Atlas
 Coop Barclay
 Coop Bedford
 Coop Bourret
 Coop Cactus Vert
 Coop Château Plamondon
 Coop de la Haute ville
 Coop Goyer
 Coop l'Orient
 Coop la Perle internationale
 Coop les Mille visages
 Coop Maison de Sienne
 Coop Les Ormes de Goyer
 Coop Palais Darlington
 Coop Place Goyer
 Coop Plamondon
 Coop Soksay
 Coop Le Soleil de Linton

Hébergement

Jewish Eldercare Centre
 Résidence Sheppard et James
 Beit Chai Seniors Residence
 Manoir Ronald McDonald de Montréal
 Halte chaleur Le Bercail
 Résidence Tirat Carmel

HLM

Habitations Linton
 Habitations De Courtrai
 Habitations Kent
 Habitations Goyer
 Habitations Vézina
 Habitations Plamondon
 Habitations Darlington
 Habitations Barclay
 Habitations Bedford
 Habitation Victoria-Barclay

Santé

Hôpital général juif de Montréal
 Hôpital Sainte-Justine
 Institut de réadaptation Gingras-Lindsay de Montréal
 Atlas, centre de pédiatrie sociale en communauté



3.5.3 Snowdon, le Triangle et Glenmount : la périphérie convoitée

Situés à la périphérie des grands centres, les secteurs de Snowdon, le Triangle et Glenmount sont les plus convoités en terme de développement urbain. En effet, face à la saturation des secteurs traditionnels et au manque de terrains vagues, plusieurs promoteurs privés ont développé au cours des dernières années les terrains longeant Jean-Talon, mettant en place de nouveaux milieux de vie dans des endroits plus ou moins adaptés. Ces développements ont amené plusieurs organisations à se questionner sur l'accessibilité à un logement abordable, la pression mise sur les infrastructures existantes et le développement de nouvelles infrastructures nécessaires au maintien de bonnes conditions de vie (école, parc, source d'alimentation). Snowdon comptait 11 354, Glenmount 2 078 et le Triangle 7 337 résident·es en 2021.

Espaces verts

- Parc de la Savane
- Terrain de l'ancien hippodrome
- Cimetière Baron de Hirsch
- Parc Saidye-Bronfman
- Parc MacDonald
- Parc Rosemary-Brown
- Parc Dunkerque
- Parc Roméo-Charette

Agriculture urbaine

- Jardin communautaire de la Savane
- Ferme urbaine de l'hippodrome



Éducation

- Centre d'éducation interculturelle du Cégep Marie-Victorin
- Académie Solomon Schechter
- École des Cinq-Continents

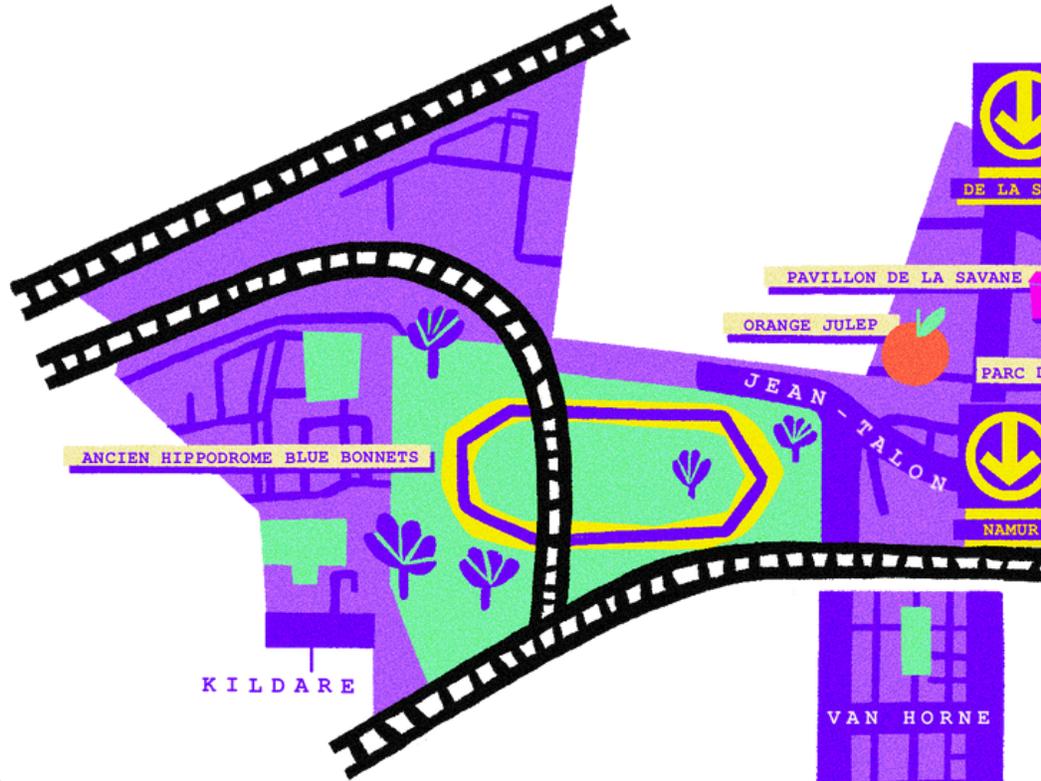
Remarque

Il n'y a pas d'école primaire ni secondaire dans le Triangle et le secteur Glenmount. Cette situation, plus particulièrement dans le Triangle, est un combat mené par les résident·es et les intervenant·es du quartier depuis plusieurs décennies (voir un *Le Saviez-vous* à ce propos plus tard dans ce document).

TRIANGLE

Mobilité et transport

Ligne Orange : Namur, De la Savane
 Gare de Canora (train de banlieue, REM)
 Lignes d'autobus majeures : 67, 51



Hébergement

Résidence Le Boulevard
 Résidence Le Glenmount
 Logements modulaires pour personnes en situation d'itinérance sur le terrain de l'ancien hippodrome

SNOWDON

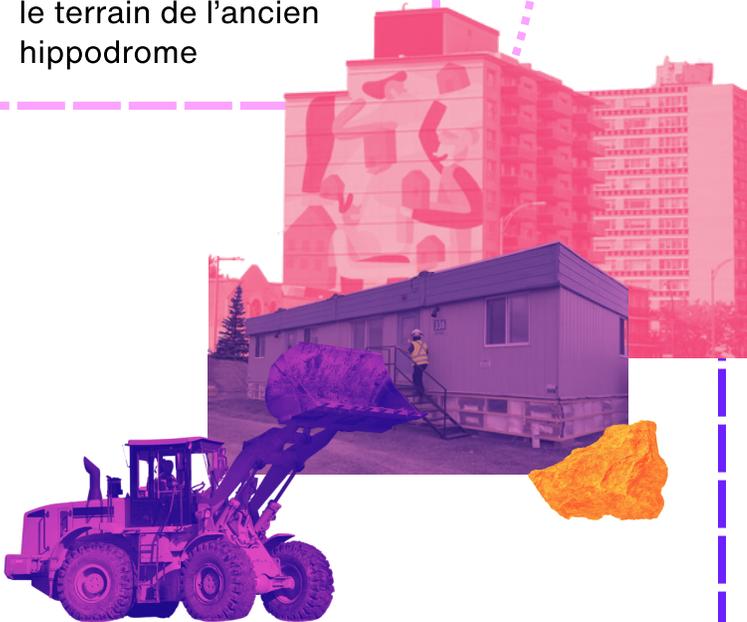
CHEMIN CÔTE ST-LUC

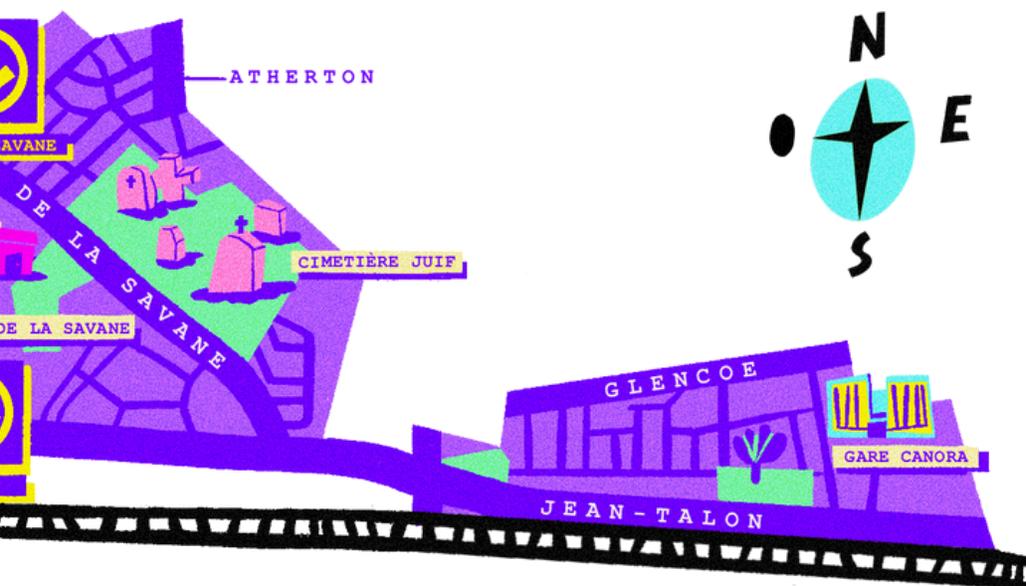


Habitation

Coopératives d'habitation
 Coop Fleur de l'île

HLM
 Habitations Place Lucy
 Habitations Place Newman
 Habitations Bourret
 Habitations De la Savane





GLENMOUNT

Sports, patrimoine, loisirs et culture

Cinq aires de jeu 18 mois à 5 ans
 Un terrain de baseball
 Centre Communautaire de Loisir de la Côte-Des-Neiges (CÉLO)
 Orange Julep
 Centre communautaire Mountain Sights
 Mairie de l'arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce



Santé

Centre de jour Evasion
 Point de service local au
 Square Décarie du CLSC
 Côte-Saint-Luc



3.6 Les populations de Côte-des-Neiges

Dans les deux prochaines sections, les données récentes du recensement de 2021 et du Fichier T1 de 2022 vont nous permettre de dresser un portrait des populations habitant le quartier et des dynamiques sociales qui y sont à l'œuvre.

Par sa population, sa diversité et sa densité sociale, Côte-des-Neiges (CDN) reflète plusieurs des tensions structurelles propres à Montréal. Ce quartier, le deuxième plus peuplé de l'île de Montréal (après le Plateau-Mont-Royal), illustre les contradictions d'une métropole où les pôles d'excellence économique et universitaire côtoient une précarité persistante et une mobilité sociale limitée.

3.6.1 Une population dense, diversifiée et marquée par l'immigration

Côte-des-Neiges, avec ses quelque 102 400 habitant·es, se hisse au rang du deuxième quartier le plus peuplé de l'île. On y compte 50 245 hommes (49,06 %) et 52 170 femmes (50,94 %). La mosaïque humaine qui compose le quartier se reflète dans le fait que près de 59 % de la population s'identifie à un groupe racisé — la troisième proportion en importance à Montréal. L'immigration y occupe une place centrale : environ 47 800 résident·es sont né·es à l'étranger, et la part d'immigrant·es récent·es (arrivé·es entre 2016 et 2021) atteint 11,2 %, la plus élevée de l'île. À cela s'ajoutent 13 950 personnes à statut non permanent (13,9 %), bien au-delà de la moyenne montréalaise (9,2 %). Plus de 30 000 résident·es (30,1 %) n'ont pas la citoyenneté canadienne, ce qui situe le quartier au quatrième rang des proportions les plus fortes sur l'île.

La présence étudiante, concentrée dans les secteurs Udm – Snowdon Est et Snowdon, imprime, elle aussi, sa marque sur la composition démographique. Elle contribue à une forte proportion de jeunes adultes âgé·es de 20 à 39 ans, la deuxième plus élevée parmi les quartiers montréalais, et particulièrement des 20-24 ans : 11,1 % à Côte-des-Neiges, et jusqu'à 14,9 % dans le secteur Udm – Snowdon Est, contre seulement 7 % à l'échelle de l'île. Cette vitalité étudiante colore les rues et la vie locale, mais elle influence aussi les indicateurs socio-économiques : des revenus et des taux d'emploi qui paraissent faibles peuvent masquer une réalité moins alarmante, celle de jeunes en études, temporairement sans emploi stable, mais pas pour autant en situation de précarité.



	Population, 2021	Population, 2016	Taux de croissance, 2016 à 2021
RSS Montréal	2 004 265	1 942 044	3.2%
UdM - Snowdon Est (Haut de la côte)	31 737	31 818	-0.3%
Snowdon	11 354	10 378	9.4%
Plamondon-Darlington (Bas de la côte)	49 904	49 385	1.1%
Triangle (Namur-Hippodrome)	7 337	5 690	28.3%
Glenmount	2 078	1 769	17.5%
Côte-des-Neiges	102 410	99 040	3.4%

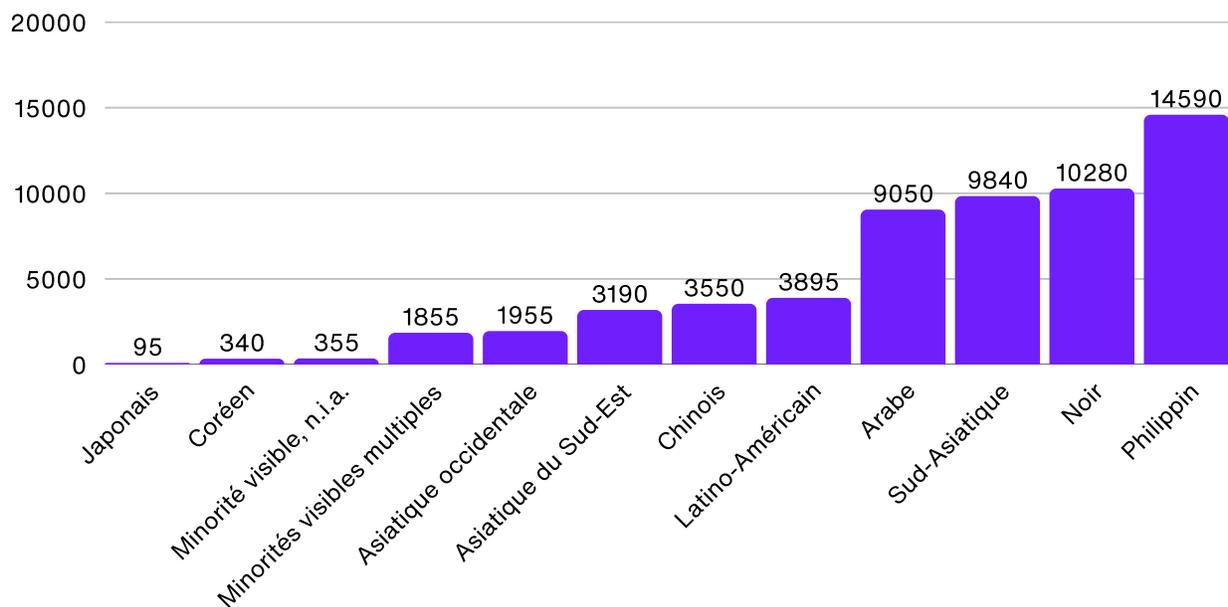
Source : Statistique Canada, Recensement de 2021.

Il est important de souligner l'augmentation du taux de croissance populationnelle des secteurs Glenmount (+17,5%) et du Triangle (+28,9%). Effectivement, ce taux concorde avec le surdéveloppement de ces secteurs, seuls endroits dans le quartier à avoir des terrains vacants (le long du chemin de fer au nord, le secteur Namur-Hippodrome en général). Bien que de nombreuses personnes s'installent dans ces secteurs, le manque d'infrastructure (aucune école dans le Triangle, par exemple) et l'aménagement urbain influencé par l'automobile restent préoccupants.

	Personnes immigrantes récentes (2016 à 2021)		Résident-es non permanent-es	
	#	%	#	%
RSS Montréal	114 110	5.8%	138 240	7.1%
UdM - Snowdon Est (Haut de la côte)	3 030	9.7%	5 610	18.0%
Snowdon	785	7.1%	1 205	10.9%
Plamondon-Darlington (Bas de la côte)	6 410	13.0%	5 910	12.0%
Triangle (Namur-Hippodrome)	800	11.1%	1 085	15.1%
Glenmount	195	9.8%	140	7.1%
Côte-des-Neiges	11 220	11.2%	13 950	13.9%

Source : Statistique Canada, Recensement de 2021.

Prévalence des populations racisées à Côte-des-Neiges



Source : Statistique Canada, Recensement de 2021.

Côte-des-Neiges compte la plus grande population philippine (14 600) et la deuxième plus grande population sud-asiatique (9 800) sur l'île de Montréal. Avec la population noire, ces trois groupes représentent plus du tiers de la population racisée à Côte-des-Neiges.

3.6.2 Pressions démographiques et complexité de l'intégration

La croissance de la population (+3,4 % entre 2016 et 2021) est comparable à celle de l'île de Montréal, mais sa composition rend cette évolution particulièrement significative. Le poids des personnes immigrantes récentes (11,2 %), des résident·es non permanent·es (13,9 %) et des personnes sans citoyenneté canadienne (30,1 %) reflète une réalité migratoire complexe, composée de statuts juridiques divers, dont plusieurs limitent l'accès aux services publics ou compliquent l'intégration socioéconomique. Cette diversité peut enrichir le tissu social, mais elle impose aussi des défis particuliers en matière d'intégration linguistique, d'accès aux droits, et de reconnaissance des compétences professionnelles. Les services publics – notamment en santé, en logement et en emploi – doivent composer avec des besoins différenciés et parfois mal recensés.

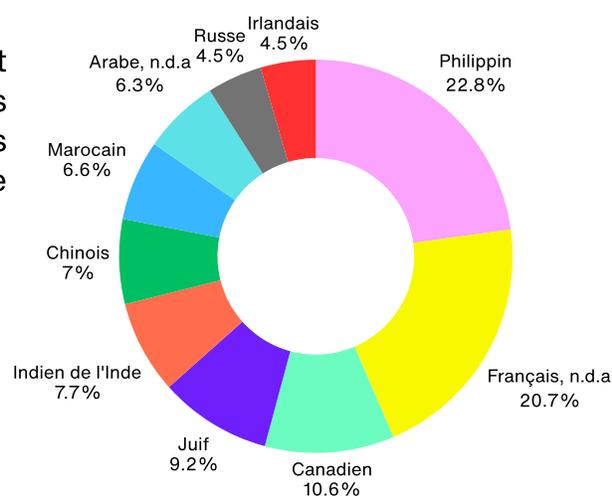
À cette complexité s'ajoute une forte mobilité résidentielle : près de 30 % des résident·es de CDN ont changé d'adresse au cours des cinq dernières années, comparativement à 20,8 % pour l'ensemble de l'île de Montréal. Cette instabilité résidentielle peut affecter la continuité des services (santé, éducation), affaiblir les réseaux sociaux de proximité et rendre plus difficile l'intégration sociale et économique.

3.6.3 Origine ethnique et pays de naissance

En plus d'une forte proportion de personnes racisées (58,6 %), CDN compte une grande variété d'origines nationales. En 2021, 47,5% de la population était née à l'extérieur du Canada, contre 33,3% dans le RSS de Montréal.

Les origines ethniques les plus communes à Côte-des-Neiges (ces statistiques sont basées sur l'auto-identification et les répondant·es ont des conceptions différentes de ce qui constitue leur origine ethnique et culturelle) :

- Philippin : 13 175
- Français, n.d.a. : 11 930
- Canadien : 6 125
- Juif : 5 305
- Indien : 4 400
- Chinois : 4 035
- Marocain : 3 820
- Arabe, n.d.a. : 3 580
- Russe : 2 630
- Irlandais : 2 595

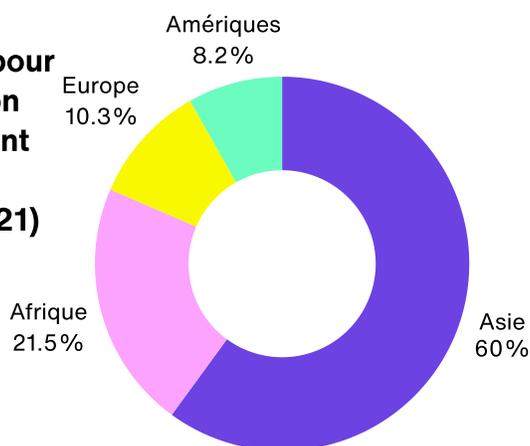


Source : Statistique Canada, Recensement de 2021.

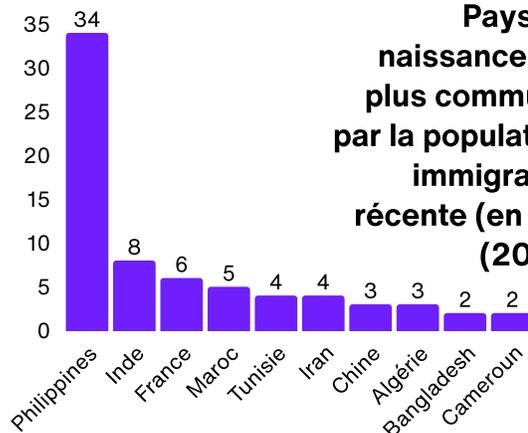
Les origines dites québécoises étaient 13e avec 2,250 personnes et 2.2% de la population.

Cette pluralité d'origines contribue à la richesse culturelle du quartier, mais aussi à sa complexité sociale, notamment en ce qui concerne la cohabitation interculturelle et les trajectoires d'intégration.

Lieu de naissance pour la population nouvellement immigrante (2016 à 2021)



Pays de naissance les plus communs par la population immigrante récente (en %) (2021)



Source : Statistique Canada, Recensement de 2021.

Les résultats du recensement de 2021 ont déjà révélé l'importance de l'immigration à Côte-des-Neiges. Cependant, ils ne capturent pas entièrement l'évolution récente. En effet, depuis lors, la population immigrante n'a cessé de croître, entraînant une diversification accrue des origines et des statuts. En 2021, la proportion d'immigrant·es dépassait déjà celle de l'ensemble de l'île de Montréal, avec deux écarts marquants : 11,2 % de la population du quartier était composée d'immigrant·es récent·es (contre 5,8 % à l'échelle de l'île) et 13,9 % de résident·es non permanent·es (contre 7,1 % à Montréal). Ces deux groupes, particulièrement nombreux à Côte-des-Neiges, sont aussi parmi les plus exposés aux obstacles liés à l'intégration économique, au logement ou à la reconnaissance des diplômes. Dans ce portrait, l'Asie occupe une place centrale : près de la moitié des personnes immigrantes de CDN en sont originaires, et les Philippines dominent avec 24 % des immigrant·es du quartier en 2021. La tendance est encore plus nette chez les nouveaux arrivant·es : 60 % sont né·es en Asie, dont 34 % aux Philippines. Ce rôle de porte d'entrée, Côte-des-Neiges l'assume depuis longtemps, mais il soulève autant de défis qu'il suscite de solidarités locales.

Les chiffres montrent aussi un quartier en transformation. Entre 2016 et 2021, la population immigrante a reculé d'environ 5 % (-2 500 personnes), surtout à cause d'une chute du nombre d'immigrant·es récent·es (-2 235 personnes). Pourtant, loin d'annoncer un déclin, ce mouvement traduit un basculement : l'augmentation fulgurante du nombre de résident·es non permanent·es (+6 240 personnes, soit +80,9 %) confirme que le quartier reste un lieu d'accueil, mais pour d'autres profils migratoires. Cette tendance s'inscrit d'ailleurs dans un contexte plus large : à l'échelle du Québec, les résident·es non permanent·es sont passé·es de 261 991 au troisième trimestre de 2021 à 588 263 en 2024 (selon le MESS). Il est donc très probable que Côte-des-Neiges ait connu, elle aussi, une poussée similaire. La part de la population sans citoyenneté canadienne est passée de 26,2 % en 2016 à 30,1 % en 2021, accentuant les risques liés à l'incertitude administrative et aux barrières juridiques.

Ces évolutions sont étroitement liées à des politiques migratoires locales et internationales. Au Québec, la sélection des immigrant·es économiques et l'augmentation des exigences en matière de francisation ont entraîné l'admission de personnes hautement qualifiées, mais aussi de personnes ayant un statut temporaire (travailleurs étrangers, étudiants internationaux) qui ne garantissent pas une stabilité à long terme. Le recours croissant au Programme des travailleurs étrangers temporaires et au Programme de mobilité internationale a contribué à la hausse rapide des non-permanent·es, dont plusieurs résident·es de Côte-des-Neiges font partie (voir le mémoire de la CDC de CDN sur les personnes demandeuses d'asile en 2023). Sur le plan fédéral, l'accent mis sur l'accueil des réfugié·es et sur des corridors humanitaires (notamment pour la Syrie ou l'Ukraine) a aussi redessiné les parcours migratoires, même si leur présence reste moins marquée dans ce quartier que dans d'autres (la communauté s'était mobilisée pour les Ukrainien·nes qui fuyaient la guerre, notamment en reconvertissant l'ancienne librairie Olivieri en haut de la côte en centre culturel et d'aide aux Ukrainien·nes).

Finalement, à l'échelle internationale, l'augmentation du nombre de traités bilatéraux sur l'éducation et la mobilité de la main-d'œuvre, combinée aux crises politiques et climatiques, a renforcé l'importance de CDN comme lieu d'accueil. Cependant, les politiques municipales en matière de logement, d'emploi et d'accès aux services publics n'ont pas été adaptées à ce rythme d'arrivées. Cela crée un décalage tangible entre la vitalité démographique du quartier et la capacité institutionnelle à soutenir cette diversité.

Cette diversité, elle se reflète aussi dans les statuts migratoires : près des deux tiers des immigrant·es de CDN en 2021 avaient été admis·es comme immigrant·es économiques, 22 % dans le cadre du regroupement familial et environ 11 % comme réfugié·es. Ces parcours différents impliquent des besoins distincts en matière de services sociaux, d'emploi et de soutien à l'intégration. L'Asie reste la région dominante, mais la composition interne évolue : si les Philippines demeurent le principal pays d'origine (24 % des immigrant·es en 2021, 34 % des nouveaux arrivant·es), l'Inde prend de l'ampleur – de 2 % des immigrant·es récent·es en 2016 à 8 % en 2021, devenant le deuxième pays d'origine. Cette évolution contraste avec le portrait montréalais, où les nouveaux arrivant·es venaient surtout de la France (11 %), de l'Algérie (9 %), de la Chine (6 %), des Philippines (6 %) et de la Syrie (6 %). Côte-des-Neiges se distingue donc par son rôle de pôle d'accueil spécifique, façonnant des réseaux communautaires puissants, mais aussi confronté à des besoins accrus en reconnaissance des diplômes, en soutien linguistique et en lutte contre la discrimination systémique.

Le saviez-vous ?

Côte-des-Neiges et le reste de Montréal en termes d'immigration : une situation qui met la pression sur le quartier

Les cinq secteurs de Côte-des-Neiges se classent parmi les dix quartiers ayant accueilli le plus d'immigration récente entre 2016 et 2021. Arrivent en tête le Bas de la côte et le Triangle, suivis de Bordeaux-Cartierville, Peter-McGill, Saint-Laurent, Glenmount, le Haut de la côte, Faubourg Saint-Laurent, Parc-Extension et Snowdon. Cette concentration traduit le rôle historique et persistant de Côte-des-Neiges en tant que point d'entrée des nouvelles personnes immigrantes à Montréal. Plus de 11 % de la population du quartier est composée d'immigrant·es récent·es, comparativement à seulement 5,8 % pour l'ensemble de l'île.

Suite à la page suivante

Suite

Cette prépondérance confirme la fonction d'accueil du quartier, mais elle soulève aussi des défis considérables. Le Bas de la côte, notamment, est fortement sollicité, ce qui entraîne une pression accrue sur les organismes communautaires chargés de la francisation, de l'aide juridique et migratoire, de l'aide alimentaire et matérielle, ainsi que sur les écoles, les services de loisirs et les infrastructures culturelles.

Côte-des-Neiges reste l'un des principaux points d'ancrage pour les nouveaux·elles arrivant·es, mais ce rôle se joue dans un contexte de sous-financement chronique. Les familles se heurtent à des listes d'attente interminables pour un logement décent et abordable, les cours de francisation sont saturés au point de décourager certains apprentissages (voir plus loin la section sur les langues), et les écoles locales absorbent une diversité croissante sans recevoir les moyens nécessaires pour soutenir élèves et enseignant·es (on pourrait très bien analyser la situation de l'école Bedford d'un point de vue matériel plutôt que de se lancer dans une analyse culturelle). Les effets se répercutent directement sur la vie quotidienne : parents contraints d'entasser leur famille dans des appartements trop petits, enfants balloté·es dans des classes surchargées, personnes âgées isolées faute de services adaptés. Dans ce quartier où l'accueil est une réalité vécue chaque jour, le manque de soutien institutionnel ne fait pas qu'alourdir les parcours d'intégration : il entretient des inégalités structurelles qui fragilisent l'ensemble de la communauté.

3.6.4 Structure familiale et logement

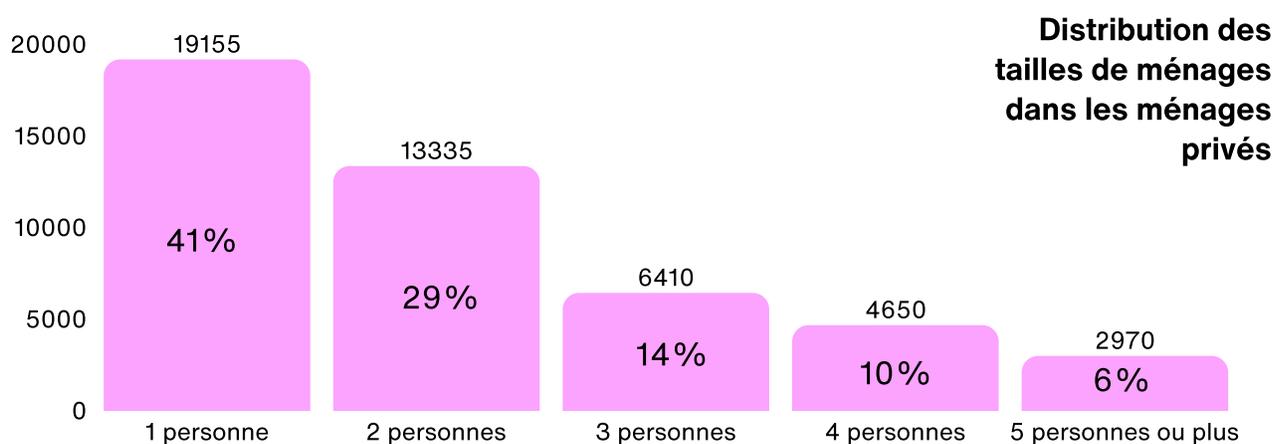
Côte-des-Neiges compte 22845 familles, dont 79,1% vivent en couple et 20,9% sont monoparentales, majoritairement dirigées par des femmes (84,5%). Ces chiffres reflètent une réalité comparable à celle de l'île de Montréal, sans grands changements récents. Pourtant, un trait distinctif de CDN est la proportion plus élevée de couples mariés (62,8% contre 55,1%) et une plus faible proportion de couples en union libre (16,3% vs 24,7%).

La taille des familles suit globalement la moyenne montréalaise. Cependant, à Côte-des-Neiges, 28,3 % d'entre elles comptent quatre personnes ou plus, contre 16,83% pour le reste de l'île. Face à une offre de logement où les unités de trois chambres ou plus sont minoritaires, ces familles nombreuses sont souvent en proie à une pénurie de logements adaptés, les contraignant parfois à vivre dans des conditions de surpeuplement ou à s'éloigner de leurs réseaux sociaux pour en trouver un convenable.

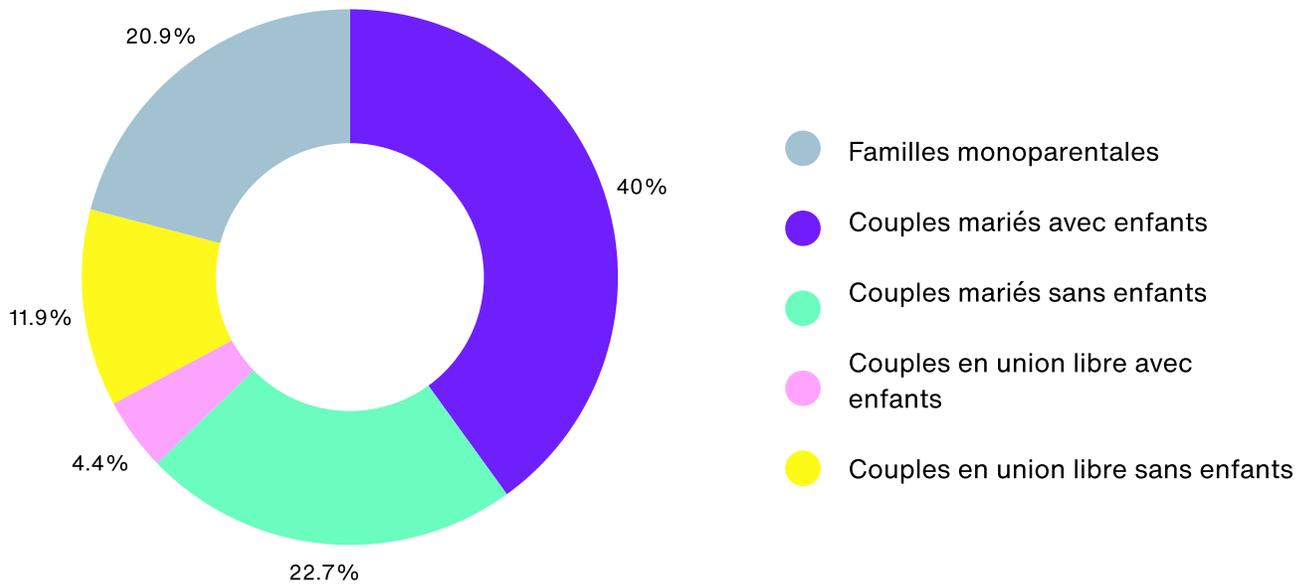
On observe aussi qu'un tiers de la population de CDN ne vit pas en famille, et, parmi eux, 58,3 % – soit plus de 19 000 personnes – vivent seules. En tout, 41,2 % des ménages sont composés d'une seule personne et 51,7 % sans famille, contre 44,5 % à Montréal. Si la vie en solo n'est pas problématique en soi, dans un contexte de pauvreté ou d'isolement – surtout chez les aîné·es ou jeunes adultes en transition –, elle peut exacerber les risques de précarité résidentielle et sociale.

Le secteur du Triangle, dans CDN, illustre de manière aiguë ces enjeux structurels. Ce quartier en pleine gentrification a vu fleurir un vaste projet immobilier – jusqu'à 4 200 logements prévus, dont une partie seulement sera sociale ou abordable. Pour les familles déjà fragilisées, particulièrement les nombreuses, les nouveaux condos constituent souvent une menace : les prix s'envolent, et l'unique parc locatif majoritairement ancien (plus de 50 % des logements construits avant 1961 sont dans un état dégradé) augmente les risques d'insalubrité et d'éviction (Centraide, 2023). Le secteur devient un terrain où la spéculation immobilière et le manque de logements familiaux abordables chassent progressivement les ménages vulnérables, au profit d'une population plus aisée. Malgré la résistance de la communauté face à ces transformations (Savard, 2020), le contraste est criant entre la promesse de revitalisation et la réalité des familles nombreuses contraintes, isolées et sans accès à un logement digne.

En bref, qu'il s'agisse de familles nombreuses ou de personnes vivant seules, les enjeux de logement à Côte-des-Neiges – et particulièrement dans le Triangle – mettent en lumière l'urgence d'un cadre politique renforcé, capable de freiner les effets néfastes de la gentrification et de garantir des conditions de vie justes pour tous et toutes.



Familles en ménages privés à Côte-des-Neiges (total de 22 845)



Total des familles monoparentales	4785
dans laquelle le parent est une femme+	4045
dans laquelle le parent est un homme+	730

Personnes hors famille

	Côte-des-Neiges		RSS Montréal	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Total - Personnes hors famille de recensement	32875	100.0%	526370	100.0%
Vivant seule	19165	58.3%	367395	69.8%
Vivant avec d'autres personnes apparentées	3925	11.9%	49280	9.4%
Vivant avec des personnes non apparentées seulement	9800	29.8%	109690	20.8%

Source : Statistique Canada, Recensement de 2021.

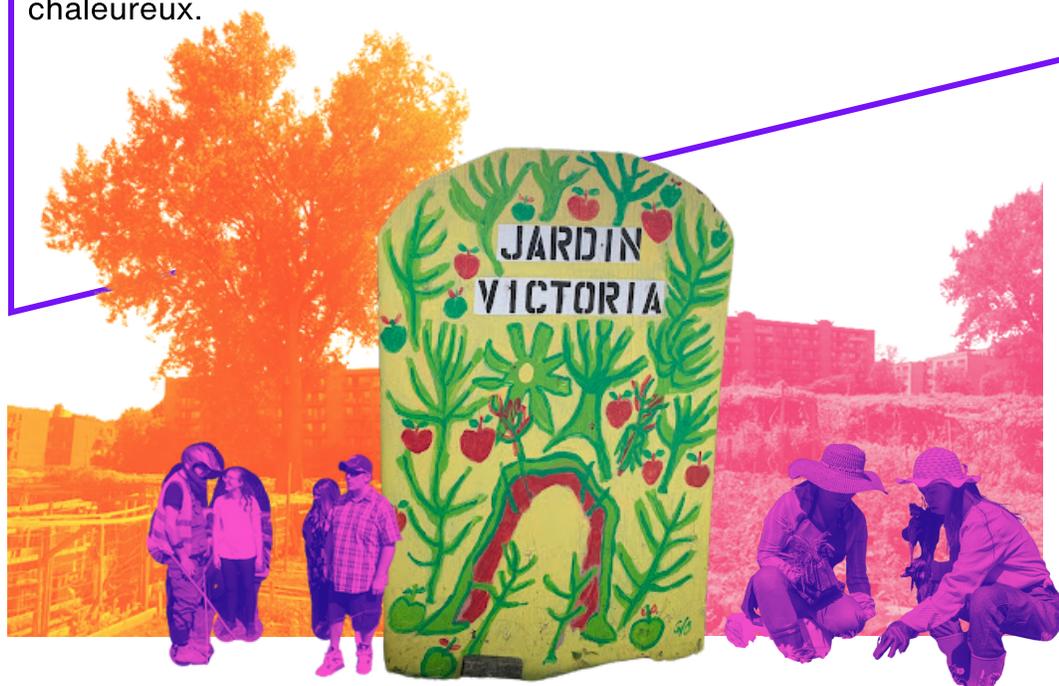
Le saviez-vous ?

Le jardin Victoria : une histoire d'entraide entre communautés

Au cœur de la rue Victoria, entre le chemin de la Côte-Sainte-Catherine et l'avenue Bourret, s'étend un jardin pas tout à fait comme les autres. Né dans les années 1980, en dehors du réseau officiel des jardins communautaires de la Ville, il occupe un terrain appartenant à l'Hôpital général juif. Son existence est le fruit d'un geste concret de solidarité : la communauté juive — et en particulier la résidence pour aîné·es située en face — a offert cet espace aux gardes-malades philippines venues prendre soin des membres de la communauté.

Avec ses 142 jardinetes, le jardin Victoria est aujourd'hui le deuxième plus vaste du quartier, juste derrière le jardin Châteaufort du parc Mahatma-Gandhi (158). Géré par la communauté philippine, il est devenu un lieu vivant, toujours animé, qui attire autant les cultivateur·rices que les passant·es intrigué·es par ses installations bien organisées.

Au-delà de ses récoltes, ce jardin est un symbole qu'incarne la capacité de Côte-des-Neiges à transformer la différence en entraide, en créant des espaces communs où les histoires migratoires se croisent et se nourrissent. Ici, l'immigration n'est pas seulement un chiffre ou un défi : elle prend la forme d'une terre partagée, cultivée ensemble. Encore aujourd'hui, les jeunes des camps de jour de Ometz viennent profiter des jardins avec la communauté philippine. Le jardin Victoria témoigne ainsi d'une richesse unique, où la solidarité entre communautés ne se limite pas à des services rendus, mais s'enracine dans un quotidien partagé et chaleureux.



3.6.5 Langue maternelle et langue d'usage

La diversité linguistique de Côte-des-Neiges est frappante. Seul·es 33,1 % des résident·es ont le français comme langue maternelle, contre 49,3 % pour l'ensemble de l'île de Montréal. L'anglais suit avec 26,8 %, tandis que les langues tierces représentent 43,2 % des cas, ce qui fait de CDN l'un des quartiers les plus plurilingues de la métropole.

La maîtrise des langues officielles illustre aussi cette pluralité : 55,9 % de la population déclarait pouvoir parler à la fois le français et l'anglais en 2021. La proportion de personnes ne parlant que l'anglais est en hausse, passant de 24,9 % en 2016 à 29,3 % en 2021 (contre 13,2 % sur l'île). À l'inverse, celles qui ne parlaient que le français ont diminué de 14,8 % à 12,5 % (contre 24,6 % à Montréal). Enfin, la part des habitants ne parlant ni le français ni l'anglais a légèrement reculé, pour atteindre 2,3 %, une proportion comparable à celle observée sur l'île.

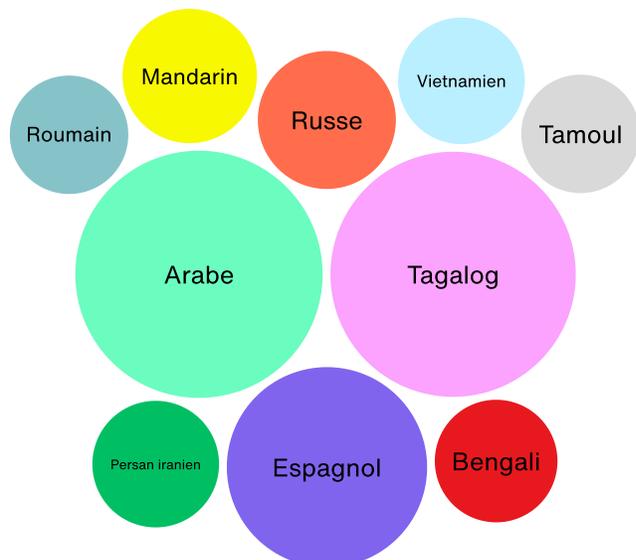
Cette augmentation de l'usage exclusif de l'anglais (29,3 % en 2021) est significative. Dans un quartier où la majorité des services publics et communautaires s'offrent en français, elle peut compliquer l'accès à certains soutiens essentiels, notamment pour les nouveaux arrivant·es qui maîtrisent mal les deux langues officielles. Elle reflète aussi un risque de ségrégation linguistique, où l'intégration sociale et économique dépend de plus en plus de la capacité à naviguer entre le français et l'anglais.

Parmi les langues maternelles les plus fréquentes figurent l'arabe, le tagalog, l'espagnol, le russe et le mandarin. Cette mosaïque pose des défis concrets : accès aux services de santé ou aux démarches administratives, obstacles dans les parcours scolaires, et surcharge pour les organismes communautaires qui tentent d'offrir un accompagnement multilingue avec des ressources limitées.

Dans un contexte montréalais où le débat sur la langue reste sensible, Côte-des-Neiges démontre au quotidien que le plurilinguisme, malgré ses défis, peut être un vecteur de créativité et de résilience collective.

Parmi les réponses uniques (en excluant les réponses multiples), les dix langues non officielles les plus communes comme langue maternelle sont :

- Arabe (6.1%)
- Tagalog (philipino, filipino) (6%)
- Espagnol (4%)
- Russe (1.9%)
- Mandarin (1.8%)
- Vietnamien (1.6%)
- Persan iranien (1.6%)
- Bengali (1.5%)
- Tamoul (1.4%)
- Roumain (1.4%)



Le saviez-vous ?

La loi 96 ou le déni d'accès à un quartier plurilingue

Comme nous le voyons dans le présent portrait, 70% de la population de Côte-des-Neiges n'a pas le français comme langue maternelle. Bien que la majorité soit bilingue (près de 56%), cette proportion montre pleinement le caractère plurilinguistique propre à la métropole et à une vision du Québec comme terre d'accueil interculturelle et inclusive. Or, la loi 96, adoptée en 2021 et mise en action en 2022, impose des barrières linguistiques plus lourdes et contraignantes. Au-delà de l'exigence du français comme langue exclusive pour l'accès aux services publics, ce sont les exceptions qui choquent le plus les intervenant·es du quartier.

« Les services de santé, par exemple, sont supposés être accessibles dans la langue de son choix. Or, ce qu'on voit en réalité, c'est une interprétation libre de cette exception qui mène souvent à son abolition, de façon discrétionnaire », nous dit une infirmière du quartier.

La pression augmente pour les organismes comme le Projet Genèse ou le Centre des travailleurs et travailleuses immigrantes, qui soutiennent déjà les personnes en situation de pauvreté ou de vulnérabilité migratoire. Le SIARI ou ALAC sont aussi mobilisés pour faire en sorte que tout le monde soit servi dans la langue de son choix.

« Les riches des beaux quartiers vont toujours avoir légalement le droit de se faire servir dans la langue de leur choix. Mais les familles immigrantes de Côte-des-Neiges, elles, vont devoir prendre le temps et l'argent pour apprendre le français, juste pour aller voir un médecin », nous dit un résident du bas de la côte.

La loi 96 impose donc une logique monolingue à une réalité multilingue et pousse les organismes communautaires et les réseaux d'entraide informels à offrir des cours de francisation sans les moyens nécessaires. Dans des parcours migratoires de plus en plus complexes, ceux et celles qui n'ont pas les ressources linguistiques suffisantes peuvent ainsi se retrouver isolé·es du reste de la société.



3.6.6 Langue utilisée le plus souvent au travail

À Côte-des-Neiges, l'anglais s'impose comme la langue la plus utilisée en milieu professionnel. Près de 49 % des travailleur·euses de 15 ans et plus (29 590 personnes) déclarent l'utiliser exclusivement comme langue principale, et un autre 12 % l'emploient en combinaison avec une autre langue. Cela signifie que 61 % de la main-d'œuvre locale fonctionne en anglais, une proportion nettement plus élevée que la moyenne montréalaise (42 %). Le français arrive en deuxième position : 38 % des travailleur·euses l'utilisent seul, et 11 % en combinaison avec une autre langue, soit 49 % au total, bien en deçà du 67 % observé à l'échelle de Montréal. Cette baisse est significative : en 2016, 56 % des travailleur·euses de Côte-des-Neiges déclaraient utiliser le français le plus souvent au travail.

À la marge, environ 720 personnes (1,2 %) déclarent utiliser principalement une langue autre que le français ou l'anglais dans leur milieu professionnel. Cette proportion grimpe à 2 % si l'on inclut celles qui combinent une langue tierce avec l'une des deux langues officielles. Ces chiffres rappellent que le quartier demeure profondément plurilingue et que ses dynamiques linguistiques reflètent la diversité des parcours migratoires qui l'habitent.

Cette configuration linguistique met en lumière la prépondérance de l'anglais dans certains secteurs, notamment les services et le commerce de détail, où la clientèle comme les employeurs privilégient cette langue. Pour les nouveaux·elles arrivant·es, cela peut constituer à la fois une porte d'entrée vers un emploi rapide (qui demande moins de communication) et une barrière si le français est encore en apprentissage (souvent, les travailleur·euses quittent les cours de francisation pour travailler davantage, notamment pour améliorer rapidement leurs conditions de vie). Pour les francophones unilingues, en revanche, la prédominance de l'anglais peut freiner l'accès à certains postes ou limiter la mobilité professionnelle. Elle souligne aussi l'importance de la francisation en milieu de travail, un enjeu central dans un quartier où les pratiques ne correspondent pas toujours aux politiques linguistiques provinciales.

Enfin, derrière ces chiffres se trouvent des travailleur·euses continuellement invisibles : celles et ceux qui ne maîtrisent ni le français ni l'anglais. Bien que minoritaires, ces personnes — fréquemment des immigrant·es récent·es employé·es dans des emplois précaires, comme le nettoyage, la restauration ou la manutention — se retrouvent dans une situation de double vulnérabilité. Leur manque d'accès aux langues officielles limite non seulement leurs possibilités d'avancement professionnel, mais aussi leur capacité à défendre leurs droits au travail. Dans ce contexte, les organismes communautaires de Côte-des-Neiges jouent un rôle crucial en offrant un accompagnement linguistique et juridique, comblant ainsi un vide institutionnel qui, autrement, les laisserait en marge du monde du travail et de la société.

Langue utilisée le plus souvent au travail pour la population âgée de 15 ans et plus

	Côte-des-Neiges		RSS Montréal	
	#	%	#	%
Langue utilisée le plus souvent au travail pour la population âgée de 15 ans et plus	60 645	100%	1 148 440	100%
Réponses uniques	53 335	880%	1 022 255	890%
Langues officielles	52 615	870%	1 007 600	880%
Anglais	29 590	490%	361 715	310%
Français	23 045	380%	645 885	560%
Langues non officielles	720	12%	14 660	13%
Réponses multiples	7 305	120%	126 180	110%
Français et anglais	6 740	110%	116 535	100%
Anglais et langue(s) non officielle(s)	295	5%	3 595	3%
Français et langue(s) non officielle(s)	45	1%	2 450	2%
Français, anglais et langue(s) non officielle(s)	150	2%	3 555	3%
Langues non officielles multiples	0	0%	45	0%



Le saviez-vous ?

La francisation à Côte-des-Neiges

À Côte-des-Neiges, les ressources en francisation sont nombreuses et bien réparties géographiquement, donnant la possibilité à la majorité des résident·es d'apprendre le français. Comme il a été mentionné plus haut, la loi 96 et les coupures répétées en francisation rendent ce travail difficile. En 2016, 3M\$ ont été coupés, 13,6M\$ en 2016. Plus récemment, à l'automne 2024, le gouvernement a aboli l'allocation de 28\$/jour pour les cours à temps partiel et a resserré l'aide aux entreprises.

En haut de la côte, ALAC (secteur Snowdon Est) offre des cours de francisation et d'habiletés en français, ayant accueilli 2 237 apprenant·es en 2024. Le Celo (secteur Notre-Dame-des-Neiges), quant à lui, offre des cours et la possibilité de s'impliquer davantage comme bénévole. 263 apprenant·es ont utilisé leurs services en 2024. PROMIS (secteur Notre-Dame-des-Neiges) offrent des cours de francisation à leurs membres avec soutien et groupes de discussion, pour 2 433 apprenant·es en 2024.

En bas de la côte, le centre Pauline-Julien, soutenu par la CSSDM, est l'une des institutions phares du quartier. Anciennement logé dans l'école St-Pascal-Baylon sur Côte-des-Neiges, le centre a déménagé en 2001 à la Plaza Côte-des-Neiges. Il accueille chaque année environ 3 000 apprenant·es. Le SIARI offre aussi une gamme de cours de francisation et d'anglais pour les nouveaux·elles arrivant·es. En 2023, c'était 1 583 apprenant·es qui se sont exercé·es au français.

Cette diversité des services et leur complémentarité permettent aux résident·es du quartier de choisir ce qui leur convient le mieux et ainsi participer activement à leur intégration.



Une classe de francisation à ALAC. Crédit : ALAC

3.7 Les enjeux du développement social à Côte-des-Neiges

3.7.1 La pauvreté et le filet social

Un quartier marqué par la polarisation des revenus

Le quartier de Côte-des-Neiges affiche des indicateurs de pauvreté nettement plus élevés que la moyenne montréalaise. À Côte-des-Neiges, plus de 39,1 % des résident·es disposent d'un revenu annuel inférieur à 25 000 \$, une proportion nettement plus élevée que celle observée à l'échelle montréalaise (32 %). À l'autre extrémité du spectre, seules 8,9 % des personnes atteignent un revenu supérieur à 100 000 \$, alors que cette proportion s'élève à 12,6 % pour l'ensemble de la ville. Cette polarisation des revenus se traduit par un taux de faible revenu après impôt particulièrement marqué : il atteint 27,7 % dans le quartier, contre 20,3 % pour Montréal. Les inégalités sont encore plus visibles lorsqu'on regarde certaines tranches d'âge, avec 28,9 % des 18-64 ans et 30,6 % des 65 ans et plus vivant sous ce seuil. Enfin, l'écart de faible revenu relatif demeure plus prononcé à Côte-des-Neiges, atteignant 44 %, comparativement à 39,5 % pour l'ensemble de la ville (Statistiques Canada).

En 2021, le revenu médian s'élevait à 33 190 \$, comparativement à 40 410 \$ sur l'île de Montréal. Le revenu d'emploi médian atteignait 32 550 \$, contre 41 380 \$ à Montréal. L'écart entre les genres est marqué : les femmes gagnent en médiane 29 520 \$, soit environ 6 500 \$ de moins que les hommes (36 000 \$). L'écart entre les revenus médians témoigne d'une inégalité persistante liée à la valorisation genrée du travail. Ce déséquilibre illustre non seulement les inégalités de genre, mais peut ainsi signaler une sous-utilisation des compétences, un phénomène bien documenté à l'échelle montréalaise, en particulier chez les personnes immigrantes détenant des diplômes universitaires sans pouvoir accéder à des emplois correspondant à leurs qualifications. Selon l'étude « Inégalités spatiales » publiée par la Fondation du Grand Montréal et l'organisation « Vivre en ville » en 2024, la précarité financière constitue un élément clé des inégalités territoriales. Elle agit comme une intersection où différentes formes de fragilité, telles que la santé, le logement et les dangers environnementaux, convergent.



Par ailleurs, la population de Côte-des-Neiges est peu présente dans les tranches de revenu les plus élevées, ce qui entrave l'accès à des conditions de vie durables. Le quartier fait partie de ces secteurs où l'on observe une forte concentration de ménages vivant sous la mesure de faible revenu après impôt (MFR-AI), un indicateur clé utilisé pour identifier les secteurs défavorisés du Grand Montréal. Cette mesure est définie comme 50 % du revenu familial médian ajusté ; pour une personne seule en 2021, ce seuil était de 26 503 \$ (FGM, 2024).

Des réalités familiales et sociales fragilisées

Aux difficultés économiques s'ajoutent des réalités familiales et sociales qui fragilisent encore davantage le tissu de Côte-des-Neiges. Plus d'un tiers des familles monoparentales (36,9 %) y vivent sous le seuil de faible revenu, une situation qui illustre la vulnérabilité particulière des femmes, souvent cheffes de famille dans ce type de ménage. Les personnes vivant hors famille sont elles aussi largement touchées : 46 % d'entre elles, qu'elles soient seules ou en colocation, se trouvent sous ce seuil. Le portrait d'ensemble montre un quartier marqué par une forte individualisation des ménages : 41 % sont composés d'une seule personne et 51,7 % sont sans famille, une proportion bien supérieure à la moyenne montréalaise. Cette configuration sociale accroît les risques d'isolement et de désaffiliation, en particulier pour les aînés, les jeunes adultes, les femmes et les personnes immigrantes.

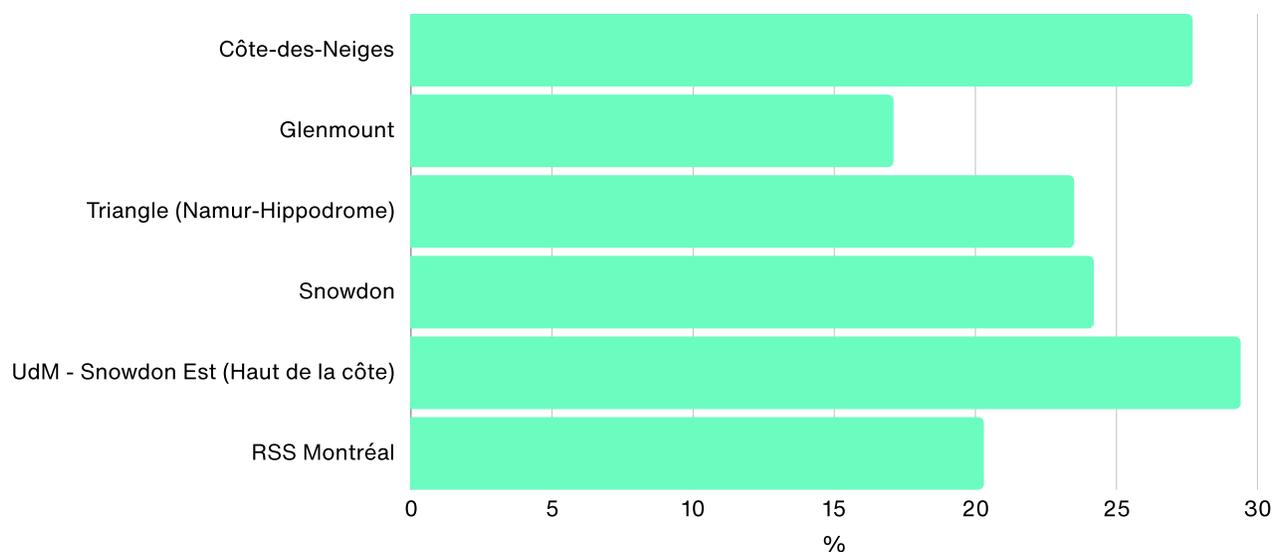
Les enfants et les personnes âgées subissent aussi de manière disproportionnée les effets de la pauvreté. Dans le quartier, le taux de faible revenu chez les 0 à 17 ans atteint 20,8 %, ce qui est supérieur à la moyenne de 16,9 % pour l'ensemble de Montréal. Certaines zones sont particulièrement affectées, comme Plamondon-Darlington (21,7 %) et le Triangle (21,6 %). Les aînés, quant à eux, connaissent des taux encore plus préoccupants : à Plamondon-Darlington, plus d'un tiers (35,6 %) vivent sous le seuil de faible revenu, et près d'un sur trois dans le Triangle (32,6 %). Ces chiffres traduisent une précarité diffuse, qui fragilise les solidarités locales et accentue les inégalités d'accès aux conditions de vie dignes pour les groupes les plus vulnérables.



Situation de faible revenu après impôt par secteur

	En situation de faible revenu après impôt (#)	En situation de faible revenu après impôt (%)	Écart de faible revenu relatif moyen (%)
RSS Montréal	393 760	20.30%	39.5%
UdM - Snowdon Est (Haut de la côte)	8 580	29.40%	49.1%
Snowdon	2540	24.20%	43.0%
Plamondon-Darlington (Bas de la côte)	13 830	28.50%	40.9%
Triangle (Namur-Hippodrome)	1 700	23.50%	46.4%
Glenmount	320	17.10%	38.9%
Côte-des-Neiges	26 970	27.70%	44.0%

Source : Statistique Canada, Tableau I-13, Fichier de familles T1, 2022.



Source : Statistique Canada, Tableau I-13, Fichier de familles T1, 2022.

Population âgée de 0 à 17 ans à faible revenu, 2022

	En situation de faible revenu après impôt (#)	En situation de faible revenu après impôt (%)	Écart de faible revenu relatif moyen (%)
RSS Montréal	59 190	16.9%	40.4%
UdM - Snowdon Est (Haut de la côte)	840	21.3%	51.7%
Snowdon	280	16.1%	49.1%
Plamondon-Darlington (Bas de la côte)	2 110	21.7%	41.4%
Triangle (Namur-Hippodrome)	250	21.6%	50.5%
Glenmount	60	13.9%	40.8%
Côte-des-Neiges	3540	20.8%	45.1%

Source : Statistique Canada, Tableau I-13, Fichier de familles T1, 2022.

Population âgée de 18 à 64 ans à faible revenu, 2022

	En situation de faible revenu après impôt (#)	En situation de faible revenu après impôt (%)	Écart de faible revenu relatif moyen (%)
RSS Montréal	256 510	20.7%	45.8%
UdM - Snowdon Est (Haut de la côte)	6 620	32.2%	53.7%
Snowdon	1 760	24.9%	47.9%
Plamondon-Darlington (Bas de la côte)	9 300	29.0%	47.1%
Triangle (Namur-Hippodrome)	1 220	22.7%	49.7%
Glenmount	190	18.1%	43.0%
Côte-des-Neiges	19 090	28.9%	49.6%

Source : Statistique Canada, Tableau I-13, Fichier de familles T1, 2022.

Population âgée de 65 ans et plus à faible revenu, 2022

	En situation de faible revenu après impôt (#)	En situation de faible revenu après impôt (%)	Écart de faible revenu relatif moyen (%)
RSS Montréal	78 060	22.3%	18.2%
UdM - Snowdon Est (Haut de la côte)	1 120	24.2%	19.9%
Snowdon	490	29.8%	21.7%
Plamondon-Darlington (Bas de la côte)	2 430	35.6%	17.1%
Triangle (Namur-Hippodrome)	230	32.6%	23.9%
Glenmount	70	18.0%	25.8%
Côte-des-Neiges	4 340	30.6%	18.8%

Source : Statistique Canada, Tableau I-13, Fichier de familles T1, 2022.

Dans ce contexte, le filet social communautaire représente un levier essentiel de résilience. Une multitude d'organismes locaux interviennent pour répondre aux besoins de base, comme le soutien au revenu, la sécurité alimentaire, l'accompagnement psychosocial ou les services de santé, tout en tenant compte des réalités complexes vécues par les résidents. Ces organismes jouent également un rôle crucial dans la lutte contre les injustices de reconnaissance et de contribution, en assurant une présence active auprès des personnes les plus marginalisées, souvent exclues des processus de décision ou invisibilisées dans les politiques urbaines (FGM, 2024).

Cependant, ces ressources demeurent insuffisamment financées et doivent composer avec une demande croissante, alimentée par les inégalités systémiques qui traversent le quartier. Comme le documente le rapport de la Fondation du grand Montréal, les iniquités territoriales sont le produit de décisions politiques, économiques et urbanistiques historiques, qui ont renforcé la relégation de certains groupes dans des milieux de vie caractérisés par une faible qualité du cadre bâti, un accès restreint aux services de base et une plus grande exposition aux risques environnementaux.

Dans un quartier comme Côte-des-Neiges, où coexistent une forte mixité sociale et une pression constante sur les services essentiels, la lutte contre la pauvreté ne peut se faire sans une approche intersectionnelle et territoriale. Cela signifie reconnaître et combattre les effets conjugués du racisme institutionnalisé, du sexisme, de la précarité migratoire et des politiques urbaines injustes. Ce n'est qu'à cette condition que les efforts collectifs, communautaires, institutionnels et politiques pourront favoriser une justice sociale et spatiale durable.

3.7.2 La santé et les milieux de vie

Le quartier Côte-des-Neiges est marqué par des inégalités structurelles en matière de santé. Celles-ci sont étroitement liées à la précarité socioéconomique, à la densité urbaine, à la diversité migratoire et au sous-financement chronique des services publics. L'accès à des soins adaptés demeure difficile pour de nombreuses personnes, en particulier pour les populations immigrantes, réfugiées, racisées ou en situation de pauvreté. Parmi les principaux enjeux recensés figurent le manque d'accès à un médecin de famille, les difficultés de compréhension du système de santé, l'accès limité aux services en santé mentale et les problématiques liées à la consommation et à la toxicomanie (FGM, 2024). Ces obstacles sont renforcés par des barrières linguistiques, culturelles et administratives.

Les femmes du quartier rencontrent des défis spécifiques, notamment en matière de violence conjugale et sexuelle, de charge mentale liée à la parentalité et de difficulté à accéder à des ressources culturellement sécuritaires. Ces réalités se situent à l'intersection de multiples oppressions et traduisent un manque de reconnaissance institutionnelle des savoirs expérientiels des femmes immigrantes et racisées (INSPQ, 2021).

Les jeunes, très présent·es dans le quartier, font face à des enjeux importants de santé mentale, de racisme et de discrimination. Le manque d'espaces sécuritaires pour se rassembler, de lieux d'écoute et de services culturellement adaptés contribue à leur isolement. Selon la Direction régionale de santé publique, les jeunes issus de milieux défavorisés présentent une probabilité accrue de détresse psychologique et de difficultés d'accès aux soins (Direction régionale de santé publique de Montréal, 2015). De plus, le rapport « Iniquités territoriales » souligne que les quartiers comme Côte-des-Neiges disposent de moins d'espaces publics de qualité, ce qui affecte en particulier les jeunes dans leur développement global (FGM, 2024).

Du côté des personnes âgées, notamment celles vivant dans des logements inadéquats ou en situation d'isolement, l'absence de services adaptés à leur langue, à leur culture ou à leur mobilité contribue à accentuer les inégalités. Plusieurs aîné·es issus de l'immigration, vivant seul·es, cumulent des barrières linguistiques, des ruptures sociales et un accès difficile aux soins primaires (CCSMTL, 2019). Les effets du vieillissement sont ainsi amplifiés par le contexte d'exclusion territoriale et sociale.



Malgré ces défis, Côte-des-Neiges est aussi un territoire de mobilisation sociale et de solidarité. De nombreux organismes communautaires, groupes de résident·es et institutions y développent des pratiques innovantes pour améliorer la santé et les milieux de vie. Ils proposent également des espaces de dialogue critique sur les inégalités systémiques, l'accès aux soins et les formes d'accompagnement ancrées dans les réalités du quartier.

Côte-des-Neiges bénéficie d'un réseau institutionnel et communautaire dense. On y retrouve plusieurs hôpitaux d'envergure, un CLSC, des cliniques médicales, des groupes de médecine familiale, un centre de jour en santé mentale, un centre de pédiatrie sociale, une maison de naissance, ainsi que des programmes jeunesse. Toutefois, la présence physique de ces services ne garantit pas leur accessibilité universelle. L'accessibilité ne se mesure pas seulement en distance, mais aussi en termes de reconnaissance culturelle, de coût, de langue et de pouvoir d'agir des personnes usagères (CCSMTL, 2019).

Les initiatives communautaires tentent de combler ces écarts. On y retrouve des groupes de discussion, des services offerts en plusieurs langues, des espaces intergénérationnels, ainsi que des ressources informelles de soutien. Une attention particulière est portée à la création de liens entre jeunes, femmes, aîné·es, personnes réfugiées et nouvellement arrivées. Ces démarches participent activement à la construction de milieux de vie plus équitables, basés sur l'expérience des résident·es et sensibles aux rapports de pouvoir qui traversent les institutions comme les espaces communautaires (FGM, 2024).



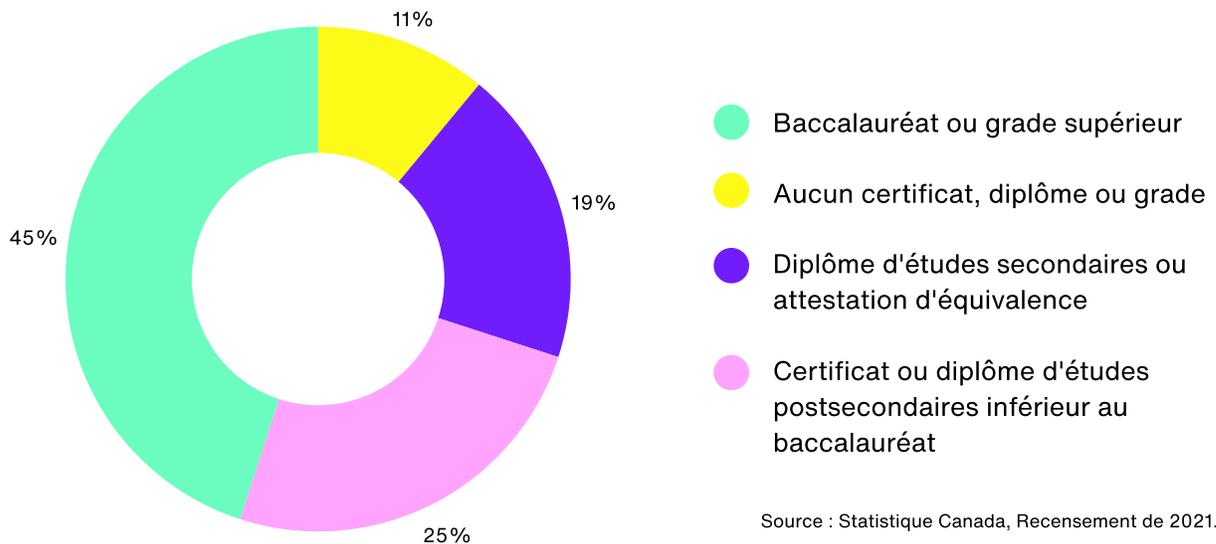
3.7.3 L'éducation

Côte-des-Neiges se distingue par un écosystème éducatif dense et contrasté. Il s'agit d'un pôle universitaire d'envergure à l'échelle métropolitaine, tout en étant un territoire où se concentrent d'importants défis scolaires. Ce paradoxe reflète les inégalités sociales et territoriales qui traversent le quartier.

Le paradoxe de la surqualification et du déclassement social

Le quartier affiche un niveau d'instruction relativement élevé en comparaison avec d'autres quartiers de Montréal. En 2021, près de 45 % de la population âgée de 15 ans et plus détenait un diplôme universitaire, contre 37 % sur l'ensemble de l'île. Dans le secteur UdeM–Snowdon Est, cette proportion atteignait même 53 %, en raison de la proximité de l'Université de Montréal et de l'attrait qu'elle exerce sur la population étudiante et diplômée.

Plus haut certificat, diplôme ou grade



Pourtant, ce capital éducatif ne garantit pas une situation économique stable. Dans un quartier où une grande partie de la population est immigrante, de nombreuses personnes diplômées se heurtent à la non-reconnaissance de leurs diplômes, à des barrières linguistiques ou à d'autres discriminations systémiques. Ce décalage contribue à un phénomène bien documenté : la surqualification. Ainsi, malgré un haut niveau d'instruction, plusieurs résident·es se retrouvent confiné·es à des emplois précaires ou temporaires, souvent dans les secteurs du commerce de détail, de l'hébergement et de la restauration, ou encore dans l'économie de l'entreposage.

Ce paradoxe, où l'accès à l'éducation ne se traduit pas par une mobilité sociale équivalente, alimente un sentiment de déclassement chez plusieurs résident·es. Les jeunes professionnel·les, notamment issus de l'immigration qualifiée, vivent une frustration profonde en ne parvenant pas à accéder à des emplois correspondant à leur niveau de formation. Ce déclassement se traduit par un sentiment d'injustice et de non-reconnaissance sociale, qui a des effets directs sur la santé mentale, l'estime de soi et la confiance envers les institutions.

À l'échelle collective, ce fossé entre compétences et opportunités fragilise aussi la participation sociale et politique. Des personnes hautement qualifiées, mais sous-employées peuvent développer un désengagement face aux structures institutionnelles, alimenté par une impression d'exclusion et d'inutilisation de leur potentiel. Ce phénomène met en lumière la nécessité de penser la reconnaissance des acquis et des compétences non pas comme une question individuelle, mais comme un enjeu structurel de justice sociale et d'inclusion (Chen et al., 2010).

Les grandes institutions universitaires

Le quartier accueille trois grandes institutions postsecondaires : l'Université de Montréal, HEC Montréal et Polytechnique Montréal. Ce campus universitaire intégré attire chaque année des dizaines de milliers d'étudiant·es du Québec et de l'international, contribuant au rayonnement intellectuel, scientifique et économique de la ville (Université de Montréal, 2025). Ensemble, ces institutions forment l'un des plus importants pôles de formation, de recherche et d'innovation francophones en Amérique du Nord. Elles participent aussi à l'urbanisation du territoire, notamment par des projets d'aménagement comme le campus MIL, qui redéfinissent l'accès aux savoirs et aux ressources urbaines (IRIS, 2022).

Cependant, cette effervescence universitaire coexiste avec une réalité quotidienne marquée par la précarité socioéconomique, les inégalités linguistiques et les barrières systémiques qui affectent les parcours éducatifs dans les écoles primaires et secondaires du quartier. Selon les données de la Direction régionale de santé publique, le territoire présente un indice de milieu socioéconomique (IMSE) élevé dans plusieurs établissements scolaires, indicateur associé à des risques accrus de retard scolaire, d'abandon ou de sous-scolarisation (Direction régionale de santé publique de Montréal, 2019).



Le rôle des intervenant-es communautaires scolaires (ICS)

Depuis 2006, le programme des intervenant-es communautaires scolaires (ICS) agit comme levier de résilience éducative. Ces ICS visent à renforcer les liens entre l'école, la famille et la communauté, en rejoignant les familles les plus vulnérables à travers une approche de proximité. Ces intervenant-es sillonnent les parcs, les corridors, les cours d'école, et interviennent de manière souple, par des rencontres individuelles, des activités collectives, des conférences et du soutien à la parentalité.

En 2024, seules trois ICS couvrent cinq écoles du quartier, ce qui limite fortement leur capacité d'action malgré l'ampleur des besoins identifiés (Table quartier, 2024). Leurs interventions ont néanmoins généré des retombées significatives : meilleure fréquentation des bibliothèques et organismes culturels, participation accrue des parents aux activités scolaires, meilleure connaissance des ressources communautaires et sentiment de confiance envers les institutions.

Les ICS ont également mis en lumière, à travers leurs échanges avec les directions d'écoles et les familles, des besoins interreliés : barrières linguistiques et culturelles nuisant à la communication école-famille, isolement social des parents, besoins urgents en aide alimentaire et vestimentaire, accès difficile aux soins de santé, et montée inquiétante des troubles de développement chez les enfants, souvent en lien avec des conditions de logements insalubres (FGM, 2024). Ces réalités accentuent la surcharge du personnel scolaire, contraint de gérer des enjeux sociaux avec des moyens insuffisants.

Dans ce contexte, les ICS jouent un rôle essentiel de médiation entre les milieux de vie, les institutions éducatives et les réseaux de services. Toutefois, leur portée est freinée par la précarité de leur financement, la restructuration actuelle de la Table jeunesse de Côte-des-Neiges, et les nouvelles exigences du ministère de l'Éducation, qui conditionnent le renouvellement du projet à un redéploiement administratif (Ministère de l'Éducation du Québec, 2020).

Plusieurs pistes de renforcement ont été identifiées pour soutenir une meilleure collaboration école-communauté : clarification des rôles et mandats, participation systématique aux tables de concertation, organisation de journées pédagogiques conjointes et présence accrue des ICS lors des rentrées scolaires pour outiller les familles nouvellement arrivées.



Penser l'éducation dans une perspective intersectionnelle

L'éducation à Côte-des-Neiges ne peut être abordée de manière isolée ni réduite à la seule performance scolaire. Ce sont aussi des dimensions structurelles qui influencent la réussite des jeunes et la participation des familles, telles que la défavorisation économique, la diversité linguistique et culturelle, l'immigration récente, la santé mentale précaire ou encore les conditions de logement insalubres et surpeuplées. Ces facteurs façonnent l'expérience éducative et peuvent devenir des obstacles invisibles à la persévérance ou à l'inclusion.

Les défis scolaires rencontrés par les enfants et les jeunes du quartier ne relèvent donc pas uniquement de l'école. Ils traduisent des inégalités systémiques plus larges. Les retards scolaires ou le décrochage sont souvent liés à la pauvreté des familles, à l'instabilité résidentielle, aux barrières linguistiques qui compliquent la communication école-famille ou encore au stress généré par la précarité migratoire. Ces dimensions s'entrecroisent et doivent être comprises dans leur articulation, plutôt que traitées séparément.

À cela s'ajoute le poids des représentations sociales et institutionnelles. Plusieurs études démontrent que les attentes plus faibles des enseignant·es envers les élèves noir·es ou racisé·es peuvent agir comme de véritables prophéties autoréalisatrices (Bald, 2017). Ces biais, généralement inconscients, finissent par influencer les trajectoires scolaires en réduisant la confiance des élèves en leurs propres capacités et en limitant leur accès à des opportunités éducatives valorisantes. Ce phénomène renforce le sentiment d'injustice et de non-reconnaissance sociale chez les jeunes, ce qui a des effets directs sur leur motivation, leur estime de soi et leur rapport à l'école.

Agir sur la réussite éducative dans un quartier comme Côte-des-Neiges suppose donc de reconnaître ces réalités intersectionnelles et d'y répondre par des interventions intégrées. Cela implique de soutenir durablement les initiatives de maillage entre établissements scolaires, organismes communautaires et familles, mais aussi de considérer l'école comme un espace de solidarité et de justice sociale, capable de répondre aux multiples besoins des élèves et de leurs proches. Dans cette perspective, l'éducation devient non seulement un vecteur d'apprentissage, mais aussi un levier de lutte contre la pauvreté, de réduction des inégalités sociales et de reconnaissance des savoirs et expériences portés par la diversité des communautés.



3.7.4 L'emploi et le développement économique

Le quartier Côte-des-Neiges se caractérise par une population active très diversifiée, composée en grande majorité de personnes issues de l'immigration. Cette diversité constitue une richesse importante, mais elle est souvent confrontée à des défis structurels persistants sur le marché du travail. En 2021, on comptait à Côte-des-Neiges près de 30 600 personnes sans emploi, auxquelles s'ajoutaient 7 100 personnes en situation de chômage, pour un taux de 12,5 %, le quatrième plus élevé parmi les quartiers de Montréal. Le marché du travail local se caractérisait également par une forte proportion d'emplois précaires : environ 11 000 personnes occupaient un poste temporaire, dont 6 600 dans des emplois de très courte durée, d'une durée inférieure à un an. Cette instabilité touche particulièrement certains secteurs, notamment les ventes, qui regroupent 6 200 emplois, ainsi que l'hébergement et la restauration, où l'on dénombrait autour de 4 000 emplois (Statistiques Canada, 2021). Cette situation reflète des obstacles systémiques bien documentés, tels que la non-reconnaissance des diplômes et expériences acquises à l'étranger, les barrières linguistiques, et la discrimination raciale ou religieuse lors des processus de recrutement (FGM, 2024).

Plus haut certificat, diplôme ou grade

	Côte-des-Neiges	
	#	%
Population active selon l'industrie	56,540	100%
Soins de santé et assistance sociale	7,360	130%
Services professionnels, scientifiques et techniques	6,490	115%
Commerce de détail	6,240	110%
Services d'enseignement	5,445	96%
Fabrication	5,165	91%

Source : Statistique Canada, Recensement de 2021.

De nombreux·ses résident·es occupent des emplois précaires, mal rémunérés ou à temps partiel, souvent concentrés dans les secteurs des services, du commerce de détail, de la restauration, ou encore de l'économie informelle. Ces emplois offrent peu de sécurité financière, d'accès à des protections sociales ou à des perspectives d'avancement. Le document intitulé « Inégalités territoriales » met en évidence le fait que les zones défavorisées de Montréal, y compris Côte-des-Neiges, ont une proportion élevée de travailleurs et travailleuses à faible rémunération, qui font face à des emplois précaires et à une grande insécurité économique (FGM, 2024).

Les femmes, en particulier celles issues de l'immigration ou des communautés racisées, sont doublement marginalisées dans leur parcours professionnel. Elles se retrouvent surreprésentées dans les emplois faiblement rémunérés, sous-employées malgré leurs qualifications, et souvent absentes des programmes traditionnels d'accompagnement à l'emploi, qui ne tiennent pas compte des réalités intersectionnelles qu'elles vivent (CCFE, 2022). Cette inégalité est accentuée par les responsabilités familiales, l'absence de services de garde accessibles et la faible disponibilité d'emplois à horaires compatibles avec les réalités familiales (IRIS, 2020).

Le développement économique local est également freiné par un manque d'investissements publics ciblés, une planification urbaine peu inclusive et des infrastructures parfois insuffisantes pour soutenir l'entrepreneuriat local. Les jeunes, les femmes racisées et les personnes issues de l'immigration sont souvent confronté·es à des difficultés d'accès au financement, à des réseaux professionnels fermés, ou à un accompagnement inadapté.

Malgré ces défis, le quartier abrite un tissu associatif et communautaire dynamique qui œuvre activement à l'insertion socioprofessionnelle. Plusieurs organismes offrent des programmes de francisation, de formation professionnelle, de mentorat, de soutien à l'entrepreneuriat ou d'aide à la recherche d'emploi, avec une approche sensible aux réalités culturelles, sociales et linguistiques des participant·es (TCRI, 2021). Ces initiatives représentent des leviers concrets vers un développement économique plus inclusif, centré sur la justice sociale et la réduction des inégalités.

La Société de développement commercial (SDC) Côte-des-Neiges, qui regroupe plus de 230 commerçant·es et professionnel·les, joue également un rôle structurant dans l'animation économique du quartier. Elle travaille à la revitalisation commerciale, à la promotion du quartier et à l'accompagnement des entrepreneurs, tout en tissant des liens avec les acteurs communautaires et institutionnels (SDC, 2024).

La collaboration entre organismes communautaires, institutions publiques et acteurs économiques est essentielle pour surmonter les inégalités structurelles. Elle permet de favoriser l'employabilité, de soutenir la création d'emplois de qualité, et de renforcer l'autonomie économique des personnes marginalisées. Côte-des-Neiges possède un fort potentiel de développement économique durable, à condition que les politiques publiques adoptent une approche inclusive, intersectionnelle et territorialisée.



3.7.5 Les systèmes alimentaires

À Côte-des-Neiges, la sécurité alimentaire constitue une préoccupation centrale, intimement liée aux inégalités socioéconomiques, au coût de la vie et à la transformation urbaine rapide de certains secteurs. Près de 30 % des résident-es vivent à faible revenu et environ 20 % des personnes en emploi demeurent sous le seuil de la pauvreté (Statistiques Canada, 2021). Ces chiffres témoignent d'une précarité qui se traduit concrètement dans l'accès inégal à une alimentation saine, abordable et culturellement pertinente.

Si certains secteurs du quartier, notamment près des HLM ou dans des zones enclavées par l'autoroute Décarie, présentent des difficultés d'accès physique ou économique à une alimentation saine, l'idée de « désert alimentaire » mérite d'être nuancée. Côte-des-Neiges ne souffre pas d'une absence de ressources, mais plutôt d'un effet de débordement: les initiatives existent, mais elles fonctionnent sous pression constante, portées par des organismes sous-financés et une coordination fragile. Le problème est moins un vide qu'un manque de capacité à répondre à la demande croissante.

De nombreuses initiatives, comme les cuisines collectives, les jardins éducatifs, les paniers solidaires ou les marchés mobiles cherchent à répondre aux besoins avec créativité et solidarité. Portées par un tissu communautaire dense (MultiCaf, Le Dépôt, la Table en sécurité alimentaire, CDN-NDG en transition, INARI), ces actions fonctionnent avec des ressources limitées et souvent sans financement récurrent (MultiCaf, 2024). Pourtant, elles produisent des effets majeurs : elles nourrissent, mais aussi recréent du pouvoir d'agir, du lien social et une reconnaissance des cultures alimentaires minorisées.



Haut de la côte

Le haut de la Côte, autour de la rue Côte-des-Neiges et de l'Université de Montréal, est un secteur densément peuplé où cohabitent étudiants internationaux, familles immigrantes et personnes âgées. Bien que des épiceries soient présentes (par exemple, Marché Métro et petits marchés de quartier), leur accessibilité économique reste limitée pour une grande partie des résident·es. Les loyers élevés du secteur restreignent aussi les marges budgétaires consacrées à l'alimentation. La forte densité urbaine complique également le déploiement de projets d'agriculture urbaine, bien que certains aient émergé, comme les bacs de jardinage collectifs et les ateliers éducatifs du réseau INARI (MultiCaf, 2024).



Crédit: Ville de Montréal

Le bas de la Côte, notamment autour de Queen Mary et des HLM adjacents à l'avenue Victoria, est une zone historiquement marquée par la précarité. Ce secteur est traversé par des axes routiers majeurs (Décarie, Van Horne) qui créent des barrières physiques à l'accès aux services. Plusieurs enclaves urbaines sont considérées comme des quasi-déserts alimentaires en raison de la distance aux épiceries complètes et de la dépendance aux marchés de proximité souvent plus coûteux. Le plan de quartier nourricier confirme que « le transport de la nourriture est un défi pour les personnes sans véhicule, surtout en hiver ou pour les personnes à mobilité réduite » (MultiCaf, 2024). Cette réalité est exacerbée par le sous-financement des programmes alimentaires, qui limite la capacité des organismes à répondre à la demande croissante.

Glenmount, Snowdon et le Triangle

Le secteur Glenmount–Snowdon–Triangle connaît une forte mutation urbaine, en particulier dans Le Triangle, qui attire de jeunes familles tout en restant sous-équipé en infrastructures alimentaires. Les commerces de proximité y sont encore peu nombreux et l'implantation d'une grande surface se fait attendre. Situé aux marges du quartier, ce territoire est souvent négligé dans les stratégies alimentaires locales. Le rapport sur le quartier nourricier souligne que ce secteur nécessite une bonification de l'offre alimentaire, notamment par des marchés solidaires itinérants et des projets de distribution d'urgence (MultiCaf, 2024). En 2023-2024, des démarches concertées ont permis l'implantation d'un marché mobile (MultiCaf et Le Dépôt) dans le Triangle, mais sa fréquence demeure insuffisante pour répondre aux besoins quotidiens.



Crédit: Radio-Canada / Ivanoh Demers et Multicaf

La nourriture à Côte-des-Neiges est aussi porteuse de chaleur, de culture et de mémoire. Des marchés solidaires aux jardins communautaires, en passant par les cuisines collectives, on y cultive bien plus que des légumes: des liens de solidarité, des échanges de savoirs culinaires et des espaces de reconnaissance mutuelle entre communautés. Les odeurs de pain, d'épices et de plats mijotés racontent les histoires de communautés philippines, maghrébines, latino-américaines ou sud-asiatiques qui transforment, chaque jour, l'alimentation en levier d'accueil, de reprise de pouvoir et de dignité (Wakefield, 2014).

Bien que le quartier soit riche en restaurants issus de la diversité culturelle, cette offre commerciale ne compense pas les inégalités structurelles d'accès à une alimentation fraîche, locale et abordable. Le défi est donc systémique: il ne s'agit pas seulement de nourrir, mais de reconnaître l'alimentation comme droit, comme culture, et comme pilier du vivre-ensemble.

3.7.6 L'accès et la qualité de logement

Le logement est au cœur des inégalités vécues à Côte-des-Neiges. Près de 80 % des ménages, soit environ 37 000 foyers, sont locataires, une proportion nettement plus élevée que la moyenne montréalaise (60 %) et qui traduit une forte dépendance au marché locatif privé. Le quartier se caractérise par une population à faible revenu (revenu médian de 31 600 \$ contre 37 600 \$ à Montréal) et un parc de logements vieillissant, souvent inadéquat pour les réalités des ménages qui y vivent. Ces conditions fragilisent l'ancrage résidentiel et amplifient les tensions sociales autour du logement.

Type de construction résidentielle

À Côte-des-Neiges, le paysage résidentiel est dominé par les appartements, qui représentent 87 % du parc de logements. Environ les deux tiers se trouvent dans des immeubles de moins de cinq étages, tandis que 28 % sont situés dans des bâtiments de cinq étages ou plus, une part significativement plus importante que la moyenne montréalaise (16 %). Les maisons individuelles y sont presque absentes, ne représentant que 3,5 % des unités contre 18 % à l'échelle de l'île. Entre 2016 et 2021, approximativement 2 500 nouveaux logements ont été construits, presque exclusivement sous forme d'appartements : 2 000 dans des immeubles de grande hauteur et 450 dans des bâtiments plus petits. Les deux tiers de ces nouvelles unités ne comptaient qu'une ou deux chambres, et seuls 17 % offraient trois chambres ou plus. Cette configuration reflète la densité urbaine et la vocation locative du quartier. Elle répond partiellement à la demande en logements abordables, mais limite l'accès à la propriété et aux espaces adaptés aux familles nombreuses. La prédominance d'unités de petite taille dans les nouvelles constructions accentue en outre les tensions déjà fortes sur l'accès aux logements familiaux.



Inabordabilité et rareté des logements familiaux

Une part importante des ménages locataires fait face à des taux d'effort préoccupants, c'est-à-dire qu'une portion disproportionnée du revenu est consacrée au loyer. Plus de 11 560 ménages locataires (31,2 %) se trouvent dans cette situation, auxquels s'ajoutent 2 250 ménages propriétaires (23,7 %). Au total, près de 13 500 ménages, soit approximativement 30 % de l'ensemble, consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement. Les pressions sont encore plus fortes pour les ménages qui dépassent le seuil critique de 50 % ou 80 % de leur revenu, mettant en péril leur sécurité résidentielle (Table quartier, 2024).

L'offre de logements adaptés aux familles est particulièrement déficitaire. À Côte-des-Neiges, seulement 21 % des unités comptent trois chambres ou plus, contre 30 % à Montréal. La situation varie fortement selon les sous-secteurs : dans le Triangle, uniquement 14 % des logements disposent de trois chambres, tandis qu'à Glenmount cette proportion atteint près de 60 %. Cette inégalité dans l'offre contribue directement aux situations de surpeuplement vécues par de nombreuses familles, en particulier immigrantes et racisées.

Selon la Norme nationale d'occupation (NNO), Côte-des-Neiges affichait en 2021 la deuxième plus forte proportion de logements non convenables parmi les quartiers de l'île de Montréal, avec 17,1% des ménages concernés, comparativement à 9,7% pour l'ensemble de Montréal (FRAPRU, 2021). Dans certains secteurs, les chiffres atteignent des sommets : 22,8% à Plamondon-Darlington, proportion demeurée stable depuis 2016.

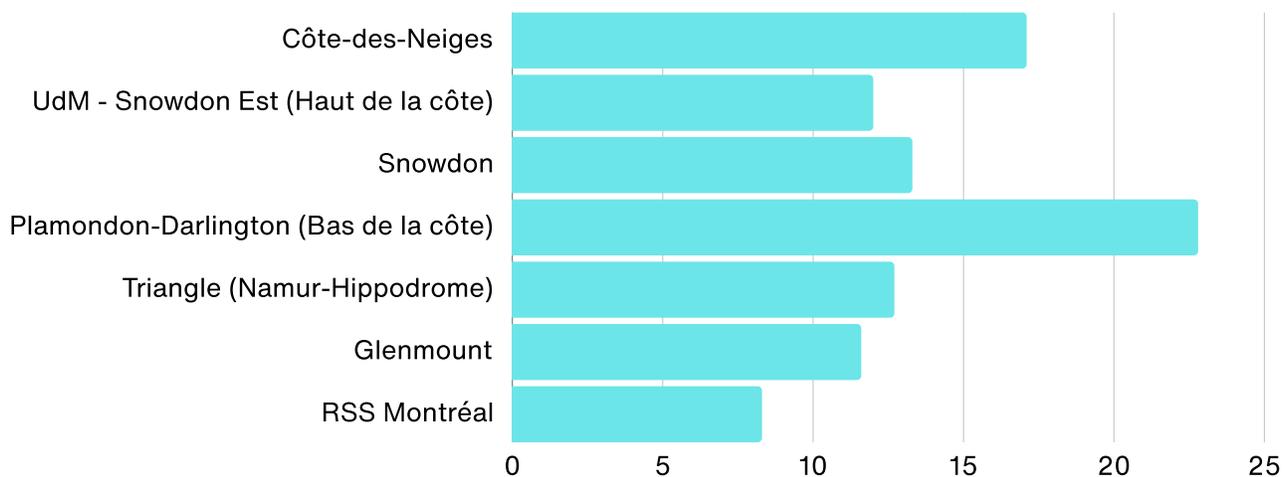
Par ailleurs, la hausse continue des loyers accentue cette pression. Entre 2016 et 2021, le loyer moyen est passé de 694 \$ à 900 \$, une augmentation qui ne s'est pas accompagnée d'une amélioration significative de la qualité du parc locatif. Cette situation est particulièrement critique pour les familles nombreuses (près de 17 % des ménages) et pour les personnes seules (41 % des ménages), qui se retrouvent fréquemment en surpeuplement ou en itinérance cachée.

Il importe toutefois de rappeler que les indicateurs issus du Recensement de 2021 doivent être interprétés avec prudence, puisqu'ils reflètent encore les effets des mesures exceptionnelles de soutien mises en place pendant la pandémie de COVID-19. L'incidence du faible revenu et la proportion de ménages consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement ou en besoin impérieux avaient diminué en 2020-2021 sous l'effet de ces mesures, mais ces tendances risquent de s'inverser depuis leur retrait. Ainsi, alors qu'en 2016, 40,8 % des ménages locataires consacraient plus de 30 % de leur revenu au logement, cette proportion était tombée à 31,2 % en 2021.



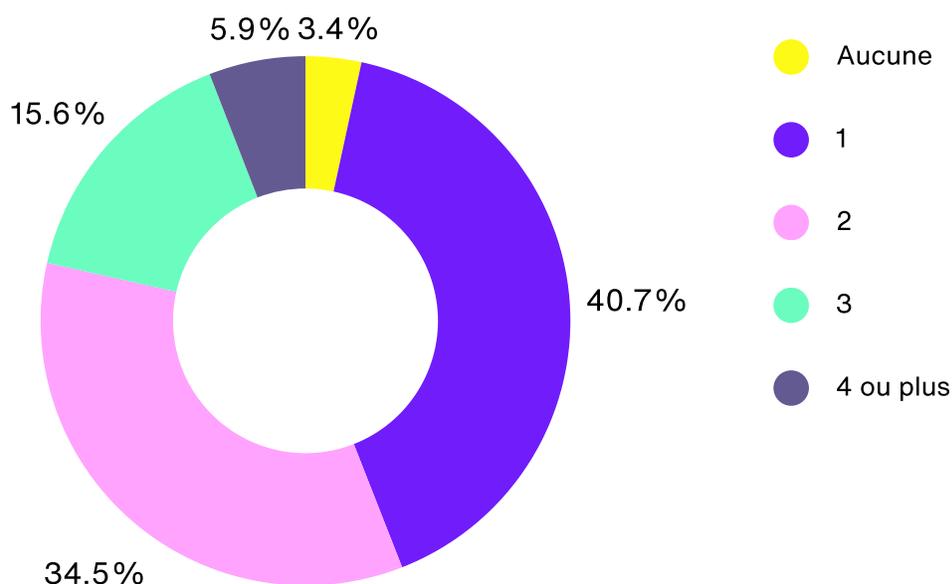
Les données de l'Enquête canadienne sur le logement confirment cette dynamique à plus large échelle : tant au Canada qu'au Québec, l'« inabordabilité » et le besoin impérieux de logement ont connu une baisse entre 2018 et 2021, suivie d'une remontée dès 2022. Ces tendances laissent entrevoir un retour à des pressions accrues dans les prochaines années, renforçant la vulnérabilité résidentielle d'une part importante de la population de Côte-des-Neiges.

Logements de taille non convenable



Source : Statistique Canada, Recensement de 2021.

Logements privés occupés à Côte-des-Neiges selon le nombre de chambres à coucher



Source : Statistique Canada, Recensement de 2021.

Vétusté, insalubrité et besoins impérieux

La situation est aggravée par la vétusté du parc locatif. À Côte-des-Neiges, près de 19 300 logements datent de 1960 ou avant, ce qui en fait le troisième plus grand nombre de logements anciens parmi les quartiers de Montréal. La concentration est particulièrement forte dans le secteur de Snowdon, où plus de la moitié des logements (54,7 %) ont été construits avant 1960. Environ 4 500 logements, soit 9,8 % du total, nécessitent aujourd'hui des réparations majeures, une proportion qui place le quartier au deuxième rang des secteurs les plus touchés.

En 2024, 18 immeubles regroupant 680 logements ont été identifiés par la Ville comme présentant des problématiques d'insalubrité complexes. Ces conditions (moisissures, infestations, manque de ventilation, infrastructures vétustes) ont des effets directs sur la santé physique et mentale des résident-es, notamment des enfants, des aîné-es et des personnes vivant avec des maladies chroniques. Les locataires, particulièrement les personnes immigrantes ou sans statut, hésitent à dénoncer ces situations par crainte d'éviction, ce qui favorise des pratiques abusives de certains propriétaires (Table quartier, 2024).

En parallèle, Côte-des-Neiges compte 5 200 ménages en besoin impérieux de logement, soit 11,9 % de l'ensemble des ménages, un chiffre qui place le quartier au quatrième rang parmi les plus touchés de Montréal. Cette situation concerne presque exclusivement les locataires : 5 170 ménages, soit 14 % des locataires, sont identifiés comme étant en besoin impérieux. La proportion grimpe même à 18,6 % dans le secteur de Glenmount.

Un ménage est considéré en besoin impérieux de logement lorsqu'il occupe un logement qui ne respecte pas au moins une des normes d'acceptabilité (qualité, taille, abordabilité), et que 30 % de son revenu total avant impôt ne suffirait pas à payer le loyer médian d'un logement similaire et acceptable dans sa localité.

Pression croissante sur le logement social et communautaire

Le quartier compte 3 377 unités de logements sociaux, réparties entre HLM, coopératives, OBNL d'habitation et SHDM. Pourtant, près de 5 000 demandes sont en attente à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM). Seules 122 à 133 nouvelles unités sont actuellement en construction, un chiffre dérisoire face à l'ampleur des besoins. En parallèle, seulement 2 725 ménages (7,4 %) bénéficient d'un logement subventionné, dont une large part (1 760) se trouve à Plamondon-Darlington (Ville de Montréal, 2023).



Initiatives locales et luttes communautaires

Des projets locaux ont émergé, tels que l'escouade salubrité, la Table de l'habitation sociale, les organismes de défense des droits des locataires (Projet Genèse, l'Œil), ainsi qu'une mobilisation sans précédent concernant le site Namur-Hippodrome. Ce dernier, à travers l'Atelier Namur-Hippodrome (depuis 2021), constitue une occasion unique de développer un secteur urbain cohérent avec les besoins locaux, à condition que les autorités respectent les revendications communautaires : logements sociaux en forte proportion, infrastructures collectives, commerces de proximité et mixité sociale.

Enfin, la Table de concertation en itinérance du quartier répond aux effets les plus extrêmes de la crise du logement. Sans organisme dédié, elle coordonne différents projets, dont celui de la halte-chaud et de la cantine mobile, et défend une vision inclusive de la cohabitation et de la solidarité. L'itinérance à Côte-des-Neiges ne se limite pas aux personnes visibles : elle inclut aussi les familles logées temporairement, les personnes en transition ou exclues des protections sociales. Répondre à cette réalité exige une approche structurelle et humaine, au-delà de la seule gestion d'urgence.

Le saviez-vous ?

La mobilisation du Triangle

Le secteur du Triangle, autour de l'avenue Mountain Sights, est l'un des espaces les plus diversifiés de Côte-des-Neiges, malgré son petit territoire. Marqué par une forte proportion d'immigrant·es et de logements sociaux gérés par la SHDM et l'OMHM, il s'est retrouvé dès 2008 sous pression avec des projets immobiliers privés prévoyant plus de 3 000 condos (autour de la rue Paré et Jean-Talon, notamment). Ces annonces ont fait craindre une transformation rapide du quartier et une exclusion des ménages les plus vulnérables (Savard, 2020).

Face à cette menace, les résident·es ont commencé à s'organiser. Le Centre communautaire Mountain Sights a agi comme point d'ancrage, en créant des espaces de rencontre et de discussion. Des voisin·es se sont regroupés en comités et en collectifs informels, construisant un réseau solidaire qui dépassait les différences d'origine et de langue pour défendre un intérêt commun : le droit de rester dans le quartier.

Suite à la page suivante



Suite

Cette mobilisation s'est traduite par des actions très concrètes. Des assemblées citoyennes ont été tenues, des mémoires déposés lors des consultations publiques de la Ville, et des manifestations locales ont mis en lumière les craintes liées aux évictions et à la hausse des loyers (avoir un autobus scolaire, avoir une école, maintenir les habitations sociales actuelles, les rénover, etc.). Dans certains cas, des démarches juridiques ont aussi été envisagées pour défendre les droits des locataires, renforçant le poids collectif de la contestation.

Aujourd'hui, le projet de redéveloppement du site Namur-Hippodrome ravive ces inquiétudes. Prévu pour accueillir des milliers de nouveaux logements, il risque d'accentuer la gentrification déjà amorcée dans le Triangle, avec une pression croissante sur les loyers, les infrastructures et les commerces locaux. Pour plusieurs citoyen·nes, la crainte est claire : que le Triangle perde son caractère populaire au profit de projets immobiliers destinés à des ménages plus aisés. D'où l'importance, pour les résident·es et les organismes communautaires, de réclamer que ce vaste projet inclue réellement des logements sociaux et abordables, afin que les populations déjà établies puissent rester dans le quartier et bénéficier des retombées promises du développement.

3.7.7 La sécurité publique

À Côte-des-Neiges, la sécurité publique est une question sensible et multidimensionnelle, qui dépasse largement la seule présence policière. Les données récentes du poste de quartier 26, qui couvre Côte-des-Neiges, Mont-Royal et Outremont, illustrent certaines réalités. Entre janvier et mars 2025, on y a recensé une tentative de meurtre, contre 19 dans l'ensemble de la ville, ainsi que 274 voies de fait, comparativement à 4 262 à l'échelle montréalaise. Durant la même période, 28 agressions sexuelles ont été signalées dans la juridiction du poste de quartier 26, qui couvre Côte-des-Neiges, Mont-Royal et Outremont, alors que l'ensemble de Montréal en a comptabilisé 607 (SPVM, 2025). Un sondage mené par l'arrondissement CDN-NDG indique que 87 % des résident·es affirment se sentir en sécurité dans leur quartier, un taux légèrement inférieur à celui de NDG, où il atteint 94 %.

Ces données reflètent des défis complexes, tels qu'identifiés lors des consultations locales : sentiment d'insécurité dans les transports en commun nocturnes, manque d'éclairage dans les espaces verts, routes principales dangereuses pour les cyclistes et piétons, difficultés de partage de l'espace public avec des individus sans domicile fixe ou souffrant de dépendances, inquiétudes quant à la sécurité des élèves dans et aux abords des établissements scolaires, ainsi que la pérennité du racisme systémique (Table quartier, 2024). Ces constats montrent que la sécurité est traversée par des tensions sociales et territoriales, et que sa définition varie selon les expériences vécues.

La sécurité comme expérience ambivalente

Pour de nombreux groupes marginalisés, en particulier les jeunes racisé·es, les personnes sans statut migratoire, les personnes en situation d'itinérance ou vivant avec des enjeux de santé mentale, la sécurité est une notion ambivalente. Certaines personnes réclament plus de protection dans l'espace public, notamment aux abords des stations de métro et dans les parcs. D'autres craignent que cette demande entraîne une augmentation de la surveillance, du profilage racial ou de la gentrification sécuritaire (Table quartier, 2024).

Les travaux de Ted Rutland ont démontré que la criminalisation de la jeunesse noire à Montréal s'inscrit dans une logique de contrôle social racialisé (Rutland, 2018). De même, l'histoire du premier gang de rue haïtien à Montréal et l'activisme de Dan Philip et de la Ligue des Noirs du Québec rappellent que la méfiance envers les institutions dites sécuritaires repose sur des expériences concrètes de stigmatisation et d'exclusion. Cette mémoire collective continue de structurer les rapports entre les résident·es racisé·es et les autorités policières.

Penser la sécurité comme un bien commun

Penser la sécurité comme un bien commun suppose donc de déplacer le regard. Plutôt que de la réduire à l'ordre public et à l'intervention policière, il s'agit de construire des milieux de vie sûrs, solidaires et inclusifs pour toutes et tous. Cela implique de reconnaître que l'insécurité naît avant tout de la précarité : pauvreté, instabilité résidentielle, isolement social, violences genrées, racisme systémique.



Or, le financement de la sécurité publique reste largement déséquilibré. Comme le rappelle une note de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), les budgets policiers au Québec augmentent de façon continue, tandis que les organismes communautaires, pourtant en première ligne face aux enjeux sociaux, peinent à maintenir leurs activités de base (IRIS, 2022). À Côte-des-Neiges, cette tension est palpable : d'un côté, un quartier dynamique et résilient, porté par des réseaux communautaires solides ; de l'autre, une pression institutionnelle croissante à « sécuriser » l'espace public, parfois au détriment de la justice sociale.

Dans ce contexte, il devient essentiel de revaloriser les pratiques locales de sécurité communautaire : projets artistiques impliquant les jeunes, groupes de soutien pour les personnes victimes de violence, initiatives féministes, événements de quartier comme lieux sécurisants de socialisation, travail de rue et espaces de dialogue interculturel ou intergénérationnel. Ces pratiques redéfinissent la sécurité, non pas comme un contrôle de l'autre, mais comme une relation de confiance, de reconnaissance mutuelle et de solidarité.

3.7.8 Les barrières à la participation politique, sociale et culturelle

Des obstacles multiples et interconnectés

À Côte-des-Neiges, de nombreuses barrières interconnectées freinent la participation pleine et entière des résident·es à la vie sociale, politique, culturelle et économique. Ces obstacles prennent racine dans des facteurs linguistiques, culturels, économiques et administratifs, aggravés par la pauvreté, la précarité d'emploi, l'isolement et l'absence de filet social. Ils fragilisent l'équité, la diversité et l'inclusion dans un quartier qui, paradoxalement, est l'un des plus cosmopolites du pays. Comme le souligne le Conseil interculturel de Montréal, ces barrières ont des répercussions directes sur la participation sociale et démocratique des personnes âgées, racisées et immigrantes (CIM, 2022).

Côte-des-Neiges est l'un des quartiers les plus diversifiés linguistiquement au Canada. Selon le recensement de 2015, 46 % de la population a une langue maternelle autre que le français ou l'anglais, comparativement à 32 % pour l'île de Montréal (Statistiques Canada, 2021). En 2021, cette proportion atteindrait environ 51 %, renforçant le caractère multilingue du quartier. Or, cette richesse est souvent vécue comme une barrière.

Les conséquences sont concrètes. À la Cafétéria MultiCaf, 80 % des personnes utilisatrices ne parlant pas français doivent recourir aux services alimentaires six mois de plus que les autres, faute d'accès rapide à l'information, aux emplois et aux services publics (Statistiques Canada, 2021). Lors d'une consultation publique menée pour le plan stratégique de quartier en 2017, les résident·es soulignaient déjà que la barrière linguistique compliquait l'accès aux services, à l'information, à un emploi et même au suivi scolaire des enfants, contraints d'agir comme interprètes pour leurs parents (Table quartier, 2017).

L'impact de la Loi 96 et les inégalités d'accès aux services

L'adoption de la Loi 96 en 2023, modifiant la Charte de la langue française, a amplifié ces inégalités. Selon l'Institut universitaire SHERPA, les nouvelles dispositions « risquent de compromettre l'accès à des services essentiels dans le domaine de la santé, des services sociaux, du système scolaire et des municipalités pour un grand nombre de personnes allophones et anglophones vivant au Québec » (SHERPA, 2021). Plutôt que de faciliter l'intégration par l'apprentissage du français, cette loi risque de renforcer l'exclusion, notamment pour les personnes en situation de vulnérabilité.

Crédits: Radio-Canada / Patrick Louiseize,
Caroline Marsh



L'emploi : entre surqualification et discriminations systémiques

Tout comme le logement, l'emploi constitue un levier fondamental pour sortir de la pauvreté s'il est correctement rémunéré, stable et encadré par des conditions de travail dignes. Toutefois, pour plusieurs personnes immigrantes et racisées, de multiples barrières invisibles entravent l'accès à des emplois décents. Une enquête de l'Observatoire des inégalités raciales du Québec (OIRQ) en 2021 a mis en lumière des obstacles liés à la reconnaissance des acquis, aux biais cognitifs, au racisme et à la discrimination systémique (OIRQ, 2021). Ces barrières entraînent des taux de chômage plus élevés, une surqualification chronique et une faible représentation dans la fonction publique.

Les écarts salariaux en sont un révélateur : au Québec, les travailleur·euses noir·es gagnent en moyenne 4 400 \$ de moins par année que les travailleur·euses blanc·hes, même à qualification égale (PERT Québec, 2022). Les femmes migrantes monoparentales, quant à elles, sont particulièrement désavantagées en raison de l'accès limité aux services de garde subventionnés, freinant leur insertion professionnelle.

Dans certains secteurs, la précarité prend une dimension structurelle. Par exemple, plus de 15 600 personnes issues de l'immigration récente travaillent dans les entrepôts de la région montréalaise, dont ceux de Dollarama, où plus de 90 % du personnel est composé de personnes immigrantes récentes et de demandeur·ses d'asile (CTTIQ & ATTAP, 2022). Recruté·es par des agences de placement temporaires, ces travailleur·ses se trouvent dans des emplois souvent dangereux, mal rémunérés et dépourvus de mécanismes de protection.

Sur le plan politique, l'exclusion se traduit par un écart de participation électorale entre les groupes racisés et la majorité blanche, atteignant parfois 16 points de différence (Liang and Harell, 2025). Pour les immigrant·es, une étude d'Antoine Bilodeau démontre que les expériences vécues avant la migration, combinées à des obstacles systémiques au Québec, limitent la confiance envers les institutions et réduisent la participation citoyenne (Bilodeau, 2023). Ces dynamiques entretiennent un sentiment d'illégitimité et un désengagement institutionnel, malgré une volonté réelle d'implication sociale.



La fracture numérique comme nouvelle frontière de l'exclusion

La numérisation croissante des services publics accentue également l'exclusion. Comme l'a montré *Le Monde diplomatique*, l'absence d'accompagnement adéquat aggrave la fracture numérique, particulièrement pour les aîné-es, les personnes peu scolarisées ou nouvellement arrivées (Halimi, 2021). L'accès au logement, aux prestations sociales ou à des rendez-vous médicaux exige désormais des compétences numériques avancées, transformant des droits théoriques en privilèges de fait.

Pour une inclusion fondée sur les droits et la dignité

Ces constats montrent que les obstacles à la participation ne découlent pas d'un manque d'intérêt, mais d'une architecture institutionnelle opaque, rigide et peu inclusive. Comme le rappelle le Bridging Divides Research Lab à Toronto, l'inclusion ne se limite pas à l'intégration linguistique ou économique : elle suppose une transformation des espaces de pouvoir et une reconnaissance des savoirs et vécus des communautés (Toronto Metropolitan University).

À Côte-des-Neiges, penser l'inclusion exige donc de dépasser la logique d'intégration pour aller vers une réaffirmation des droits dans leur dimension collective et systémique. Cela implique de valoriser la diversité culturelle, d'assurer l'accès effectif aux services, de renforcer la dignité des personnes au travail, et de consolider des espaces démocratiques réellement représentatifs.



3.7.9 La question environnementale

L'écologie urbaine et la biodiversité

À Côte-des-Neiges, la question écologique ne se limite pas aux parcs et aux arbres. Le quartier est traversé par des corridors biologiques essentiels qui relient le Mont-Royal à d'autres pôles de biodiversité sur l'île de Montréal. L'ancien hippodrome, en particulier, s'est transformé en une mosaïque d'habitats écologiques depuis l'arrêt des courses en 2009. En l'espace de dix ans, des milieux humides, des boisés et des prairies fleuries se sont régénérés spontanément, attirant pollinisateurs, oiseaux et petits mammifères (Hippo Vert l'Avenir, 2024). Ces espaces naturels rendent déjà des services écologiques majeurs au quartier : régulation des températures, filtration des eaux pluviales et création de véritables refuges de biodiversité en milieu urbain.

Un rôle vital face aux changements climatiques et aux inégalités sociales

La question des changements climatiques est souvent absente des concertations et vient en dernier face à d'autres urgences. Or, les changements climatiques vont influencer énormément de facteurs qui auront un impact direct sur nos habitudes de vie, notre santé et notre survie. Avoir un rapport politique à l'écologie à Côte-des-Neiges, ce n'est pas choisir un combat contre un autre, un projet de développement social contre la préservation de la biodiversité sur un territoire, mais plutôt tisser des alliances locales, interroger les logiques extractivistes et les rapports de pouvoir, pour construire une écologie enracinée, solidaire tout en refusant de séparer la justice sociale de la justice environnementale. Avoir un rapport politique à l'écologie, c'est aussi infiltrer les logiques dominantes par des alliances concrètes : articuler des installations paysannes, des occupations de terres et des formes d'auto-organisation communautaire qui tissent solidarité sociale et préservation écologique, ici et maintenant (Soulèvements de la terre, 2024).



Ainsi, la lutte écologique ne se réduit pas à une commande institutionnelle déconnectée des réalités vécues, mais devient une politique vécue localement – dans les jardins collectifs, les espaces partagés, les initiatives alimentaires et les mobilisations autour de l’hippodrome. Et oser dire que “ce n’est pas un combat contre un autre”, c’est rendre visible ce que revendique le mouvement : ne plus opposer les urgences, mais les croiser, les nourrir mutuellement, et construire un vivre-ensemble fondé sur justice écologique, justice sociale et auto-émancipation collective.

Le quartier est marqué par la présence d’îlots de chaleur, notamment dans les secteurs très minéralisés du Triangle, de Jean-Talon et des zones industrielles limitrophes. Dans ce contexte, la transformation de l’hippodrome en îlot de fraîcheur s’avère cruciale. Les boisés et les marécages qui y ont pris forme permettent d’abaisser significativement la température ambiante, offrant une « résilience locale » face aux vagues de chaleur. L’importance de ces espaces est d’autant plus grande que Côte-des-Neiges combine forte densité résidentielle et vulnérabilité socioéconomique : protéger et renforcer ces écosystèmes, c’est aussi protéger la santé physique et mentale des populations les plus à risque.

Des enjeux de participation et de représentation

La demande citoyenne en faveur de la conservation des espaces verts à Côte-des-Neiges est constante et fortement exprimée lors des consultations publiques (Hippo Vert l’Avenir, 2024). Les résident·es souhaitent des aménagements qui respectent la nature déjà présente et qui renforcent les liens sociaux par l’agriculture urbaine, les jardins collectifs et les espaces pour socialiser. Par exemple, le collectif Hippo Vert l’Avenir, appuyé par divers organismes locaux, propose de préserver 50 % du site de l’hippodrome en espaces naturels, en cohérence avec les engagements municipaux de verdissement.

L’Université de Montréal s’implique aussi ouvertement dans la préservation des espaces verts du quartier, notamment à travers le projet du corridor vert Darlington. Une telle approche de l’écologie appelle une gouvernance inclusive, intégrant la voix des citoyen·nes et des expert·es en sciences de l’environnement afin que le quartier se développe comme un modèle de résilience écologique et sociale.

Cela signifie que l’avenir écologique de Côte-des-Neiges ne pourra se construire qu’à travers des mécanismes décisionnels élargis, où les instances communautaires, les habitant·es, les scientifiques et les associations environnementales siègent aux côtés des autorités municipales. Autrement dit, la protection des espaces verts n’est pas qu’une question technique : c’est un enjeu de démocratie urbaine et de représentation citoyenne. Refuser d’écouter ces voix reviendrait à reproduire des logiques de dépossession déjà trop connues dans l’histoire du quartier. À l’inverse, reconnaître et intégrer ces mobilisations, c’est ouvrir la voie à une écologie réellement populaire et ancrée dans la vie quotidienne.

3.7.10 Les arts et la culture

Côte-des-Neiges est un quartier dans lequel les pratiques artistiques et culturelles prennent racine dans la diversité des trajectoires migratoires, des identités et des traditions qui le composent. Dans les parcs, les centres communautaires, les lieux de culte ou les écoles, l'art s'exprime souvent de manière informelle, porté par des résident·es, des collectifs, des groupes culturels et des organismes communautaires.

Le saviez-vous ?

Les racines du hip-hop québécois à Côte-des-Neiges

Dans le documentaire *Les racines du hip-hop au Québec* (Télé-Québec, 2024), qui démystifie l'origine du hip-hop au Québec, Côte-des-Neiges apparaît au devant de la scène. Le documentaire nous dévoile que dès la fin des années 1970 et au début des années 1980, des jeunes majoritairement afro-descendants issus de quartiers comme Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce et la Petite-Bourgogne ont recréé ici les éléments fondateurs du mouvement venu de New York qui leur venaient de cousin·es en visite dans la métropole : rap, improvisation, battles, techniques de DJ et diverses formes de breakdance.

Par ailleurs, le documentaire met en lumière des figures emblématiques liées à Côte-des-Neiges, en particulier Wavy Wanda (Wanda Martin), pionnière du rap québécois et membre du duo The Classy Crew. Née à Côte-des-Neiges, elle fait partie des premières rappeuses de la province, ayant participé à des émissions comme Club 980 animée par Mike Williams, contribuant ainsi à une culture du hip-hop florissante. Le documentaire nous montre aussi que des jeunes issu·es de Côte-des-Neiges — notamment d'origine haïtienne — ont organisé des battles de breakdance improvisés à l'entrée du centre commercial Les Terrasses (actuel Centre Eaton) à Montréal. Ces performances de rue ont marqué les premiers moments publics du mouvement hip-hop dans la ville.

Suite à la page suivante





Suite

Le NoBad Sound Studio, rattaché à la Maison des Jeunes de Côte-des-Neiges, a joué un rôle clé dans le développement de jeunes talents hip-hop. Créé autour de 2007, ce lieu propose des ateliers réguliers (rap, DJing, beatboxing, production, performance, etc.) et a donné naissance à des groupes comme Strange Fruits, un trio féminin issu du studio, aujourd'hui reconnu dans la scène hip-hop montréalaise.

Cependant, malgré cette vitalité, on y trouve peu d'infrastructures culturelles institutionnelles. L'accès à des lieux de diffusion professionnelle, des ateliers de création ou des salles de spectacle demeure limité. Dans ce contexte, la Maison de la culture de Côte-des-Neiges joue un rôle essentiel, notamment grâce au travail de ses médiateur·trices culturel·les qui tissent des ponts entre les institutions et les communautés locales. Ces professionnel·les permettent à des publics historiquement marginalisés d'accéder à une programmation culturelle de qualité et de participer à des activités créatives.

Les pratiques culturelles ancrées dans la communauté, qu'il s'agisse de danse, de théâtre, de poésie, de photographie, de musique ou de récits, participent activement à la reconnaissance des identités plurielles du quartier et à la création de liens sociaux. Mais ces initiatives sont souvent fragilisées par le manque de soutien financier, la rareté d'espaces accessibles et la faible reconnaissance institutionnelle des droits culturels des populations racisées, immigrantes et marginalisées. Renforcer la culture à Côte-des-Neiges implique de valoriser les pratiques existantes, de soutenir les artistes du quartier et de repenser les politiques culturelles pour mieux refléter la réalité des quartiers populaires et diversifiés.

3.7.11 Namur-Hippodrome : un nouveau secteur à coconstruire

Le secteur Namur-Hippodrome représente l'une des dernières grandes opportunités de développement résidentiel à Montréal.

Au cœur de ce projet se trouve l'ancien site de l'hippodrome Blue Bonnets, qui s'étend sur 46 hectares et appartient à la ville de Montréal. Ce terrain qui a accueilli des courses de chevaux pendant plus d'un siècle se situe entre l'autoroute Décarie, les voies ferrées du Canadien Pacifique et la limite municipale avec Mont-Royal. En incluant les zones environnantes aux abords du métro Namur, le secteur de Namur-Hippodrome totalise environ 95 hectares. Les coûts associés au développement de l'hippodrome, en raison de son enclavement et de l'absence d'infrastructures, et le manque de financement des différents paliers gouvernementaux dans le logement social ont laissé l'ancien Blue Bonnets en friche depuis sa fermeture en 2009.



Crédits : Ville de Montréal

La vision du territoire a évolué avec le temps, mais les premières mobilisations pour la création de logements sociaux sur le site de Blue Bonnets ont pris place il y a plus de trente ans lorsque la société opérant l'hippodrome a commencé à être en difficulté économique dans les années 1990. Les résident·es et organismes communautaires ont très tôt identifié ce site comme une opportunité unique de créer un parc immobilier répondant aux besoins des personnes les plus vulnérables de Côte-des-Neiges.

En 2005, le Conseil communautaire de Côte-des-Neiges-Snowdon adoptait en assemblée générale une revendication qui visait la construction de 2 500 logements sociaux à même le site. En 2014, le regroupement devenu Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges (CDC de CDN) réunissait 175 participant·es, incluant des résident·es et des représentant·es de 37 organismes communautaires locaux, autour d'un forum citoyen afin de définir les balises pour le développement de Namur-Hippodrome. Le rapport qui en a découlé, «Blue Bonnets : de la vision à la réalité », allait jeter les bases d'une vision innovante et inclusive pour tout le secteur.

Au fil des ans, la mobilisation s'est maintenue à travers diverses actions, comme des manifestations devant l'hôtel de ville, l'appropriation du site pour des projets environnementaux et la mise en place de nouvelles concertations, dont l'atelier Namur-Hippodrome. Lors de la création du Groupe d'accélération pour l'optimisation du projet de l'hippodrome (GALOPH) en 2023, l'apport de la communauté de Côte-des-Neiges a été reconnu par la formation de son propre sous-comité.

Si la demande de 2500 logements sociaux semblait considérable en 2005, la vision pour le futur secteur a évolué avec la crise du logement et les réalités des résident·es de Côte-des-Neiges. En 2024 le comité communauté, doté d'un mandat des membres de la CDC, a établi une proposition incluant la construction d'un parc immobilier entièrement à l'abri de la spéculation immobilière et au moins 4800 logements sociaux et communautaires sur le site de Blue Bonnets. Cette vision est celle d'un quartier éco-résilient et inclusif, axé notamment autour de l'accessibilité universelle et d'une typologie adaptée à différents stades de vie.

La communauté a identifié la fiducie d'utilité sociale (FUS) comme l'outil le plus approprié pour garantir la pérennité d'un projet où la qualité de vie s'allie avec l'abordabilité. Pour un site de l'envergure de l'hippodrome, où la pression spéculative risque d'être considérable compte tenu de sa proximité avec le métro et de son potentiel de développement, la fiducie d'utilité sociale offre une protection juridique solide qui garantit que les logements créés demeureront hors spéculation, répondant ainsi aux besoins des résident·es de Côte-des-Neiges plutôt qu'aux intérêts des promoteurs privés. La fiducie sert le patrimoine qu'elle protège et ses bénéficiaires, mais n'appartient qu'à elle-même, tout en offrant une flexibilité de mise en œuvre importante.

L'adoption du Plan directeur d'aménagement et de développement (PDAD) en décembre 2024 constitue une étape cruciale qui permet désormais l'amorce concrète du projet. Le PDAD détaille notamment la construction de 18 500 à 20 000 logements dans le secteur Namur-Hippodrome, dont plus de la moitié serait hors marché. La ville de Montréal définit les logements hors marché comme « Tous les logements détenus par une entité à but non lucratif et qui restent abordables de manière pérenne ». On y inclut aussi les propriétés qui restent abordables à long terme grâce à un contrôle du prix de revente. Cette reconnaissance des demandes de la communauté est une victoire importante résultant directement des trois décennies de mobilisation dans le quartier.

Blue Bonnets représente une chance de faire différemment. Le quartier Namur-Hippodrome incarne ainsi bien plus qu'un simple projet immobilier : il représente un test pour la capacité de Montréal à développer des milieux de vie durables répondant aux besoins de ses citoyen·nes, tout en créant un modèle d'aménagement urbain ancré au 21^e siècle.



4. Un portrait des résident·es de Côte-des-Neiges

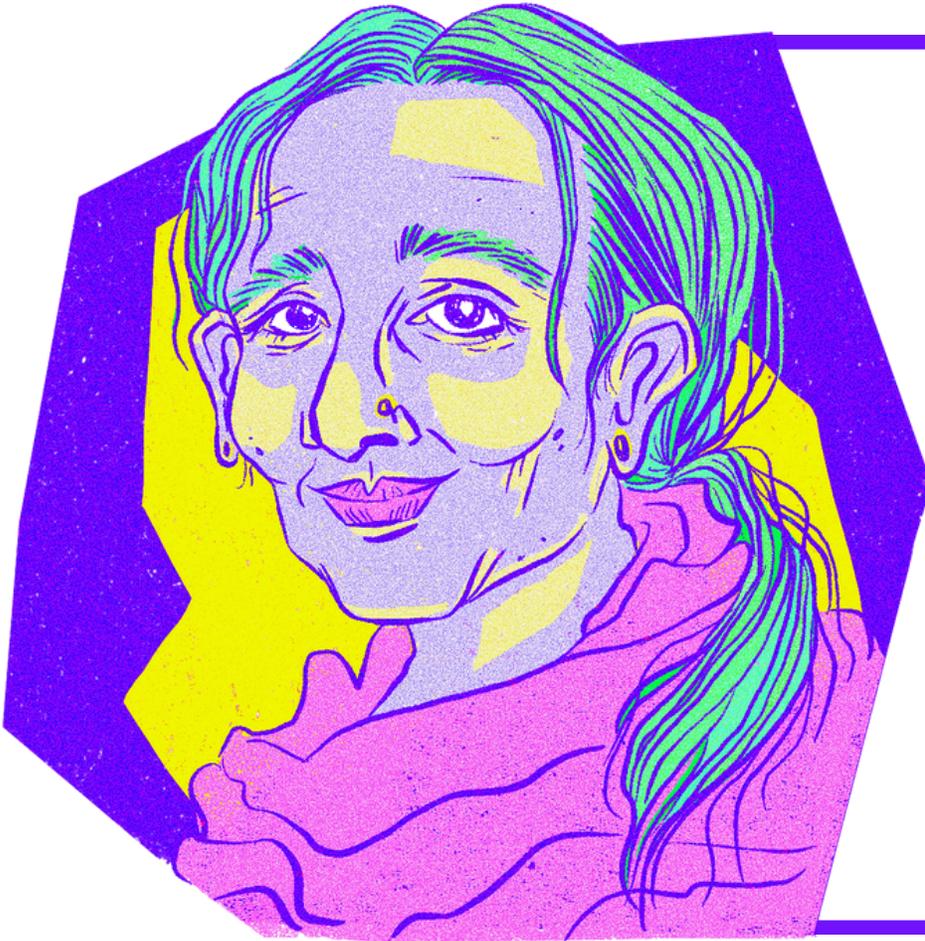
L'élaboration de personas des résident·es et des organismes communautaires (voir la prochaine section) est un exercice de traduction de la réalité du terrain vers des représentations fictives et collectives. Ces portraits s'inspirent donc des expériences des dernières années, des rencontres faites durant le quotidien avec les membres des organisations, des valeurs et pratiques observées dans le quartier de Côte-des-Neiges, notamment à travers les entrevues, les rapports et les différentes consultations qui ont permis ce document.

Ces différentes figures sont des archétypes qui condensent la diversité des résident·es et organisations qui font la vie et le tissu social du milieu. Ce sont des formes accessibles et représentatives des dynamiques en jeu dans le quartier. Le fait qu'elles soient fictionnelles et composites, ces figures ne supposent aucune hiérarchie. Inspiré·es par le portrait de quartier d'Ahuntsic, nous voulions humaniser les données présentées dans les sections précédentes, afin de vulgariser les réalités du quartier malgré leurs complexités.

Une personne ou un organisme peut se retrouver dans plusieurs personas à la fois. C'est à partir de là que cet exercice permet de mettre en lumière les interactions entre différents aspects de la vie communautaire à Côte-des-Neiges.



4.1 Priya, 62 ans



Profil

- Habite dans le bas de la Côte depuis 15 ans
- D'origine indienne, a immigré au Québec il y a 25 ans avec son mari
- Veuve depuis 1 mois après avoir vécu de la violence conjugale pendant des décennies
- A deux filles adultes qui vivent en banlieue de Montréal
- Trait de caractère : Elle est résiliente, altruiste, mais elle a du mal à demander de l'aide.

Aspirations

« Je voudrais retrouver ma confiance en moi et peut-être aider d'autres personnes qui vivent ce que j'ai vécu. J'aimerais aussi apprendre à parler français pour être plus autonome. »

Sources de préoccupation

- Comment se faire des ami.es après tant d'années isolée?
- Par où commencer pour apprendre les démarches de la vie quotidienne?
- Est-ce qu'elle sera capable de rester indépendante en vieillissant ?
- Ses économies diminuent, comment avoir accès à un revenu ?

Freins d'accès

- **Langue** : parle un peu anglais, mais ne parle pas français
- **Isolement et traumatismes** : n'a pas de réseau de soutien et garde des séquelles des violences qu'elle a vécu
- **Méconnaissance du système** : ne sait pas quelles ressources existent pour elle ni comment elles fonctionnent
- **Fracture numérique** : n'est pas à l'aise d'utiliser les nouvelles technologies

Leviers d'actions

- **Traduction** : avoir accès à des services d'interprétariat dans sa langue maternelle
- **Intervenant.es formé.es aux enjeux de la violence conjugale** : pouvoir compter sur des organismes qui connaissent les mécanismes de la violence conjugale, avec une approche sensible aux traumatismes
- **Milieus de vie** : commencer à se créer un réseau de soutien en rencontrant d'autres personnes qui ont vécu des situations semblables
- **Assistance pour les démarches** : être orientée vers les services et institutions pertinentes à sa situation et avoir accès à un suivi pour entreprendre ce processus



L'histoire de Priya

Priya a immigré au Canada il y a 25 ans avec son mari. En Inde, elle était enseignante et entourée d'un bon réseau de soutien constitué de sa famille et d'amis. Après son arrivée au Québec, son mari l'a empêchée de travailler ou d'apprendre le français, la maintenant ainsi entièrement dépendante de lui. Pendant que lui apprend comment se débrouiller ici, il la tient dans l'ignorance. Priya vit ainsi dans l'isolement total, subissant ses colères et différents types de violences.

Les premières années dans le bas de la Côte sont particulièrement difficiles. Son mari contrôle chaque aspect de sa vie : l'argent, les sorties, les contacts sociaux. Priya ne parle qu'hindi et quelques mots d'anglais appris à l'école. Elle se sent prisonnière dans son propre foyer. Quand ses deux filles, maintenant adultes, lui suggèrent parfois de quitter leur père, elle refuse catégoriquement, terrifiée à l'idée de se retrouver seule dans un pays dont elle ne comprend ni la langue ni les codes.

Son mari s'assure qu'elle reste complètement séparée de la communauté indienne du quartier. Il prétend que les autres femmes indiennes sont de « mauvaises influences » et l'empêche de les fréquenter. Au fil des années, elle perd les intérêts qui la définissaient et développe de l'anxiété face à des situations de la vie courante auxquelles elle était habituée en Inde.

Le décès soudain de son mari il y a seulement un mois plonge Priya dans un état de choc. À 60 ans et plus, elle se retrouve soudain seule et désarmée face à des tâches quotidiennes qu'elle n'avait jamais eu à gérer auparavant : payer des factures, prendre rendez-vous chez le médecin, répondre au téléphone lorsque les gens parlent français. Ses filles, établies en banlieue, viennent l'aider quand elles le peuvent, mais elles travaillent et ont construit leur propre vie.

Pour la première fois de sa vie, Priya doit gérer ses propres finances. Elle découvre avec terreur que ses économies sont maigres et qu'elle ne sait même pas à quelles aides elle pourrait avoir droit. Les documents gouvernementaux s'empilent sur sa table de cuisine, tous écrits en français et tous inintelligibles pour elle. Elle les regarde avec angoisse, ne sachant pas lesquelles sont importantes et lesquelles peuvent attendre.

Les tâches quotidiennes les plus simples deviennent des montagnes. Prendre les transports en commun seule la rend anxieuse : comment s'orienter seule alors qu'elle a perdu confiance en elle et peut à peine communiquer? Au magasin indien qu'elle a fréquenté avec son mari, les commerçants parlent hindi, mais elle n'ose pas leur expliquer sa situation par gêne.

L'isolement pèse énormément sur Priya, surtout qu'elle est de nature curieuse. Elle aimerait sincèrement pouvoir nouer des liens avec ses voisins qu'elle croise souvent dans les couloirs de son immeuble, mais, après vingt ans de vie recluse, elle ne sait pas comment s'y prendre. Comment offrir son aide sans déranger ? Bien qu'elle soit avide de connaissances, elle est maintenant paralysée par la crainte de se tromper.

La technologie moderne la dépasse complètement. Son téléphone cellulaire, que ses filles lui ont offert « pour les urgences », reste souvent éteint parce qu'elle ne sait pas s'en servir. L'idée d'utiliser internet ou même un guichet automatique la paralyse. Elle se sent comme si le monde avait avancé de vingt ans sans elle.

Un jour, en se rendant à l'épicerie, Priya croise un travailleur social qui remarque sa détresse. Grâce à un service d'interprétariat en hindi, elle peut enfin expliquer sa situation. Pour la première fois, quelqu'un lui explique qu'il existe des ressources pour les femmes dans sa situation, des services d'aide pour apprendre les démarches de base, et même des activités gratuites pour aîné.es en situation d'isolement.

Cette rencontre marque un tournant. Priya découvre qu'elle n'est pas seule et que d'autres femmes ont vécu des expériences similaires. Avec l'aide d'intervenant·es formé·es aux réalités de la violence conjugale, elle commence petit à petit à reprendre confiance en elle. Elle rêve maintenant d'apprendre le français pour devenir vraiment autonome et, peut-être un jour, d'aider d'autres femmes qui vivent ce qu'elle a vécu.

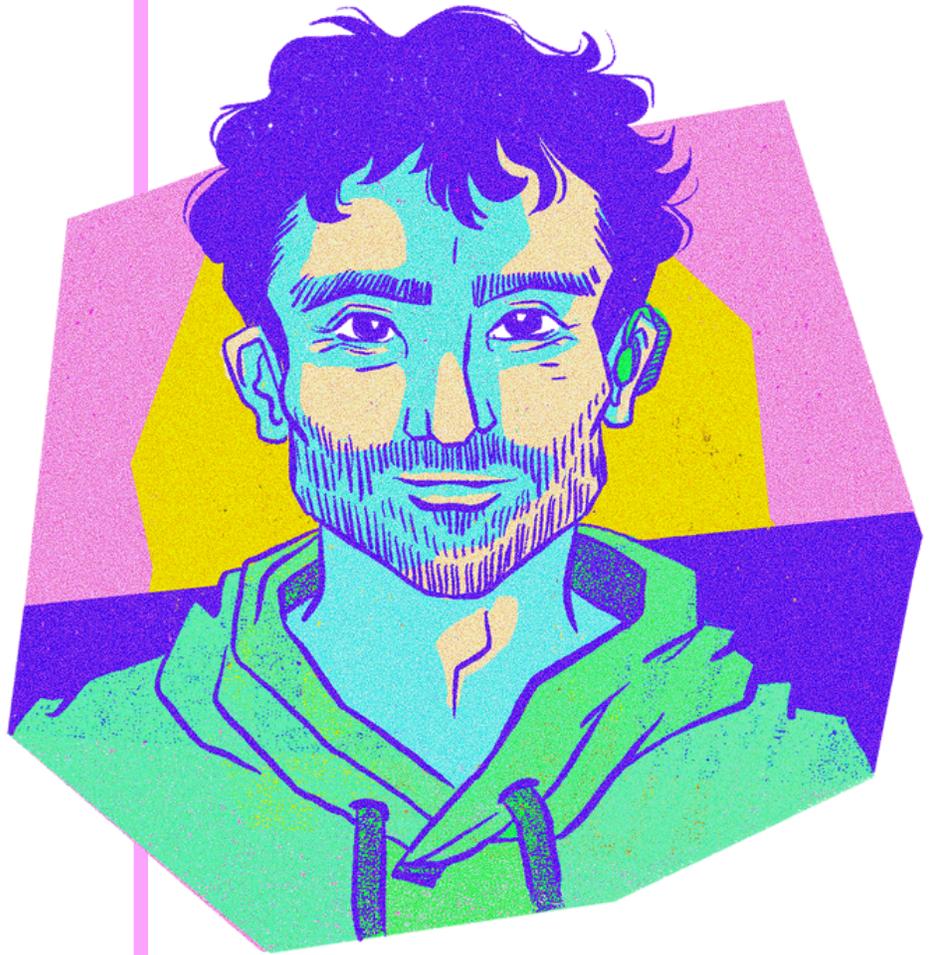
Chaque petit pas vers l'autonomie - comprendre une facture, aller à un rendez-vous seule, inviter sa voisine pour un café - devient une victoire. Priya redécouvre lentement la personne qu'elle était et les possibilités qui s'offrent à elle.



4.2 Manuel, 40 ans

Profil

- Habite dans le haut de la Côte
- Voit ses enfants (12 et 15 ans) une fin de semaine sur deux
- Durant sa vingtaine des troubles de santé mentale se sont manifestés, et sans soutien, Manuel s'est retrouvé en situation d'itinérance
- Son loyer est trop cher pour lui, et il a du mal à le payer
- Trait de caractère : a le contact facile avec les autres, et apprend toujours vite, pourvu qu'on lui montre comment faire.



Aspirations

« Je voudrais avoir un emploi stable, et un bel appartement pour accueillir mes enfants et me sentir bien. J'aimerais aussi avoir mon propre potager un jour, le jardinage m'aide à être en santé dans ma tête. »

Sources de préoccupation

- Comment éviter de se trouver sans logement, alors que tous les appartements sont chers et qu'il est à bout de souffle?
- De quelle manière prendre soin de sa santé mentale dans ce contexte difficile?
- Est-ce qu'il pourra participer financièrement aux activités sportives de ses enfants ?

Freins d'accès

- **Méfiance des institutions** : dû à son passé, il n'a plus confiance envers les institutions
- **Horaires de travail** : disponibilités changeantes pour les rendez-vous en semaine
- **Situation financière** : budget serré qui limite ses options, et dettes récurrentes
- **Urgence** : sans solution rapide, il ne pourra plus payer son loyer

Leviers d'actions

- **Flexibilité** : avoir accès à des services flexibles, par exemple qui acceptent des rendez-vous téléphoniques ou durant la fin de semaine
- **Intermédiaire** : utiliser les services d'organismes qui font l'intermédiaire avec les institutions et qui comprennent sa méfiance
- **Formation** : apprendre de nouvelles compétences qui l'aideront à obtenir un emploi stable
- **Dépannage** : pouvoir compter sur de l'aide alimentaire pendant cette période de transition, ce qui lui permettrait de payer son loyer



L'histoire de Manuel

Manuel a grandi dans une famille aux dynamiques complexes, et, dès son adolescence des problèmes de santé mentale ont commencé à se manifester. À l'époque, il ne comprend pas ce qui lui arrive et n'a pas accès aux ressources nécessaires pour obtenir de l'aide. Sans soutien approprié pour comprendre et gérer ce qu'il vit, Manuel voit sa vie se désintégrer peu à peu pendant sa vingtaine.

Il perd son emploi, et sa conjointe de l'époque, effrayée par ses comportements parfois violents envers lui-même, finit par partir en emmenant leurs deux jeunes enfants. La situation continue de se dégrader et Manuel a perdu son appartement. Il se retrouve à la rue, naviguant entre les sofas de ses ami.es, les parcs et les centres d'hébergement d'urgence. Pendant plusieurs années il survit au jour le jour, sans les outils nécessaires pour s'en sortir.

Manuel a vécu beaucoup de moments difficiles et traumatisants, mais il a aussi appris à être débrouillard et solidaire. Il découvre ainsi qu'il a un don pour créer des liens avec les gens, même dans les moments les plus critiques. Les autres personnes en situation d'itinérance viennent souvent lui demander conseil et il prend à cœur d'aider les autres quand il en a la capacité.

Lentement, grâce à l'aide d'intervenants de rue avec lesquels il a noué des liens sur le long terme, Manuel a accès à des services en santé mentale qui l'aident à se stabiliser. Il apprend à reconnaître ses symptômes, à développer des stratégies pour éviter et gérer ses crises, et surtout, à ne plus avoir honte. Le processus est long, non linéaire, avec des rechutes et des recommencements, mais Manuel s'accroche à l'espoir de revoir un jour ses enfants.

Après cinq années de galère, Manuel réussit à se sortir de la rue et à obtenir une place dans un logement communautaire. Trois ans plus tard et comme prévu, il change de logement pour voler de ses propres ailes. Lorsque le dépanneur qui l'emploie ferme, Manuel se retrouve à travailler dans des emplois précaires - livraisons, déménagements, travaux saisonniers. Il gagne cependant assez pour payer son bas loyer et vivre simplement, mais doit déménager, car son immeuble est vendu à un promoteur. Manuel se rend à l'évidence : avec la crise du logement, son historique, et ses revenus instables, il n'a presque aucune option. Il trouve finalement un nouvel appartement dans le haut de la Côte. Au fil du temps, la hausse du coût de la vie et les augmentations de son loyer rendent son logement trop cher pour ses moyens.

La réconciliation avec ses enfants a été progressive et difficile. Maintenant adolescents, ils le voient une fin de semaine sur deux. Manuel ressent une pression énorme pour que ces moments soient parfaits, mais son budget serré limite ses possibilités.

Chaque mois devient un casse-tête financier. Manuel doit choisir entre payer son loyer complet et acheter suffisamment de nourriture. Il accumule des retards de paiement et vit dans la terreur constante de recevoir un avis d'éviction. Cette précarité constante nuit à sa santé mentale et il sent parfois les anciens symptômes revenir.

Manuel a appris à se méfier des institutions après des expériences négatives pendant ses années en situation d'itinérance. Bureaucratie froide, jugements, sentiment de répression - tout cela l'a rendu sceptique face aux services gouvernementaux. Il préfère éviter les démarches officielles, même quand elles pourraient l'aider, par peur d'être incompris.

Récemment, une intervenante d'un organisme communautaire du quartier a réussi à gagner sa confiance. Elle ne le juge pas, comprend ses réticences face aux institutions, et surtout, elle est flexible dans ses approches. Avec son soutien, Manuel a accès à de l'aide alimentaire, ce qui lui permet de payer son loyer. Il commence aussi à explorer des options de formation professionnelle qui pourraient lui donner accès à un emploi plus stable, et se demande si son expérience de vie pourrait être une composante de son travail.



4.3 Alex, 19 ans



Profil

- Il vit avec ses parents dans le Triangle et n'a pas de soutien familial.
- Personne non binaire (iel/il)
- Né·e au Québec de parents immigrés d'Amérique latine
- Travaille à temps plein dans un fast food en attendant de commencer ses études en art-thérapie
- Trait de caractère : s'engage beaucoup dans des causes sociales, et a un talent pour le dessin.

Aspirations

« Je veux commencer mes études et travailler avec les jeunes LGBTQ+ du quartier à travers l'art. J'aimerais aussi trouver une communauté qui m'accepte vraiment comme je suis. »

Sources de préoccupation

- Comment avoir accès aux soins d'affirmation de genre?
- De quelle manière rester proche de ses parents et de sa communauté, tout en se protégeant de leurs attitudes discriminatoires?
- Comment se préparer à payer ses études tout en couvrant ses besoins essentiels ?

Freins d'accès

- **Transphobie** : services non adaptés aux personnes non binaires
- **Isolement familial** : manque de soutien de la famille élargie
- **Communauté** : craint que ses démarches soient connues de sa communauté avant qu'iel ne soit prêt·e à les annoncer

Leviers d'actions

- **Espaces par et pour** : avoir accès à des espaces dédiés à la communauté 2SLGBTQIA+
- **Intersectionnalité** : pouvoir compter sur des services avec une approche intersectionnelle, formés aux réalités des personnes de la diversité de genre, mais aussi des personnes immigrantes
- **Encouragement** : être soutenu.e dans ses choix et son parcours de manière positive, pour rassurer Alex sur ses choix



L'histoire d'Alex

Alex a grandi dans le Triangle avec ses parents salvadoriens, Carlos et Maria, qui ont immigré dans les années 90. Pendant son enfance, c'est un enfant créatif qui passe des heures à dessiner, et ses parents sont très fiers de cette passion, tant que l'école et les études « sérieuses » gardent la première place. La famille est très active dans la communauté salvadorienne montréalaise ainsi que dans leur église, et Alex est entouré.e de figures parentales qui composent un réseau d'entraide solide.

À l'adolescence, Alex commence à ressentir un profond malaise avec l'identité qui lui a été assignée à la naissance. Iel ne se reconnaît ni dans les attentes de « fille modèle » de ses parents ni dans les codes de genre traditionnels de sa communauté et de la société. Mais dans son environnement très conservateur, ces questionnements restent tabous. Alex garde donc tout pour lui, se réfugiant dans le dessin pour exprimer ce qu'iel n'arrive pas à mettre en mots. Ses parents identifient son changement de comportement, mais ne savent pas comment l'adresser.

Le coming out d'Alex à ses parents est un moment très dur. Carlos réagit avec colère et Maria pleure, se demandant si elle a fait une erreur dans l'éducation de son enfant. Leur réaction culpabilise notamment Alex, car ses parents lui rappellent les épreuves difficiles de leur parcours migratoire, comme si, en signe de gratitude, iel ne devrait pas sortir de la norme.

Maintenant âgé.e de 19 ans, Alex vit toujours chez ses parents dans le Triangle et la situation est pleine de non-dits - ils n'ont jamais reparlé de l'identité de genre d'Alex depuis son coming out. Iel emploie des pronoms personnels neutres, « iel » et « il », dans son cercle d'amis, mais sa famille persiste à l'appeler par un pronom qui ne correspond pas à son identité. Alex se sent prisonnier.ère entre l'amour qu'iel porte à sa famille et le besoin vital d'être authentique.

Au fil du temps, Alex sent cependant que son père voudrait faire plus d'efforts pour qu'iel se sente bien, et Carlos s'adoucit en voyant son enfant souffrir. Mais rien n'est jamais adressé explicitement et Carlos ne sait pas comment approcher le sujet.

Pour échapper à cette atmosphère étouffante, Alex travaille à temps plein dans un fast food du quartier. Le travail est épuisant et répétitif, mais iel économise chaque dollar pour pouvoir payer ses futures études en art-thérapie. Iel combine déjà sa passion pour l'art avec son engagement social en publiant sur les réseaux sociaux. À travers ce médium, Alex découvre une communauté bienveillante.

Au travail, Alex trouve aussi un environnement plus ouvert. Certain-es collègues utilisent les pronoms qu'iel a choisis et iel tisse des liens d'amitié avec quelques personnes du même âge. Mais même là, iel reste vigilant·e, craignant que des membres de la communauté latina du quartier ne rapportent ses faits et gestes à ses parents.

Le manque d'accès aux soins d'affirmation de genre pèse lourdement sur Alex. Iel aimerait consulter des professionnel·les de la santé spécialisé·es, mais il ne sait pas comment s'y prendre et le système de santé lui semble très complexe. De plus, iel redoute de se retrouver face à des médecins qui ne comprennent pas les réalités queers et qui portent des jugements.

Récemment, Alex découvre l'existence d'un centre communautaire 2SLGBTQIA+ dans un autre quartier, qui anime des groupes de soutien pour jeunes. Iel a hésité à franchir le pas, tiraillé·e entre l'envie de rencontrer des personnes qui le comprennent et la peur d'entreprendre des démarches qui rendent réel, à ses yeux, la discrimination qu'iel vit. Ces rencontres l'aident beaucoup à tracer son propre chemin. L'intervenant·e de l'organisme est aussi en train de rassembler des informations sur les soins d'affirmation de genre, ce qui le rassure beaucoup. Malheureusement, puisque ce groupe n'est pas situé à Côte-des-Neiges, Alex n'a pas l'impression que l'on comprend l'aspect culturel multigénérationnel de sa situation.

Pour le futur et voyant les signes d'ouverture de son père et sentant l'amour qui persiste malgré les incompréhensions, Alex aimerait trouver des ressources qui pourraient l'aider à établir un dialogue constructif avec ses parents. Iel souhaiterait trouver des groupes ou des spécialistes de l'accompagnement des parents immigrants d'enfants 2SLGBTQ+ dans le quartier, ou des guides en espagnol qui expliqueraient de manière accessible les réalités trans. Alex espère qu'avec les bons outils et un accompagnement adapté, sa famille pourrait apprendre à mieux comprendre son identité et peut-être même devenir une source de soutien plutôt que de tristesse.



4.4 Sophia, 8 ans

Profil

- Habite avec sa mère, Rose, et son petit frère dans le bas de la côte, dans un 3 ½ insalubre
- Arrivée il y a 2 ans du Mali
- Toux et allergies causées par la moisissure dans l'appartement
- Fréquente l'école primaire du quartier, mais son absence répétée est due à des problèmes de santé.
- Trait de caractère : enjouée et toujours de bonne humeur, adore Hello Kitty



Aspirations (exprimée par sa mère)

« Je veux que ma fille soit moins fatiguée et qu'elle puisse aller à l'école comme les autres enfants. Un jour, on aura chacun notre propre chambre. »

Sources de préoccupation

- Court-terme : comment régler les multiples problèmes de son logement?
- Moyen-terme : est-il possible de déménager?
- Y a-t-il une manière de rattraper son retard à l'école, à cause de ses problèmes de respiration qui l'empêchent de dormir?

Freins d'accès

- **Statut précaire** : peur des démarches administratives qui pourraient attirer l'attention et aucun accès aux logements subventionnés
- **Méconnaissance des droits** : Rose, sa maman, ne sait pas qu'elle peut exiger des réparations
- **Ressources limitées** : impossible de déménager faute de moyens financiers

Leviers d'actions

- **Accompagnement scolaire transversal** : avoir accès à un accompagnement qui prend en compte les réalités de la famille et qui réfère Rose à des ressources pour régler la situation globale
- **Défense de droits** : pouvoir utiliser les services d'un organisme qui les aidera à défendre leurs droits en tant que locataire sur le court terme mais qui s'implique aussi à défendre le droit au logement de manière large
- **Vulgarisation** : recevoir, pour Rose et donc par extension Sophia, de la documentation dans un français clair qui simplifie des concepts légaux parfois difficiles à comprendre



L'histoire de Sophia

Sophia est arrivée au Canada il y a 2 ans du Mali avec sa mère Rose et son petit frère, dans l'espoir d'une vie plus sécuritaire. Après un parcours migratoire éprouvant, la petite famille s'est installée à Côte-des-Neiges et s'est rapidement trouvée chez elle dans le quartier.

Avec un statut précaire et des ressources limitées, Rose a dû accepter de vivre dans un 3 ½ situé en bas de la côte. L'appartement est abordable, mais est dans un état insalubre. Lors de la visite, tout a pourtant l'air bien : les murs viennent d'être repeints, les pièces sont propres. C'est au fil des mois que Rose remarque que, petit à petit des taches de moisissure apparaissent sur les murs. Les fenêtres fermant mal laissent entrer l'humidité, et il y a souvent des infiltrations d'eau quand il y a de fortes pluies. Rose nettoie continuellement avec des produits de base, mais la moisissure revient toujours. L'humidité présente dans l'immeuble attire aussi des insectes.

Sophia commence à développer des problèmes respiratoires. Ce qui semble être une simple congestion se transforme parfois en quinte de toux. Rose a amené plusieurs fois Sophia voir le médecin et obtient toujours des solutions temporaires. Ainsi, les nuits de Sophia sont souvent difficiles. Quand elle se réveille en toussant, cela réveille aussi son frère.

Elle a du mal à se rendormir et Rose ne sait plus quoi faire. Ces nuits blanches épuisent toute la famille et Sophia arrive souvent fatiguée à l'école le lendemain.

En classe, Sophia fait de son mieux pour suivre malgré ses absences répétées. Elle est naturellement enjouée et se fait facilement des ami.es, en plus d'être intelligente. Sa première année d'école ici s'est très bien passée et Sophia a atteint un bon niveau malgré son changement de système scolaire. Mais en ce moment, son enseignante remarque que Sophia a souvent des cernes sous les yeux et semble épuisée. Le retard scolaire commence à s'accumuler, ce qui n'est pas habituel pour la petite fille.

Malgré qu'elle ne comprenne pas tout du haut de ses 8 ans, Sophia sait que la situation est anormale et remarque les questions que son enseignante lui pose, des questions qu'elle ne pose pas aux autres enfants. Elle sait aussi que sa maman est fatiguée et préoccupée à cause de son horaire de travail chargé et des démarches qu'elle doit entreprendre.

Rose contacte plusieurs fois son propriétaire, mais celui-ci lui minimise le problème en disant que ce n'est rien de grave, et rejette la faute sur ses locataires en les accusant de ne pas être assez propres. Étant de nature très débrouillarde, Rose tente de s'informer sur ses droits en tant que locataire, mais se trouve rapidement dépassée. Les sites internet gouvernementaux regorgent de termes juridiques qu'elle ne maîtrise pas. Entre sa fatigue accumulée, ses journées de travail épuisantes et sa méconnaissance du système québécois, déchiffrer ces informations complexes devient un défi insurmontable. Les formulaires à remplir sont intimidants et elle craint de faire des erreurs qui pourraient aggraver sa situation. Elle craint aussi que, malgré tous ses efforts, un signalement à la DPJ soit fait. Sans réseau familial pour l'orienter et avec des ressources linguistiques limitées pour naviguer à travers la bureaucratie, Rose se sent isolée face à un système qu'elle ne comprend pas.

Les ressources financières de Rose ne lui permettent pas d'envisager un déménagement. Elle travaille à temps plein et économise chaque dollar, mais les loyers sont tellement élevés dans le quartier qu'elle ne trouve rien d'abordable. De plus, avec son statut de demandeuse d'asile, elle ne peut pas s'inscrire sur les listes d'attente pour les logements subventionnés et craint que des démarches administratives aient un impact négatif sur son processus d'immigration.

Mais depuis peu, Rose se sent mieux outillée. Grâce à l'attention de l'enseignante de Sophia et d'une agent.e de service social, qui ont construit une relation basée sur la confiance avec elle, Rose a eu accès à un de l'information simplifiée. Plutôt que de se concentrer uniquement sur les difficultés scolaires de Sophia, l'agent.e de service social cherche à identifier les organismes qui pourraient accompagner Rose dans ses droits comme locataire et l'aider à comprendre ses recours. Elles savent que, sans une approche qui s'attaque aux facteurs dans l'environnement de vie de l'enfant, Sophia continuera d'avoir une santé fragile et de prendre du retard. Grâce à leur référencement et la détermination de sa maman à la voir réussir, Sophia commence aussi à recevoir de l'aide aux devoirs afin de minimiser son retard.



5. Un portrait des organismes de Côte-des-Neiges

5.1 Tisseur interculturel

Polyglotte, représentant de la diversité du quartier et patient, le tisseur interculturel navigue entre langues, statuts migratoires et cultures institutionnelles. Il se donne comme mission de rendre le système lisible et accessible aux personnes nouvellement arrivées, tout en accompagnant celles qui vivent des parcours plus précaires, comme les demandeur·euses d'asile. Il agit comme un médiateur culturel : il traduit, oriente, rassure, et construit des ponts entre le communautaire et les institutions.

« Dans un quartier où près de la moitié de la population est née à l'étranger, l'intégration passe d'abord par l'accompagnement de proximité. »

(Témoignage, 2021)

Son rôle se déploie dans plusieurs sphères : soutien à la francisation, ateliers d'intégration, accompagnement administratif, groupes de femmes ou de jeunes, références en santé et en logement. Présent dans des secteurs parfois marqués par la pauvreté et la haute densité, il va à la rencontre des personnes qui, autrement, resteraient invisibles aux yeux des services publics.

Atouts

- **Médiation culturelle et linguistique**
- **Accès rapide à l'information et aux services**
- **Capacité à rejoindre des publics invisibilisés**
- **Réseau informel de relais communautaires**



5.2 L'ancre nourricière

Ancrée dans le quotidien, l'ancre nourricière est le point d'appui du quartier dans les moments difficiles. Sa mission première est de garantir la sécurité alimentaire, mais sa portée dépasse largement la distribution de denrées. Elle organise des cuisines collectives, des paniers solidaires, des repas partagés, et multiplie les initiatives anti-gaspillage, comme les frigos communautaires. Son local est un lieu de passage incontournable : on y croise des personnes âgées isolées, des familles à faible revenu, des étudiant·es, des travailleur·euses précaires.

Ce persona se définit par son pragmatisme. L'ancre nourricière ajuste en permanence ses approvisionnements, ses listes de distribution et ses espaces d'accueil

« La demande explose, et notre défi est d'y répondre sans perdre la dimension humaine et collective de notre mission. »

(Témoignage, 2021)

Elle optimise chaque ressource, mobilise des bénévoles fidèles et développe des partenariats avec des écoles et des commerces du quartier. Elle ne se contente pas de nourrir, mais crée du lien social et restaure un sentiment de dignité.

Cependant, l'ancre nourricière vit aussi sous pression. La demande croît plus vite que les moyens. L'urgence logistique (combien de paniers, combien de repas, combien de bénévoles) peut prendre le dessus sur le temps d'écoute et de mobilisation citoyenne. Elle doit sans cesse jongler entre l'efficacité immédiate et la volonté de construire un espace communautaire à long terme.

Atouts

- **Expertise logistique et organisationnelle**
- **Capacité à rejoindre des publics très variés**
- **Création d'espaces conviviaux et non stigmatisants**
- **Résilience en période de crise ou de forte demande**



5.3 Vigie des droits

Tenace et pédagogique, la vigie des droits est le contrepoids citoyen face aux injustices. Elle accompagne les personnes dans la défense de leurs droits : lecture de baux, démarches au tribunal administratif, plaintes pour insalubrité, demandes de réparations, aide juridique diverse. Elle transforme des situations individuelles en enjeux collectifs, en documentant les abus et en les portant dans l'espace public.

Elle se nourrit par exemple d'une mémoire longue des luttes pour le logement, dans un quartier où le taux de locataires est particulièrement élevé et où la pression immobilière est constante.

« Les familles ne savent souvent pas qu'elles peuvent contester une hausse abusive ou demander des réparations. Notre rôle, c'est de rééquilibrer le rapport de force. »

(Témoignage, 2021)

Elle sait que l'accès à un logement décent conditionne tout le reste : santé, réussite scolaire, dignité. Son travail consiste à équilibrer un rapport de force souvent défavorable aux ménages à faible revenu ou aux personnes nouvellement immigrées. Mais au-delà du logement, la vigie défend aussi les droits des migrant-es, des femmes et des personnes désaffiliées.

Mais ce rôle exige une grande endurance. La vigie doit recommencer sans cesse : informer les familles qui ignorent leurs droits, sensibiliser de nouveaux partenaires institutionnels, rappeler des engagements déjà pris. La confrontation peut fatiguer, et l'impression de « toujours repartir à zéro » pèse sur ses équipes. Malgré cela, elle reste convaincue que chaque victoire locale change la donne pour l'ensemble du quartier.

Atouts

- **Expertise juridique et réglementaire vulgarisée**
- **Capacité à transformer des cas individuels en enjeux collectifs**
- **Crédibilité médiatique et plaidoyer politique**
- **Formation et empowerment des citoyen·nes**



5.4 Le passeur jeunesse

Énergique et inventif, le passeur jeunesse place les jeunes au centre de sa mission. Il crée des espaces où l'on peut apprendre, s'exprimer et se reconnaître : activités sportives, ateliers culturels, projets d'éducation populaire, mentorat. Il combine soutien scolaire, animation et prévention, tout en donnant aux jeunes une place active dans la vie du quartier.

Son rôle va bien au-delà du loisir : il sert de refuge contre les exclusions vécues par plusieurs jeunes – pauvreté, racisme, profilage, isolement. Il ouvre des espaces où il est possible de construire de nouvelles solidarités, de développer une confiance en soi et de se projeter dans l'avenir.

« Les jeunes nous disent qu'ils veulent des lieux où créer, partager et être entendus. »

(Témoignage, 2022)

Le passeur jeunesse agit comme un incubateur de leadership : il accompagne les jeunes dans leurs projets, mais surtout, il leur donne la possibilité de prendre la parole et de devenir acteur·trices de changement.

Ses forces résident dans sa créativité, sa proximité avec la réalité quotidienne des jeunes et sa capacité à mobiliser rapidement autour d'une activité ou d'une cause. Ses limites, elles, tiennent à la précarité des ressources : budgets serrés, rotation du personnel, pression d'agir sur trop de fronts à la fois. Malgré tout, son enthousiasme est contagieux et sa présence incontournable dans les dynamiques communautaires.

Atouts

- **Créativité et innovation dans les activités**
- **Proximité générationnelle et relation de confiance**
- **Capacité de mobilisation rapide**
- **Soutien à la prise de parole et à l'engagement citoyen**



5.5 L'artisan du soin et du mieux-être

Pragmatique et attentif, l'artisan du soin agit à l'intersection du social et du médical. Son rôle est d'écouter, accompagner et prévenir. Il offre des ateliers de sensibilisation (alimentation, santé mentale, sexualité, hygiène de vie), anime des groupes de soutien et aide à naviguer un système de santé souvent complexe pour les nouveaux·elles arrivant·es, les aîné·es ou les personnes isolées.

Pour lui, la santé ne se limite pas au corps : elle englobe le bien-être global, qui inclut la santé mentale, le sentiment de sécurité et la possibilité de vivre dignement.

Dans un quartier où cohabitent pauvreté, isolement, diversité linguistique et forte concentration institutionnelle (hôpitaux, cliniques, résidences), il agit comme pont de confiance entre la population et le réseau de services.

Ses forces résident dans sa sensibilité culturelle et sa capacité à bâtir des relations de proximité. Ses limites tiennent à la surcharge : demandes croissantes, financement irrégulier, pression de répondre rapidement à des besoins qui dépassent souvent sa mission initiale. Malgré cela, il demeure une ressource essentielle pour que chacun·e trouve écoute et soutien.

« Soigner, ici, c'est d'abord écouter. Beaucoup arrivent avec un parcours difficile, et il faut accueillir l'humain avant le symptôme. »

(Témoignage, 2022)

Atouts

- **Approche holistique de la santé (physique, mentale et sociale)**
- **Capacité de médiation entre usagers et institutions**
- **Soutien aux populations invisibilisées (non assurées, isolées, migrantes)**
Création d'espaces sécurisants et inclusifs



5.6 Forces communes

Attachement au quartier

Tous les profils partagent un enracinement fort dans Côte-des-Neiges et une loyauté envers ses résident·es, qu'ils ou elles soient ancien·nes ou nouvellement arrivé·es.

Proximité et confiance

Les intervenant·es cultivent des liens directs et humains, condition essentielle pour rejoindre des publics souvent fragilisés ou invisibilisés.

Capacité d'adaptation

Que ce soit face à l'urgence alimentaire, aux besoins en logement ou aux réalités migratoires, chaque persona ajuste ses pratiques aux contextes changeants.

Création d'espaces inclusifs

Les organismes représentés par ces personas dépassent la prestation de services pour offrir des lieux de socialisation, de dignité et de reconnaissance.

Diversité complémentaire

Chacun porte une mission spécifique — inclusion interculturelle, sécurité alimentaire, défense de droits, jeunesse, santé — mais leurs actions s'articulent et se renforcent mutuellement.

Passage de l'individuel au collectif

Tous savent transformer des situations personnelles en enjeux partagés, contribuant ainsi à la mobilisation et au plaidoyer collectif.

Équilibre entre urgence et vision

Les personas conjuguent la réponse rapide aux besoins immédiats et le développement d'actions durables pour renforcer la résilience du quartier.



6. Les communautés du quartier

Côte-des-Neiges est l'un des quartiers accueillant la plus grande diversité d'origines à Montréal. Forte de cette particularité, ceux et celles qui y vivent, font l'expérience d'un « monde en devenir, un assemblage compliqué », comme l'écrit Pierre Nepveu, « où il y a Juif et Juif, sépharade de Tanger ou ashkénaze de Vilnius, où il y a Noir et Noir, Haïtien de Port-au-Prince et Jamaïcain de Kingston [...], un monde où ce qui ressemble au Vietnam peut tout aussi bien-être du Cambodge » (Nepveu, 2004 ; p. 28-29). Une courtepoinTE qui se tisse chaque jour, grâce à l'arrivée de personnes immigrantes, au départ de certaines personnes pour des emplois et une meilleure qualité de vie, ou encore au retour de certain·es habitant·es pour contribuer à leur communauté. Ces personnes travaillent souvent dans le domaine communautaire, ce qui permet d'améliorer la qualité de vie du quartier. Chaque parcours est unique et porte une identité qui se confronte à d'autres, à la société d'accueil, faisant de Côte-des-Neiges un tiers espace (Bhabha, 1994), un espace où on reconstruit son identité et où l'espace se modifie aussi.

Cet espace, cette zone intermédiaire, est souvent la cible d'un racisme décomplexé, de polémiques sociales et culturelles galvanisées par les médias, de commentaires et gestes politiques discriminatoires. N'a-t-on pas appelé le bas de la côte « le Bronx de Montréal » de manière péjorative et pendant plusieurs années ?

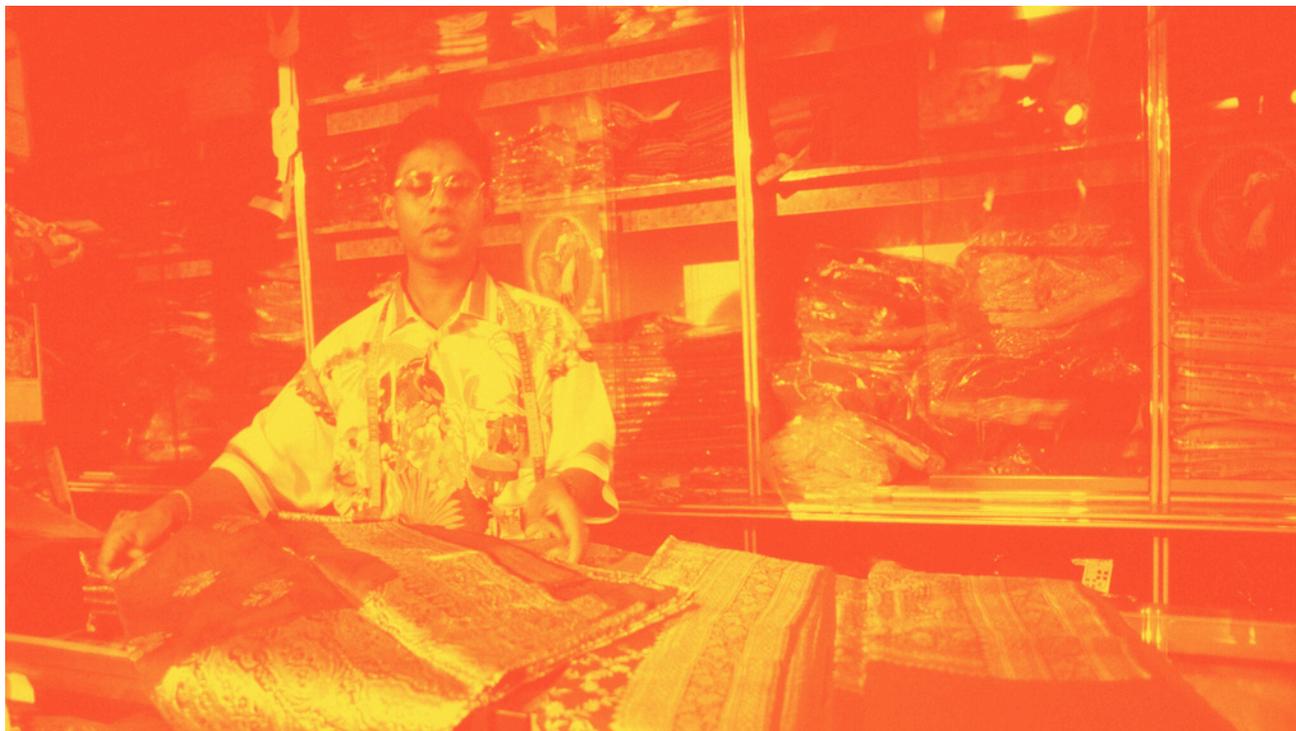
Ce qui est perçu comme une richesse chez ceux et celles qui y habitent, là où les rythmes de chaque culture semblent se défaire de la frénésie du reste de la ville, est d'un autre côté éminemment politique. C'est pourquoi plusieurs membres de cette grande courtepoinTE côte-des-neigoise résistent par la solidarité, l'entraide et les économies de bouts de ficelle.

« Dès qu'il y a plus de dix Noirs
 Dans une zone, on appelle ça
 Un ghetto.
 Dès qu'il y a plus de dix mille Blancs,
 On appelle ça une ville. »

(Laferrière, 2012 ; p. 72)



Nous avons choisi de vous présenter trois communautés parmi de nombreuses autres qui alimentent la vie du quartier. Ce choix aurait pu être différent. Or, nous vous proposons de vous intéresser à l'ensemble de la communauté de Côte-des-Neiges et d'interpeller vos collègues, ami·es, voisin·es, sur leurs origines, leurs passages dans le quartier, comment ils·elles l'habitent, le vivent.



Extrait du film *Un village mosaïque Côte-des-Neiges*, 1996. Crédit : Lucie Lachapelle, ONF.

6.1 La communauté philippine

La communauté philippine de Côte-des-Neiges (CDN) est l'une des plus importantes à Montréal, fruit d'une immigration en plusieurs vagues à partir des années 1970. La première vague comprenait majoritairement des professionnel·les qualifié·es, souvent dans le domaine de la santé ou de l'éducation, dont les diplômes étaient reconnus et qui ont pu immigrer de manière relativement directe comme résident·es permanent·es. Cette migration répondait à des besoins économiques du Canada et à des aspirations individuelles de mobilité sociale.

À partir des années 1980, une deuxième vague arrive principalement par la réunification familiale. Ce fut le cas de France Stohner, aujourd'hui travailleuse sociale et thérapeute, dont la mère a quitté les Philippines en tant que femme monoparentale. Comme beaucoup d'autres femmes, elle a dû accepter une déprofessionnalisation pour subvenir aux besoins de sa famille en occupant des emplois précaires.

Côte-des-Neiges s'est imposé comme un quartier refuge, à la fois pour sa grande accessibilité en transport, ses logements plus abordables (souvent insalubres), ses ressources communautaires, et sa proximité avec les quartiers où les femmes philippines travaillent comme aides familiales, nounous ou femmes de ménage (Westmount, Hampstead, Outremont). Pour beaucoup, CDN représentait une étape vers une meilleure stabilité, avec le rêve de s'installer plus tard en banlieue ou dans l'Ouest de l'île.

« Il y avait ce mythe qu'en un an ou deux, on serait réunis. Mais la réalité, c'est que ça prend souvent cinq à dix ans. C'est une étrangère au téléphone qui te dit "viens, on va vivre au Canada", et tu arrives à 14 ans chez quelqu'un que tu ne connais pas. »

Le saviez-vous ?

Ang mga pakikibaka ng mga kababaihan sa tagalog (Les luttes féministes en tagalog)

Une des particularités de l'histoire de la communauté philippine à Montréal est qu'elle a été majoritairement féminine à ses débuts. L'immigration philippine s'est caractérisée au cours du 20^{ème} siècle par une prévalence de femmes, en raison d'une forte demande québécoise dans les domaines de la santé et du travail domestique. Le PAFR (Programme des aides familiales résidentes) était en vigueur de 1992 à 2014. Il a permis l'arrivée au Québec de milliers de femmes philippines ayant obtenu un diplôme d'études postsecondaires. Ces femmes éduquées se retrouvaient paradoxalement en situation de déqualification professionnelle systémique, due à la non-reconnaissance de leurs diplômes étrangers et à la structure du programme.

Beaucoup se sont installées dans Côte-des-Neiges, qui concentre la majorité des 20 000 Philippin·es de Montréal. PINAY Québec, fondé en 1991, illustre cette transformation. Cette organisation de base défend les droits des femmes philippines migrantes, particulièrement les travailleuses domestiques.

Suite à la page suivante



Suite

Des militantes participant à une marche à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, 8 mars 2014. Crédit : PINAY Québec.

Pendant trois décennies, PINAY a rassemblé des centaines de femmes dans la lutte pour leurs droits fondamentaux, obtenant des victoires concrètes : pression pour que les employeur·euses couvrent les frais d'embauche, réduction de la période de contrat de travail, et extension des heures de service consulaire (et plus!). Les défis structurels - déqualification, isolement social, séparation familiale - sont devenus catalyseurs d'une solidarité collective. Dans un contexte où la réunification familiale est au cœur des parcours migratoires, les luttes des femmes ont façonné la communauté philippine de Côte-des-Neiges. Leur présence organisée et dynamique a su influencer les politiques publiques tout en créant un réseau de soutien important.

L'accès aux ressources du quartier a été vital pour les familles : halte-garderie, maisons de jeunes, aide aux devoirs, parcs, bibliothèques. Ces espaces ont permis aux jeunes d'avoir un certain filet de sécurité malgré les défis socioéconomiques, le racisme systémique et l'éclatement familial.

Les jeunes philippin·es de deuxième et troisième génération, souvent francophones, font face à des défis d'appartenance culturelle et identitaire. Plusieurs personnes ne se définissent pas entièrement comme québécoises ou philippines. Leurs réalités sont marquées par la pression académique, la nécessité de sortir rapidement du mode survie, et le manque de modèles positifs issus de leur communauté. « C'est difficile d'être ce qu'on ne voit pas », rappelle Stohner, en citant Régine Debrosse.

Dans une culture collectiviste où la santé mentale reste un tabou, les jeunes sont souvent se débrouiller seul·es. La honte, la peur de décevoir, et l'absence de ressources culturellement adaptées empêchent une prise en charge adéquate. Beaucoup cherchent à sortir de la pauvreté en acceptant de lourdes charges de travail, parfois dès l'adolescence. Les trajectoires de résilience sont donc souvent solitaires, dans un contexte de surcharge et de sous-représentation.

C'est dans ce contexte que France Stohner a cofondé le Centre Kapwa, un espace communautaire par et pour les Philippin-es de Montréal, né il y a trois ans. Kapwa, un mot en tagalog qui exprime l'idée de connexion profonde à l'autre, se veut un lieu de réappropriation, de guérison culturelle et d'expérimentation artistique. Le centre s'adresse particulièrement aux jeunes adultes (18-30 ans), aux personnes queers et aux personnes issues de familles mixtes ou adoptées, souvent exclues des espaces traditionnels philippins.

Les initiatives du centre incluent :

- **des marches exploratoires hivernales pour sortir de l'isolement,**
- **un drop-in artistique pour créer ensemble sans jugement,**
- **des soirées cinéma,**
- **des conversations autour de la santé mentale, de l'identité, et de la mémoire diasporique.**

Le Centre Kapwa agit aussi comme une réponse politique à l'invisibilisation des récits féministes et militants philippins à Montréal. Il incarne une forme de réparation collective où les jeunes peuvent reconnaître que leur santé mentale est importante. Parmi les défis persistants : le manque de financement durable pour des projets portés par et pour la communauté, l'exclusion des personnes issues de la diaspora dans les décisions communautaires, et la gentrification du quartier qui soulève la question :

Mais la communauté philippine continue de prendre sa place : dans les écoles, les institutions, les milieux communautaires et artistiques. Elle s'organise, se raconte autrement, et transforme Côte-des-Neiges en un espace de mémoire vivante, d'espoir et de luttes intersectionnelles.

« Est-ce qu'on pourra encore vivre à Côte-des-Neiges dans dix ans? Est-ce qu'on aura notre place dans le quartier qui nous a vu grandir ? »

Groupe guidé du Centre Kapwa visitant la métropole montréalaise. Crédit : Centre Kapwa.



6.2 La communauté juive

Forte de 250 ans d'histoire à Montréal, la communauté juive, dans toute sa diversité, a évolué à travers de nombreuses phases dynamiques qui ont façonné la métropole. Côte-des-Neiges ne fait pas exception à cette histoire. Les premières traces d'une vie communautaire juive dans le quartier datent des années 1890, avec notamment l'établissement en 1905 d'un pôle de service d'aide à la famille juive de l'Institut Baron de Hirsch (l'ancêtre de l'Agence Ometz). Pendant qu'une forte immigration de Juif·ves venant d'Europe de l'Est s'installe en premier dans le Vieux-Port de la ville, puis sur le Plateau Mont-Royal (autour du boulevard St-Laurent), à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, les possibilités de sortir du centre névralgique de la communauté étaient presque nulles. Bien que certaines des plus anciennes familles étaient considérées comme les plus riches de la ville, la population immigrante et yiddishophone était beaucoup plus pauvre, ouvrière et confinée à certains quartiers populaires. Rappelons aussi que l'ouest de Montréal était à cette époque majoritairement un territoire agricole.

Couverture de l'inauguration de l'hôpital général juif dans le journal Montreal Star. Crédit : Archives HGJ.



C'est d'ailleurs dans les années 1930 que commença la construction de l'hôpital général juif, sur d'anciens champs de melons. Inauguré en 1934, l'hôpital attira de plus en plus de professionnel·les de la santé de confession juive, infirmières et médecins, venant s'installer autour de Maplewood (aujourd'hui Édouard-Montpetit, près d'Outremont) et de Snowdon, proche de Queen-Mary (Robinson, 2017).

En 1941, un mouvement de migration des organisations juives des quartiers historiques (Plateau Mont-Royal, Downtown) vers le secteur de Côte-des-Neiges s'amorça, coïncidant avec l'un des plus grands déplacements de population de la ville.

Le saviez-vous ?

Une vie juive tout autour de la Tur Malka, טור מלכא

Tur Malka, la « montagne du Roi », est un terme qui nous vient du Talmud, utilisé dans les années 1920-1930 par les poètes yiddishophones des quartiers populaires du Mile-End et du Plateau, pour désigner la montagne du Mont-Royal. Cet élément emblématique de la topographie montréalaise a été au centre de l'histoire, de la culture et de la vie politico-économique de la communauté juive qui s'agglomère aujourd'hui tout autour. Des ateliers et théâtres de la Main, le boulevard St-Laurent, là où plusieurs luttes syndicales, féministes et ouvrières ont marqué les liens qui unissaient la communauté juive yiddishophone à la communauté ouvrière francophone des années 1920-1930, marquant l'effervescence d'un monde yiddish hors Europe : « As a matter of fact, there was an argument earlier in the twentieth century as to, if official documents from the city of Montreal are in English and French, why aren't they in Yiddish as well? » (Dolman, Whitney, 2012). Des communautés juives orthodoxes du Mile-End, d'Outremont et de la partie Est de Côte-des-Neiges (le secteur entre Wilderton et de Vimy) et près de Décarie, avec des écoles, des commerces, des synagogues et des institutions culturelles préservent une tradition yiddishophone et religieuse unique. Avec le campus communautaire juif au cœur de Snowdon, ses centres communautaires, le YM-YWHA, le musée de l'Holocauste et le centre culturel Segal. La ville de Westmount et le campus McGill, historiquement lieu d'établissement de riches familles juives (comme la famille Davis, mécène de la construction de l'hôpital général juif). La montagne est donc un lieu important pour les Juif·ves de Montréal.



Les acteur-trices de la pièce de théâtre Ruth réuni-es devant le Monument national en 1914. Crédit : Archives juives canadiennes PC1-949.

Comme le souligne Moishe-Volf Dolman, militant politique et érudit yiddishophone habitant Côte-des-Neiges, à partir des années 1950, la population juive de Montréal est à son apogée en termes démographiques, passant de 83 458 personnes d'origines juives en 1951, à 102 000 en 1961 (après une croissance considérable entre les deux guerres). Les restrictions d'accueil des réfugié·es juif·ves étant levées à la fin des années 1940, beaucoup de survivant·es des camps sont venu·es s'installer à Montréal.

De nombreux programmes destinés aux militaires revenus du front et à leurs familles leur permettent d'acheter des propriétés à des taux hypothécaires très bas. Et donc, beaucoup se sont installés à Côte-des-Neiges et ont développé le parc immobilier par la suite (ce que l'on considère maintenant le bas de la côte).

« In the postwar generation, the downtown got to be crowded - too crowded for the Jewish families (Après la guerre, le centre-ville est devenu surpeuplé – trop pour les familles juives). »

Les familles juives ont profité de cette occasion pour s'installer dans le quartier et se rapprocher de ce qui était considéré comme le « le rêve canadien ».

« We moved - and it was considered moving up - to a really lousy, cold, four-room apartment. We moved from eight rooms on Jeanne-Mance to four rooms, cold, on Linton near Darlington. It was considered a step upwards (Nous avons déménagé – et c'était considéré comme un changement de classe sociale – dans un quatre-pièces vraiment minable et froid. Nous sommes passés d'un huit pièces sur Jeanne-Mance à un quatre pièces, froid, sur Linton, près de Darlington. C'était considéré comme un pas en avant). »

La famille Dolman n'était pas la seule à suivre ce mouvement vers l'Ouest. Les Juif·ves yiddishophones se canadianisaient et s'anglophonisaient en allant gentrifier les quartiers plus à l'ouest de Côte-des-Neiges (Hampstead, Côte-Saint-Luc). Ce fut le cas aussi pour les institutions juives qui commençaient à fleurir dans le quartier, concentrant bibliothèque, synagogues, centre culturel, hôpital, maison de retraite, écoles et bureau politique au même endroit (Anctil, 1998). Une dernière vague d'immigration juive, elle séfarade (Juif·ves francophones d'Afrique du Nord), s'est déroulée dans les années 1970, diversifiant ainsi l'expression juive dans la métropole (32,5% de la population de Côte-des-Neiges en 1971 étaient de confession juive).

Beaucoup d'organismes communautaires sont nés de cette présence juive exceptionnelle dans Côte-des-Neiges, donnant la possibilité d'agrandir les services à la population en faisant bien attention d'inclure tout le monde.

Il est difficile aujourd'hui de concevoir une telle effervescence de la vie juive à Côte-des-Neiges (on parle d'environ 32 000 résident·es de confession juive en 1971 contre 7 995 en 2021). Ce changement drastique est dû notamment au vieillissement de la population et à l'établissement de la communauté plus à l'ouest, et même Toronto.

L'impact du vieillissement de la population est considérable et reste un défi pour la communauté juive : l'isolement des personnes âgées, le maintien à domicile et les activités adaptées sont à l'ordre du jour de plusieurs organisations (le Centre Cummings, Mada et l'agence Ometz par exemple). À travers des fondations privées ou semi-publiques, plusieurs services en logement, en santé mentale ou en éducation sont offerts à la population afin d'améliorer les conditions de vie des membres de la communauté. Côte-des-Neiges reste donc au centre de cette vie juive montréalaise diversifiée, allant de l'orthodoxie juive au marxisme militant, du libéralisme propre au « rêve canadien » au bundisme internationaliste, du sionisme à l'antisionisme.

« Afterwards, you know, you have already in the 1960s, you're starting to see Montreal Jewry becoming quite gentrified, at that time moving to Côte-Saint-Luc or Chomedey, which are more, you know, we used to say "di hoykhe fenster [the tall fences]," you know? Upper class and stuff like this (Mais après, vous savez, on a déjà dans les années 1960 – déjà, on a commencé à voir la communauté juive montréalaise s'embourgeoiser, à l'époque, elle déménageait vers Côte-Saint-Luc ou Chomedey, qui étaient considérés comme plus – vous savez, on disait « di hoykhe fenster [les hautes clôtures] », vous voyez ? La classe supérieure, ce genre de choses). »



6.3 La communauté vietnamienne

L'histoire de la communauté vietnamienne à Côte-des-Neiges est intrinsèquement liée aux événements qui entourent la guerre du Vietnam. Les premier·ères résident·es dans le quartier sont des étudiant·es de l'Université de Montréal (Blanc, 1998) en médecine ou en dentisterie, des domaines où il est plus facile de gagner sa vie et d'être reconnue comme personne immigrante aux yeux de la société d'accueil. La guerre pousse plusieurs d'entre eux·elles à parrainer leurs familles afin de s'installer près de l'université et à développer des ressources d'entraide propres à la communauté. C'est à partir de 1975 qu'une vague majeure d'immigration vietnamienne arrive au Québec - ceux et celles qu'on appelle les boat people. Selon le recensement canadien de 1981, 11 345 Vietnamiens·es s'installent au Québec, dont la vaste majorité à Montréal.



Une famille vietnamienne arrive à l'aéroport de Mirabel en 1980. Crédit : Claire Beaugrand-Champagne.

Ayant déjà une présence dans le quartier de Côte-des-Neiges, auparavant appelé "le Village vietnamien" (Trang Ta, 2024), les réfugié·es retrouvent une communauté où il est simple de se loger, de se nourrir (plusieurs épiceries sud-asiatiques) et de vivre son identité vietnamienne.

Le saviez-vous ?

Le Làng Việt Nam, « Village vietnamien », de Côte-des-Neiges en réponse aux tensions du Quartier chinois

Dans son article sur la présence de la communauté vietnamienne dans le Quartier chinois de Montréal, la chercheuse Maka Trang Ta relate d'un mouvement de population au sein même de la métropole. Malgré un attachement profond à leur quartier, qui offrait des services sociaux spécifiques pour répondre aux besoins des réfugié·es, une spiritualité florissante, une grande solidarité communautaire et des opportunités commerciales prometteuses, certaines personnes de la communauté sino-vietnamienne témoignent d'une attitude discriminatoire de la part des Chinois·es, « dans les restaurants, les épiceries et lorsqu'il·elles allaient travailler dans le Quartier chinois » (Trang Ta, 2024). Afin d'agir sur cette discrimination, au début des années 1980, une liste noire d'entreprises chinoises circulait dans la communauté, à travers un réseau informel d'individus, un « whisper network ». Cette situation a poussé les Sino-Vietnamiens·es à se différencier et à trouver d'autres attaches culturelles et sociales dans le quartier Côte-des-Neiges, là où une population vietnamienne fleurissait depuis les années 1970.



Détail de la page couverture du journal The Gazette du 30 janvier 1984. Crédit : Montréal Gazette, Gordon Beck.

Mong Hieu Nguyen est arrivée en 2008 dans le quartier Côte-des-Neiges, plus précisément sur la rue Darlington. Même si elle a quitté le quartier deux ans après son arrivée, Mong Hieu y travaille depuis maintenant dix ans, au centre et auprès des organismes communautaires. À son arrivée, elle ne connaissait rien du Québec.

« Nous avons entendu dire qu'il y avait des gens de la communauté à Côte-des-Neiges et nous avons voulu être avec ma communauté. »

Selon elle, le quartier offre plusieurs avantages aux Vietnamiens et Vietnamiennes. Plusieurs organismes communautaires et culturels existent depuis les années 1970, notamment la Communauté vietnamienne au Canada – Région de Montréal (1976) et le SIARI (fondé en 1981), qui est l'acronyme du Service des interprètes auprès des réfugiés indochinois. Ces deux organisations sont situées au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges. Mong Hieu tient à souligner l'aide considérable que donne Anh Tuan Nguyen du SIARI, notamment en ce qui concerne la traduction. Le quartier abrite aussi plusieurs pagodes, dont le temple bouddhiste Quan-Am (sur de Courtrai, en bas de la côte), qui offre des cours de vietnamien aux enfants et des activités culturelles et spirituelles, ce qui est un avantage du quartier. Mong Hieu souligne aussi l'importance de retrouver des produits dans des marchés (qu'ils soient vietnamiens, mais aussi cambodgiens ou philippins) qui correspondent aux goûts de la communauté.

« On retrouve des produits de bonne qualité et moins chers qu'ailleurs. Côte-des-Neiges nous permet d'aller choisir des produits que les Vietnamiens veulent, ce qui attire beaucoup d'entre nous, même ceux qui habitent à l'extérieur de Montréal. »

L'enjeu principal pour la communauté est la langue. Beaucoup de Vietnamiens ne parlent ni l'anglais ni le français. Comparativement aux anciennes générations qui avaient vécu la colonisation française et avaient reçu une éducation en français, les nouveaux·elles arrivant·es du Vietnam se retrouvent avec le défi d'apprendre, souvent par leurs propres moyens, les deux langues officielles. Beaucoup d'entre eux·elles ont abandonné la francisation pour travailler, surtout en manufacture, dans les entrepôts, ou dans les salons de beauté, des emplois qui nécessitent peu de communication.

La barrière de la langue et le vieillissement de la population amènent aussi des problématiques au niveau de la sécurité. Beaucoup de personnes âgées sont propices à se faire arnaquer pour des services qui sont offerts autrement gratuitement dans le quartier (comme la traduction). Plusieurs personnes âgées se retrouvent isolées du reste de la société et n'ont pas accès à tous les services disponibles.

« Ceux qui parlent les deux langues partent du quartier. Ce qu'on voit, c'est que les plus jeunes, les enfants, apprennent le français ou l'anglais, et quittent le quartier. Pendant que leurs parents restent. La population vietnamienne à Côte-des-Neiges est plus âgée qu'avant à cause de cela. »

Même si Côte-des-Neiges est choisi comme quartier d'accueil à cause de sa forte concentration de services en vietnamien, certaines personnes n'arrivent pas à naviguer dans les réseaux d'entraide et se retrouvent seules.

Comme toute communauté, la communauté vietnamienne n'est pas homogène. Plusieurs tensions politiques subsistent dans le quartier entre membres de la communauté. Certaines organisations (les plus anciennes) adoptent un discours politique contradictoire avec la Constitution actuelle du Vietnam (la République socialiste du Vietnam récemment établie), tandis que les nouvelles arrivantes ont évolué dans ce contexte.

« Je n'ai pas la liberté de montrer que j'ai grandi dans un pays qui a changé. »

Mong Hieu rapporte que ce genre d'attitude envers le pays d'origine éloigne beaucoup les jeunes qui veulent aider les personnes plus âgées dans la communauté. « Ils ne se sentent pas la bienvenue », dit-elle.

Cette différence existe aussi dans la géographie de la communauté. Les Vietnamiens du haut de la côte sont issus des premières générations d'immigrants, souvent dentistes ou médecins, proches de l'Université de Montréal. Les Vietnamiens du bas de la côte représentent plutôt un pan de la population plus pauvre, près des services, issus des nouvelles générations d'immigrants.



En effet, Mong Hieu termine sur les points positifs qui définissent la communauté vietnamienne. Au-delà des exigences que se donnent les Vietnamiens à réussir dans la vie, notamment à travers le travail et l'éducation, l'entraide à travers une diversité de services semble être un point majeur qui représente la communauté, selon l'organisatrice communautaire.

« Malgré toutes les difficultés, je suis convaincue que la communauté vietnamienne est très bien intégrée à Côte-des-Neiges. »

Une mobilité dans la communauté fait en sorte que la population vietnamienne du quartier reste la même au cours des dernières années (autour de 1 500 résident-es). De nombreuses personnes quittent Côte-des-Neiges pour d'autres quartiers ou villes (Sud-Ouest, l'ouest de l'île ou Laval), tandis que l'arrivée de nouveaux arrivants vient compenser ce mouvement de migration. Une chose est sûre, la communauté vietnamienne a participé et participe toujours à la vitalité du quartier et à son rayonnement à travers le monde.



Pagode Quan-Âm. Crédits : Yves Provencher/Métron

7. La concertation et les leviers d'action

7.1 La Table jeunesse de Côte-des-Neiges

La Table jeunesse de Côte-des-Neiges joue un rôle fondamental dans la coordination et la mobilisation des acteurs jeunesse du quartier. Le comité aviseur, mis en place ce printemps pour un mandat d'un an, répond à la réorganisation nécessaire après le retrait abrupt du fiduciaire à l'automne dernier. Ce changement a entraîné la mise en place d'une nouvelle gouvernance, avec notamment l'adoption de six scénarios stratégiques en mars dernier, visant à restructurer les activités de la Table autour de la mesure 4.2 et d'un plan d'action spécifique. Cette nouvelle orientation cherche à pallier une situation financière critique, avec une dette accumulée sur huit ans, et à trouver de nouvelles sources de financement afin de maintenir les projets en cours.

La mission première de la Table jeunesse est de fédérer les organismes du quartier œuvrant auprès des jeunes de 6 à 25 ans. Elle vise à renforcer les synergies et la concertation autour de projets communs, tout en abordant les enjeux spécifiques qui affectent la jeunesse dans ce quartier dense et multiculturel. Parmi les problématiques centrales se trouvent des questions de logement, de santé mentale, de cohabitation sociale et d'accès aux services, exacerbées par les barrières linguistiques. La crise du logement, marquée par une pénurie de logements décentes et abordables pour les familles, a de graves répercussions sur les conditions de vie des jeunes. De plus, les barrières linguistiques compliquent l'accès aux services essentiels et l'accompagnement éducatif, en particulier pour les familles immigrantes, souvent incapables de naviguer dans les systèmes de santé et d'éducation sans soutien. Ces défis peuvent aboutir à la parentification des enfants, qui jouent fréquemment le rôle de traducteurs pour leurs parents.

Les enjeux de santé mentale représentent également un défi croissant. En effet, l'épuisement lié aux conditions économiques, aux transitions culturelles et aux pressions sociales exacerbe les problématiques de santé mentale telles que la dépression, l'anxiété et la violence, tant chez les jeunes que chez les intervenant·es. Par ailleurs, le quartier souffre d'une forme d'isolement social, dû en partie à une méconnaissance des droits et des services, au statut migratoire, ainsi qu'à de diverses formes de négligence, parfois involontaire, des parents qui peinent à s'adapter au nouveau cadre social et légal.

Ces enjeux se sont intensifiés ces dernières années, exacerbés par la montée des coûts de la vie, notamment en matière d'alimentation et de logement. Ce contexte économique difficile génère une fatigue collective qui impacte fortement le bien-être des résident·es et complique davantage la transition vers l'âge adulte. En réaction, la Table jeunesse a récemment tenté de mettre en œuvre une consultation jeunesse afin de recueillir les perspectives des jeunes et de coconstruire des pistes d'action adaptées à leurs besoins. Toutefois, cette initiative a souffert d'un manque de financement, ce qui a freiné la mobilisation souhaitée. En dépit de ces difficultés, des événements significatifs, tels que le festival jeunesse et les journées de la culture pour les jeunes, ont été organisés, témoignant d'une volonté de créer des espaces d'expression et de valorisation pour la jeunesse du quartier.

La vision portée par la Table jeunesse pour Côte-des-Neiges s'articule autour de la création d'une communauté bienveillante, solidaire et inclusive, où les résidents et les visiteurs peuvent bénéficier d'un cadre de vie harmonieux. Dans cet esprit, la Table cherche à renforcer les collaborations et les partenariats interinstitutionnels, afin de promouvoir le vivre-ensemble et d'améliorer la qualité de vie au sein du quartier.

Enfin, bien que la Table jeunesse reconnaisse l'importance de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+), cette approche n'est pas encore intégrée de manière formelle dans ses actions. Ce manque souligne un potentiel de développement pour adopter une perspective plus inclusive, en renforçant les actions en faveur de l'équité et de l'égalité au sein de cette structure.

7.2 La Table des aîné·es de Côte-des-Neiges

La Table des aîné·es de Côte-des-Neiges, dont l'objectif est le bien-être des aîné·es, se concentre sur les enjeux de mobilité, d'isolement et de prescription sociale. L'accessibilité des espaces et la mobilité générale sont des thèmes particulièrement préoccupants pour les membres de la Table ; un projet de recherche mené avec le Centre de recherche de l'Institut de gériatrie de Montréal explore ces questions en profondeur. Ce projet vise à élucider la mobilité sous divers angles, en incluant des aspects d'accessibilité universelle et les impacts des conditions climatiques, avec des résultats attendus pour l'année en cours.

En parallèle, le quartier se caractérise par une dynamique de prescription sociale, un concept où le personnel médical réfère les aîné·es à des services communautaires pour briser l'isolement. Les membres actifs de la Table, au nombre de dix-sept, incluent plusieurs centres de soutien pour aîné·es et organismes communautaires, tels que le Centre des aînés de Côte-des-Neiges, le Centre de bénévolat de Côte-des-Neiges, et le CIUSSS Centre-Ouest pour le Plan Alzheimer. Le partage d'informations est au cœur de cette concertation, permettant un suivi des services et une concertation autour des projets.

Parmi les réalisations majeures de la Table, un livret sur les troubles neurocognitifs a récemment été créé dans le cadre du plan ministériel sur les troubles cognitifs majeurs, en partenariat avec l'Université McGill. Destiné aux intervenant·es et aux proches aidant·es, ce livret est disponible en onze langues, dont certaines langues autochtones, et bénéficie d'une distribution gratuite pour maximiser son accessibilité. Ce projet a su répondre aux besoins de la communauté grâce à une concertation étroite entre les membres de la Table, favorisant un impact tangible pour les aîné·es touché·es par des troubles cognitifs.

Cette réussite s'appuie également sur l'ancrage de la Table dans le quartier et la confiance mutuelle entre ses membres. Bien que la Table des aîné·es soit principalement orientée vers le partage d'information et le soutien, elle a su mobiliser les ressources nécessaires pour aborder les défis de santé mentale et de soutien social auxquels font face les aîné·es. En ce sens, elle ne vise pas explicitement le développement de projets de plaidoyer, mais ses actions collectives contribuent néanmoins à améliorer les conditions de vie des aîné·es de Côte-des-Neiges.

En dépit de l'absence de nouveaux projets immédiats, la Table des aîné·es prévoit un exercice de bilan en mai pour réfléchir aux priorités futures, notamment dans le cadre de journées de sensibilisation comme la Journée mondiale de lutte contre la maltraitance des personnes âgées, le 15 juin. La possibilité de former des sous-comités pour coordonner des kiosques d'information et d'autres activités de réseautage est également envisagée. La Table aspire à tisser des liens solides avec le CIUSSS, particulièrement dans le cadre du Plan Alzheimer et des Services d'aide à domicile (SAD). Par ailleurs, des projets comme les appels d'amitié et la planification de séances d'information autour de la santé des aîné·es sont en discussion.

L'ADS+ n'est pas encore une approche formellement adoptée par la Table, bien qu'une sensibilité particulière soit portée aux besoins des aîné·es d'origines diverses et à la barrière linguistique. Par exemple, l'organisme HayDoun, un membre de la Table, s'investit activement dans le soutien aux proches aidants, en offrant des conférences et des activités adaptées aux réalités culturelles. L'intégration d'une approche ADS+ reste donc une perspective d'évolution pour la Table, avec un intérêt pour le développement de projets communs autour de l'inclusivité et de l'analyse des enjeux propres aux communautés diversifiées du quartier.

En somme, la Table des aîné·es de Côte-des-Neiges représente un espace de rencontre et de partage crucial pour les acteurs communautaires dédiés aux aîné·es. Elle est perçue comme un lieu convivial et de confiance, où l'on discute librement des enjeux du quartier et où chacun complète le travail de l'autre pour le bien commun. La Table souhaite poursuivre ses actions en maintenant cet esprit d'entraide, avec l'ambition d'étendre ses initiatives pour mieux répondre aux défis sociaux et de santé auxquels font face les aîné·es du quartier Côte-des-Neiges.



7.3 Comité des demandeurs et demandeuses d'asile

Le comité pour les personnes demandeuses d'asile de Côte-des-Neiges a été constitué en réponse à la réponse inappropriée du gouvernement à l'arrivée des personnes demandeuses d'asile. Ce comité est restreint et rassemble plusieurs organismes œuvrant directement auprès des personnes demandeuses d'asile, notamment SIARI, ALAC, PROMIS et Bienvenue NDG, sous la coordination de la Corporation de développement communautaire (CDC) de Côte-des-Neiges. La CDC est responsable de la coordination des rencontres et de la gestion du plan d'action soumis à la Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC), visant à structurer l'accompagnement des personnes demandeuses d'asile et à renforcer le réseau de soutien local.

En réponse aux besoins criants des personnes demandeuses d'asile, un appel à la solidarité a été lancé par les groupes de Côte-des-Neiges à travers un communiqué de presse diffusé le 23 décembre. Cet appel a rapidement résonné dans d'autres quartiers de Montréal et a mené à la formation, dès janvier 2023, d'une coalition montréalaise visant à apporter un soutien structuré aux personnes demandeuses d'asile. En avril 2023, cette coalition comprenait des comités dans vingt et un quartiers montréalais, ainsi que des regroupements intersectoriels majeurs comme la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ), le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM) et la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI). Ensemble, ces acteurs ont lancé la campagne #AccueillonsDignement, appelant les divers paliers de gouvernement à adopter une politique de l'hospitalité et à respecter le droit d'asile.

Le plan d'action s'articule autour de trois grands axes : renforcer la capacité des organismes du milieu, améliorer la coordination et l'offre de services, et soutenir l'action politique et la représentation des personnes demandeuses d'asile. Pour renforcer la capacité des organismes, cela inclut la mise en place de formations pour les intervenants de première ligne, des rallyes, et des espaces de dialogue sécuritaires pour améliorer la réponse aux besoins des personnes demandeuses d'asile. Une personne chargée de projet serait également engagée pour coordonner et veiller à la mise à jour des outils permettant le partage d'informations entre les organismes. En ce qui concerne l'amélioration de l'offre de services, le plan propose de dresser un état des lieux des services disponibles dans les quartiers de Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce, de consolider des partenariats intersectoriels et de développer des initiatives, comme des collectes de vêtements et des cuisines collectives, pour répondre aux besoins essentiels des personnes demandeuses d'asile. Un objectif clé est également de mettre en place des structures d'accueil spécialisées pour les plus vulnérables, notamment les enfants et les femmes enceintes, ainsi qu'un système de suivi et d'évaluation des besoins.

En matière de soutien à l'action politique et à la représentation des personnes demandeuses d'asile, l'objectif est de rendre plus visible la situation des personnes demandeuses d'asile au sein de la société québécoise, notamment par des actions de sensibilisation et des représentations auprès de la classe politique. Un site web dédié à la campagne « Accueillons Dignement » sera créé, et des événements publics seront organisés pour influencer le discours public et politique, tout en impliquant directement des personnes demandeuses d'asile dans le processus de sensibilisation.

Les principaux défis rencontrés à Côte-des-Neiges comprennent la surcharge des organismes communautaires, la barrière linguistique, la précarité résidentielle et l'isolement social des familles nouvellement arrivées. Certaines personnes demandeuses d'asile vivent une "itinérance cachée," sans hébergement stable. De plus, la stigmatisation autour de certaines problématiques, comme la violence conjugale, représente un frein à la recherche d'aide, et des initiatives structurantes sont en cours pour offrir un soutien adapté et continu.

La campagne "Accueillons Dignement" est un accomplissement majeur du comité, permettant la mobilisation de multiples quartiers et l'émergence d'une action intersectorielle à l'échelle régionale. Grâce à des conférences de presse, à la concertation de différents organismes et à la création d'un fonds d'urgence pour le secteur communautaire, cette campagne a su mettre en lumière les besoins des personnes demandeuses d'asile. Elle vise à pérenniser les partenariats établis et à continuer de faire pression pour des changements politiques significatifs.

À long terme, le comité envisage un quartier Côte-des-Neiges où l'accueil des personnes demandeuses d'asile se ferait de manière digne, humaine et sécurisante, avec des ressources et des services facilement accessibles. La vision inclut également une intégration interculturelle et intergénérationnelle, dans un environnement où les nouveaux arrivants pourraient pleinement s'impliquer dans la vie de quartier.

7.4 La Table sécurité alimentaire de Côte-des-Neiges

La Table de sécurité alimentaire a pour objectif de renforcer les initiatives en cours à Côte-des-Neiges et de se réunir pour faire face aux défis émergents. Dans le quartier, la Table répond notamment à des enjeux liés à l'itinérance et la précarité, en plus du manque d'accès à une nourriture saine. Les considérations écologiques sont aussi importantes. Concrètement, la Table a notamment développé une cartographie des services en sécurité alimentaire du quartier, et a mis en place un marché public itinérant se déplaçant à 6 endroits différents. Depuis la pandémie, la Table réagit beaucoup à des situations de crise, mais les acteur·rices sont impliqués et veulent pérenniser cette instance de concertation. Pour le futur, la Table imagine un quartier solidaire où les enjeux sont abordés de manière plus intersectorielle afin de créer des ponts entre les différentes populations.



7.5 La Table famille de Côte-des-Neiges de la CDC de CDN

La Table Famille se consacre à appuyer et à mettre en place des initiatives ciblant les familles du voisinage, en particulier celles ayant des jeunes enfants âgés de 0 à 5 ans. À Côte-des-Neiges, la Table s'occupe notamment d'enjeux de cohabitation sociale et de sécurité, ainsi que de faire connaître les ressources aux familles nouvellement arrivées, qui sont parfois dans des situations très précaires. La transition vers le système scolaire pour les jeunes enfants est aussi une priorité. La Table est très active et organise des activités récurrentes : la mise en place d'un camp de jour et du dépannage réseautage de la rentrée scolaire sont de bons exemples. Les acteur·rices présents sont très impliqués et leur collaboration étroite permet aussi d'aider ponctuellement des familles dans des situations de crise. La Table famille imagine le Côte-des-neiges du futur comme un village solidaire capable de mobiliser ses connaissances et ressources.

7.6 L'Atelier Namur-Hippodrome

L'Atelier Namur-Hippodrome a été créé en 2021 comme une instance de gouvernance partagée entre le communautaire et la ville afin de penser le développement du site Namur-Hippodrome, qui inclut l'ancien hippodrome Blue Bonnets et le secteur alentour. Les rencontres de réflexion ont permis de rassembler les différents acteurs pour donner de la crédibilité aux démarches citoyennes entourant le projet, et mobiliser les résident·es lors des consultations publiques. L'Atelier n'est plus actif.

7.7 La Table habitation sociale de la CDC de CDN

La Table d'habitation sociale (THS) a pour mission le suivi des projets de logements sociaux dans le quartier ainsi que la mobilisation des résident·es autour d'enjeux touchant au logement. Dans le cadre de Côte-des-Neiges, cela se traduit notamment par une vision du logement comme étant un important déterminant social de la santé et une attention à la vulnérabilité particulière des nouveaux·elles arrivant·es en contexte de crise du logement. Au cours des dernières années, la Table a entrepris diverses actions concrètes, telles que la création du chantier salubrité et sa participation aux travaux entourant le site de Namur-Hippodrome. La Table a actuellement un coordinateur et la participation aux rencontres et diverses actions est très bonne, ce qui fait sa force. À souligner aussi, la Table a réussi à créer des ponts solides avec les acteurs institutionnels qui s'occupent de respecter les règlements liés au logement. Évidemment, la THS voit le futur quartier Côte-des-Neiges comme étant rempli de logements sociaux...! Mais pour y arriver, il faudra continuer d'établir des canaux de communications entre les différentes instances du quartier afin de travailler sur les enjeux de manière transversale.

7.8 La Table de concertation en itinérance de Côte-des-Neiges

La Table de concertation en itinérance est un espace autonome qui a pour objectif d'être un lieu de partage d'informations sur le phénomène de l'itinérance, notamment à travers l'analyse des enjeux liés aux causes de l'itinérance et à la cohabitation. Elle offre aussi une plateforme aux intervenant·es du quartier pour qu'ils et elles puissent partager leurs « expertises » dans des actions concrètes. La Table s'est aussi donné comme mandat de sensibiliser et former la population du quartier aux enjeux de l'itinérance. Puisqu'il n'y a pas d'organisme qui a pour mission d'aider exclusivement les personnes en situation d'itinérance, la Table pointe ce manque en regroupant différentes organisations communautaires et institutionnelles qui touchent de près ou de loin le phénomène.

Née en 2014 d'un forum qui avait regroupé 43 organismes et institutions du quartier, la Table de concertation en itinérance de Côte-des-Neiges a évolué depuis selon les périodes de fortes mobilisations (au cours des années 2018-2019, la Table prévoyait la construction de logements modulaires et d'un centre de jour dans le quartier) et de démobilitation (par exemple, la période difficile de la pandémie et des restrictions sanitaires). Cette évolution a mené à une remise en question collective des enjeux d'itinérance, mais aussi des structures de concertation en place.

Des projets autonomes de la Table ont vu le jour au cours des dernières années, comme la halte chaleur, la cantine mobile, l'augmentation d'intervenant·es de rue dans le quartier ayant différentes approches (en cohabitation, en réduction des méfaits, féministes). Étant en restructuration depuis novembre 2023, la Table s'est dotée d'une nouvelle gouvernance et d'une vision commune sur l'itinérance, afin de faire valoir les besoins du quartier, mais aussi de saisir les opportunités d'initiatives collectives.

À l'été 2025, la Table, soutenue par l'arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce et Centraide, avec la participation d'un organisme fiduciaire (Club Ami), a engagé une coordination afin de développer une vision commune des enjeux, d'assurer une meilleure coordination entre les ressources et de développer de nouveaux projets (qui sait, un jour, une ressource dont la mission se centre sur l'itinérance).

L'itinérance reste un enjeu politique fort dans le paysage montréalais, où plusieurs facteurs (toxicomanie, santé mentale, crise du logement, pauvreté, etc.) s'accumulent, laissant très peu d'options aux intervenant·es pour une réponse simple et efficace. C'est pourquoi la Table aspire à une solidarité plus profonde, authentique, dans le quartier, notamment dans la compréhension de l'autre et sa déstigmatisation. L'ADS+ est vue comme un outil de gestion et n'est pas réellement prise en compte par la Table. Une vision plus large de diversité et d'inclusion est plus adéquate.

Le saviez-vous ?

L'itinérance à Côte-des-Neiges : un enjeu qui évolue

L'itinérance à Côte-des-Neiges se distingue par son caractère évolutif. Dans un quartier où 80 % de la population est locataire, où près de la moitié est immigrante et où 22 % vit sous le seuil de faible revenu, la précarité résidentielle est structurelle. Dans ce contexte, des initiatives communautaires sont apparues comme des réponses cruciales pour adresser le phénomène d'itinérance dans le quartier, à l'image du projet de halte-chaleur. Née d'abord dans l'urgence de l'hiver 2019, à MultiCaf, reprise par la suite par Prévention CDN-NDG, elle est aujourd'hui reconnue comme un modèle au sein de la métropole. Elle illustre comment les solutions locales naissent souvent « par le bas », en amont des dispositifs institutionnels.

En 2023, environ 30 personnes étaient recensées en situation d'itinérance chronique dans le quartier, surtout des hommes de 25 à 60 ans vivant avec des enjeux de santé mentale ou de dépendance. À ces chiffres s'ajoute une vingtaine de personnes en situation d'itinérance situationnelle ou cyclique. Mais les données chiffrées cachent un mouvement plus profond : la fréquentation de la halte-chaleur est passée de 28 personnes par nuit en moyenne à 47 en un an, avec des pointes à plus de 60 en hiver (Conscience urbaine, 2023 ; Table itinérance, 2025). Comme le soulignent les acteur·trices de la Table de concertation en itinérance à Côte-des-Neiges, « ces hausses témoignent non pas d'un épisode passager, mais d'un enracinement de l'itinérance dans le quartier » (Conscience urbaine, 2023 ; Table itinérance, 2025).

Derrière ces réalités visibles se cache une autre, plus difficile à mesurer : l'itinérance cachée. Touchant majoritairement les femmes, elle touche les personnes hébergées temporairement chez des proches ou occupant des logements insalubres. Cette dimension invisible échappe aux statistiques officielles, mais elle alourdit la pression sur les ressources de proximité. Enfin, l'augmentation des demandeur·euses d'asile accentue la situation. Dans la foulée, MultiCaf constate une « hausse fulgurante des demandes alimentaires », Prévention CDN-NDG parle d'un « épuisement des ressources de proximité », tandis que le CCOMTL et la Table itinérance alertent sur « l'effet domino entre saturation des organismes et multiplication des situations d'itinérance » (Conscience urbaine, 2023 ; Table itinérance, 2025).



7.9 La Table de concertation en santé mentale du territoire du CIUSSS Centre-Ouest

Ancien comité de liaison entre les partenaires (1990), la Table de concertation en santé mentale regroupe aujourd'hui une quarantaine de membres sur le territoire du CIUSSS Centre-Ouest. Elle offre un espace de partage de connaissances, de réseautage et de collaborations organisationnelles et cliniques. Officiellement indépendante de l'institutionnel, elle a défini un plan d'action autour de priorités telles que la formation, la tenue d'un salon des ressources, le développement du logement adapté et le soutien clinique. En pratique toutefois, la Table reste tributaire d'une histoire marquée par le sous-financement et par une relation de dépendance avec le réseau public, ce qui limite sa capacité à anticiper et à prendre position sur les enjeux de fond.

Dans les secteurs les plus touchés du quartier — Goyer, Barclay, Plamondon —, les réalités vécues depuis trente ans demeurent préoccupantes : pauvreté persistante, dépendance à l'aide sociale, manque de logements adéquats, rénovictions, itinérance. Ces conditions aggravent la détresse psychologique et contribuent à l'augmentation des troubles anxieux et de l'humeur, notamment chez les plus jeunes. De nombreuses personnes sollicitent les services pour éviter le traumatisme de l'itinérance, mais se retrouvent parfois confrontées à d'autres traumatismes liés aux soins reçus. La Table se retrouve ainsi davantage à réagir à une accumulation de crises — continuité des soins, arrimage insuffisant des ressources, multiplication des lieux de concertation — qu'à travailler sur des solutions structurelles. Cette posture défensive fragilise la mobilisation des membres, déjà confronté·es à un fort roulement du personnel et à un manque de cohérence dans le réseau.

Face à ces tensions, les acteurs expriment à la fois de l'« espoir et de la fatigue ». Plusieurs insistent sur la nécessité de sortir d'une logique de services fragmentés pour agir plus en amont sur les déterminants sociaux de la santé : accès à un logement décent, sécurité économique, revenu minimum garanti. La Table aspire ainsi à une plus grande autonomie financière et à un retour vers des structures locales de concertation plus stables, moins axées sur le rendement institutionnel et plus sensibles aux enjeux politiques. Dans cette perspective, l'ADS+ est mobilisée de façon indirecte, en orientant les analyses de besoins vers une vision de justice sociale qui lie santé mentale et conditions de vie.



8. Des réseaux et projets fédérateurs

Le réseau INARI

Le réseau INARI, porté par MultiCaf et le Corridor écologique Darlington, illustre la capacité du quartier Côte-des-Neiges à se mobiliser collectivement autour d'un projet fédérateur. Depuis 2022, il réunit des organismes communautaires, des institutions scolaires, des espaces publics et des citoyen·nes afin de développer des sites d'agriculture urbaine variés, allant de la microferme à l'ancien hippodrome aux potagers éducatifs dans les écoles, en passant par des toits maraîchers, des tours d'agriculture verticale et des aménagements favorables aux pollinisateurs. Cette mise en commun de ressources et de savoirs consolide les liens sociaux, valorise le patrimoine écologique du quartier et démontre comment la collaboration locale peut répondre à des enjeux globaux comme la sécurité alimentaire et la transition écologique.

L'Escouade salubrité

À Côte-des-Neiges, l'Escouade Salubrité, portée par l'OEIL de Côte-des-Neiges et financée par l'arrondissement jusqu'en 2027, constitue un outil central pour lutter contre les conditions de logement insalubres. Ses intervenant·e·s vont à la rencontre des ménages, les informent sur leurs droits, les accompagnent dans la rédaction de plaintes ou de mises en demeure, et organisent des ateliers collectifs sur des enjeux comme la moisissure, les punaises de lit ou la vermine. Plus de 350 ménages vulnérables — familles monoparentales, personnes âgées isolées, immigrant·e·s récents ou locataires sans statut — ont déjà bénéficié de ses actions (OEIL, 2024). Au-delà du soutien individuel, l'escouade contribue à briser l'isolement, à renforcer le pouvoir d'agir des résident·e·s et à tisser des solidarités locales. Intégrée au Chantier Salubrité coordonné par la CDC CDN, elle incarne une approche collaborative reconnue par le prix Solidaires Impact 2023 remis par Centraide du Grand Montréal.

Le développement Namur-Hippodrome

Le futur secteur Namur-Hippodrome, même s'il n'est pas concrétisé, est aussi un bon exemple de projet rassembleur. Même si la vision pour le site n'est évidemment pas homogène parmi tous.les les résident.es et le milieu communautaire, l'historique de mobilisation constante s'étirant sur les trente dernières années permet d'affirmer que Côte-des-Neiges dans son ensemble rêve à rendre habitable ce secteur.

La Halte-garderie mobile

À Côte-des-Neiges, la halte-garderie mobile, coordonnée par la CDC de Côte-des-Neiges depuis 2017 (alors qu'elle existe depuis environ 2002), offre une solution de garde occasionnelle précieuse aux familles du quartier. Animée par une équipe d'éducatrices et aides-éducatrices (telles qu'Atiqua Abada, Dorin Chamila Michael, Katarzyna Rozanska et plusieurs autres), elle est conçue pour permettre aux parents – souvent en situation précaire ou peu solvable – de disposer d'un moment de répit, tout en assurant aux tout-petits des activités stimulantes centrées sur la motricité, les chansons, la lecture, les jeux de mots, le comptage ou encore les puzzles. Par ce service de proximité, la CDC favorise la participation parentale aux activités communautaires, soutient l'équilibre travail-famille et contribue au développement social et individuel des enfants du quartier.

La Ruche de Côte-des-Neiges

À Côte-des-Neiges, La Ruche, portée par le Baobab Familial dans le cadre de la Table famille, agit comme un véritable laboratoire communautaire où les familles se rencontrent pour partager des savoirs, renforcer la littératie des enfants et créer des réseaux de soutien mutuel. Autour d'ateliers de lecture, d'activités éducatives et de moments conviviaux, parents et enfants explorent ensemble des pratiques favorisant la réussite scolaire et le développement social, tout en brisant l'isolement qui frappe particulièrement les nouveaux·elles arrivant·es. En misant sur l'implication des familles elles-mêmes, la Ruche contribue à renforcer le tissu communautaire et à faire du quartier un espace d'apprentissage collectif et solidaire.

9. Les ressources communautaires du quartier : s'y retrouver

Ressources communautaires et concertation

Corporation de développement communautaire de Cote-des-Neiges (CDC de CDN)

6767 ch. de la Cote-des-Neiges #695
514 739-7731 www.conseilcdn.qc.ca

Centre de ressources communautaires de Cote-des-Neiges

6767 ch. de la Cote-des-Neiges #103
514 868-5160 www.crccdn.org

Accueil/Intégration/communautés culturelles et confessionnelles

Alliance pour l'accueil et l'intégration des immigrant.es (ALAC)

5165 ch. Queen-Mary #350
514 737-3642 www.alac.qc.ca

Aide aux immigrant.es et réfugié.es (PROMIS)

3333 ch. de la Cote-Ste-Catherine
514 345-1615 www.promis.qc.ca

Centre communautaire irakien

6767 ch. de la Cote-des-Neiges # 604-1
1 888-514-IRAQ(4727) www.iraqicommunitycenter.com

Pastorale sociale de Côte-des-Neiges

514 738-1987 6570 ch. de la Cote-des-Neiges

Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrant.es (SIARI)

6767 ch. de la Cote-des-Neiges #499
514 738-4763 www.siari.org

Communaute hellénique du Grand Montréal

5777 av.Wilderton
514 738-2421 www.hcgm.org

Communauté séfarade unifiée du Québec

1 carre Cummings #216
514 733-4998 www.csuq.org

Jamaica association of Montreal inc.

4065 rue Jean-Talon Ouest
514 737-8229 www.Jam-montreal.com

Centre de ressources de la communaute noire

6767 ch. de la Cote-des-Neiges #497
514 342-2247 www.bcrcmontreal.com

Communauté vietnamienne au Canada

6767 ch. de la Cote-des-Neiges #495
514 340-9630 www.vietnam.ca

Association de la communaute noire de Cote-des-Neiges

6585 ch. de la Cote-des-Neiges
514-737-8321 www.cdnbca.org

Centre d'Orientation des Nouveaux Arrivants et immigrants de Montreal (CONAM)

6767 ch. de la Cote-des-Neiges #693-4
514 733-0738 www.conam.sitew.ca

Centre culturel canadien-bulgare-Zornica

6767 ch. de la Cote-des-Neiges #693-3
514 629-6951 www.zornitsa.ca

Association des enseignants immigrants du Quebec

4781 av Van Horne bureau 201
514 506-9747 www.aeiqcanada.org

Mon Nouveau Bercail

8255 av. Mountain Sights local 210
438 933-7660 www.monnouveaubercail.com

Aide/ Support et écoute

Multi-Ecoute-Centre d'écoute et de référence

3600 av. Barclay #460
514 737-3604 www.multiecoute.org

Société de Saint-Vincent de Paul

1930 rue de Champlain (Centre-Sud)
514 526-5937 #124 www.ssvp-mtl.org

Aîné·es

Centre de bénévolat Cote-des-Neiges

5450ch.de la Cote-des-Neiges local 116
514 340-1072 www.centrebenevolatcdn.org

Evasion, Centre de jour alternatif (soutien aux aine.es en perte d'autonomie et aux proches aidants)

3530, Jean-Talon Quest, 4eme etage
514 738-5151 centreevasion.com

Services d'Accompagnement et de Repit aux Personnes Agees Domicile (SARPAD)

6555 ch. de la Cote-des-Neiges local 442
514 737-2454 www.sarpad.com

Centre des Aines Cote-des-Neiges

6600 av.Victoria local 101
514344-1210 www.ainecdnd.org

Centre juif pour aines Cummings

5700 av.Westbury
514 342-1234 www.cummingscentre.org

Le dragon d'or-Club de l'age d'or

6767 ch. de la Cote-des-Neiges local 696
514 738-8709

Les résidences Caldwell

5750 rue Lemieux
514 737-7569

Services aux Aines indochinois de Montreal

6655 ch. de la Cote-des-Neiges local 265
514 341-6777

La Grande Vadrouille

4450 rue Saint-Hubert local 411
514 341-0443 www.grandevadrouille.com

Emploi/Employabilité et insertion au travail

Carrefour-jeunesse-emploi de Cote-des-Neiges

6555 ch. de la Cote-des-Neiges local 240
514 342-5678 www.cjecdn.qc.ca

Centre de recherche d'emploi Cote-des-Neiges

3600 av. Barclay local 421
514 733-3026 www.crecdn.com

Centre local d'emploi de Cote-des-Neiges-CLE

6655 ch. de la Cote-des-Neiges 3e etage
514 872-6530

Corporation pour le développement de la jeunesse-ERS

5250 Ferrier (Place Décarie)
514 731-3419

Famille/Enfance

Maison de naissance (soutien pour les femmes enceintes) CLSC-Cote-des-Neiges

6560 ch. de la Cote-des-Neiges
514 736-2323

Association des parents de Cote-des-Neiges

6767 ch. de la Cote-des-Neiges local 498
514 341-2844 www.assoparentscdn.org

Association cigogne (soutien pour les parents étudiants à concilier leurs études et leur rôle parental)

3333 ch. de la Cote-Sainte-Catherine
514 341-0254 info@cigogne.ca

La Maison Bleue (service de périnatalité sociale)

3735 av. Plamondon
514 509-0833 www.maisonbleue.info

ATLAS (Centre de pédiatrie sociale en communauté de Côte-des-Neiges)

3600 av. de Kent
514 341-2220 www.cpscatlas.org

Association coopérative d'économie familiale (ACEF) du Sud-Ouest de Montréal

6734, boulevard Monk, 2e étage
514 362-1771 www.acefsom.ca

Baobab Familial (soutien aux familles)

6767 ch. de la Côte-des-Neiges #599
514 734-4097 www.baobabfamilial.org

Relais Côte-des-Neiges (soutien à l'intégration des familles)

6600 av. Victoria
514 735-3498

Centre communautaire Mountain Sights (soutien aux familles)

7802 av. Mountain Sights
514 737-4644

Centre International de l'Espoir (CIE)

3841 av. Barclay #10
514 561-1088 www.ciespoir.org

Fondation de la Visite

11832 av. Bellevois (Montreal-Nord)
514 329-2800 www.delavisite.org

Nourri-Source Montreal

1855 rue Dezery (Hochelaga)
514 948-9877 www.nourri-source.org

Formation/Éducation**Centre Pauline-Julien Centre de francisation pour les adultes immigrant.es**

6750 ch. de la Côte-des-Neiges
514 736-8105 www.centre-pauline-julien.cssdm.gouv.qc.ca

Centre d'action bénévole de Montréal

2015, rue Drummond, #300
514 842-3351 www.cabm.net

Exeko

5445 av. de Gaspé
514 528-9706 www.exeko.org

Information/Référence et défense de droits

Centre des travailleurs et travailleuses immigrant.es

W 4755 av. Van Horne #110
514 342-2111 www.iwc-cti.ca

La ligue des Noirs du Québec

5201 boul. Decarie
514 489-3830 www.liguedesnoirs.org

Projet Genèse

4735 ch. de la Cote-Ste-Catherine
514 738-2036 www.genese.qc.ca

Clinique juridique de Côte-des-Neiges

5347 Ch. de la Cote-des-Neiges, salle 5
514 789-2823 www.cotedesneiges.cjgm.ca

Femmes du monde à Côte-des-Neiges

6767 ch. de la Cote-des-Neiges #597
514 735-9027 www.femmesdumondecdn.org

Oeil Cote-des-Neiges (Organisation d'éducation et d'information logement)

3600 av. Barclay local 344
514 738-0101 www.oeilcdn.org

Jeunes

Maison des jeunes (Chalet Kent)

3220 av. Appleton
514 872-1767 www.chaletkent.ca

Scouts Notre-Dame-des-Neiges

5366 ch. de la Cote-des-Neiges
514 733-4174 www.scouts229.weebly.com

Philo-Boxe

3785 rue Jean-Talon Ouest
514 652-5914 www.philoboxe.ca

Ressources alimentaires/Dépannage**MADA Community Center**

6875 boul. Decarie
514 342-4969 www.madacenter.com

MultiCaf (La cafeteria communautaire)

3591 av. Appleton
514 733-0554 www.multicaf.org

Santé mentale**Ami-Quebec**

5800 boul. Decarie
514486-1448 www.amiquebec.org

Club-Ami, la santé mentale par l'entraide et l'intégration socioprofessionnelle INC.

6767 ch. de la Cote-des-Neiges #596
514 739-7931 www.clubami.qc.ca

Clinique sociale de psychanalyse de Montreal

7000 ch. de la Cote-des-Neiges
514 344-2465 www.clipsy-montreal.org

Sports/Loisirs/Culture**Centre communautaire de loisir de la Cote-des-Neiges (CELO)**

5347 ch. de la Cote-des-Neiges
Pavilion Saidye-Bronfman
481S rue Buchan
514 733-1478 www.celocdn.org

Souvenirs et memoires Cote-des-Neiges

3070 VanHorne appartement 10H3S 1R2
514-716-1870 www.souvenirsetmemoirescdn.com

Loisirs sportifs Cote-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grace

4880 av. Van Horne

514 342-9988 www.loisirssportifscdn-ndg.com

Vie de quartier

Écocentre Cote-des-Neiges

6925 ch. de la Cote-des-Neiges

514 872-0384

SOCENV (Société environnementale de Cote-des-Neiges)

6767 ch. de la Cote-des-Neiges local 591

514 738-7848 www.socenv.ca

Prévention Cote-des-Neiges Notre-Dame-de-Grace

6767 ch. de la Cote-des-Neiges local 598

514 736-2732 www.preventionndg.org



10. Références et sources

Références

Alfie Roberts Institute. 2005. *A View for Freedom: Alfie Roberts Speaks on the Caribbean, Cricket, Montreal and C. L. R. James*.

Anctil, Pierre. 1989. « Deux siècles de présence à Montréal. » *Continuité* 45: 32–35.

Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN–NDG). 2023. *Sondage sur le sentiment de sécurité*.

BCRC. 2019. *NBCC (Noella Alexandra-Young)*. Podcast. [En ligne].

Bhabha, Homi K. 1994. *The Location of Culture*. Londres: Routledge.

Bilodeau, Antoine. 2023. *How Do Premigration Experiences Influence Immigrant Political Participation?* Mémoire, Concordia University.

Blad, Evie. 2017. « Teachers' Lower Expectations for Black Students May Become 'Self-Fulfilling Prophecies,' Study Finds. » *Education Week*, 24 octobre 2017.

Blanc, Benoît. 1998. « Pour un patrimoine pluriethnique. » *Continuité* 76: 24–25.

Bridging Divides Research Lab. 2023. *Citizenship and Participation*. Toronto Metropolitan University.

Buisson, Julie. 2023. « La présence autochtone à Côte-des-Neiges. » *Souvenirs et mémoires de Côte-des-Neiges et d'Outremont*. [En ligne].

CCSMTL (Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal). 2019. *Portrait des besoins des personnes âgées issues de la diversité culturelle*.

MultiCaf. 2024. CDN, Quartier nourricier.

Centre des travailleurs et travailleuses immigrants du Québec (CTTIQ) et Association des travailleurs et travailleuses d'agences de placement (ATTAP). 2022. Rapport sur les conditions de travail dans l'entreposage à Montréal.

Chen, Chih-Ling, Patricia Smith, et Cameron Mustard. 2010. « The Prevalence of Over-qualification and Its Association with Health Status among Occupationally Active New Immigrants to Canada. » *Ethnicity & Health* 15 (6): 601-19. <https://doi.org/10.1080/13557858.2010.502591>.

CISO (Centre international de solidarité ouvrière). [s.d.]. Fiche d'archives canado-québécoises. https://www.ciso.qc.ca/wp-content/uploads/archives/Fiche-Can-Qc-8.5x-11_4-pages.pdf

Comité consultatif Femmes en emploi (CCFE). 2022. Les obstacles à l'intégration des femmes immigrantes sur le marché du travail au Québec.

Concordia University. 2025. 1969 Sir George Williams Affair. [Site officiel, en ligne].

Conseil interculturel de Montréal (CIM). 2022. Rapport sur les obstacles à la participation sociale et démocratique.

Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges. 2020. Procès-verbal de l'assemblée générale du 2 avril 2020.

D'Amours, Myriam, et al. 2015. « L'accès aux soins de santé au Québec : facteurs sociaux et culturels. » *Revue Santé et société* 8 (2).

Direction régionale de santé publique de Montréal. 2016. Plan d'action régional de santé publique 2016-2020.

Direction régionale de santé publique de Montréal. 2019. Portrait de santé des jeunes de Montréal. [En ligne].

Dolman, Moishe, et Cathy Whitney. 2012. Moishe Dolman's Oral History. Yiddish Book Center. [En ligne].

ECL (Enquête canadienne sur le logement). [s.d.]. Tableaux 46-10-0067-01 et 46-10-0085-01.

Fondation du Grand Montréal. 2021. Plan d'action local COVID-19 – Côte-des-Neiges. [En ligne].

Fondation du Grand Montréal et Vivre en Ville. 2024. Iniquités territoriales.

FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain). 2021. Portrait des loyers et de l'abordabilité au Québec.

Gautier, Catherine, et al. 2024. « Prendre soin des intervenant·e·s communautaires pendant la pandémie. » *Nouvelles pratiques sociales* 34 (1).

Hébert, Pierre-Carl. 2015. « "A Microcosm of the General Struggle": Black Thought and Activism in Montreal, 1960–1969. » Thèse, University of Michigan.

Hippo Vert l'Avenir. 2024. Un hippodrome vert pour l'avenir de Montréal.

Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS). 2020. Travail précaire et pauvreté au Québec.

Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS). 2022. La sécurité publique au Québec : budgets et priorités.

Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS). 2022. L'impact du développement universitaire sur les quartiers centraux.

INSPQ (Institut national de santé publique du Québec). 2021. Mieux comprendre pour mieux agir : Femmes immigrantes et violence conjugale.

Jacobs, Charles. 2022. « Fréquenter la Sir George Williams University quand on était noir : retour sur 1969. » Concordia University. [Site officiel, en ligne].

Laferrière, Dany. 2012. *Chronique de la dérive douce*. Montréal: Boréal.

Liang, Bryan, et Allison Harell. 2025. « Understanding the Electoral Participation Gap: A Study of Racialized Minorities in Canada. » *Politics and Governance* 13: Article 9377. <https://doi.org/10.17645/pag.9377>.

Ligue des Noirs du Québec. 1990–2020. Interventions publiques.

McGill School of Social Work. 2022. Tribute to Professor James Torczyner. [Site officiel, en ligne].

Mills, Sean. 2010. *The Empire Within: Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal*. Montréal: McGill-Queen's University Press.

Ministère de l'Éducation du Québec. 2020. L'école ancrée dans sa communauté : cadre de référence pour la collaboration école-famille-communauté.

Nepveu, Pierre. 2004. *Planète Kent, 1989. Lectures des lieux*. Montréal: Boréal.

ŒIL Côte-des-Neiges. 2025. *Historique*. [Site officiel, en ligne].

Observatoire des inégalités raciales du Québec (OIRQ). 2021. *Étude sur les barrières systémiques à l'emploi au Québec*.

Paré, Olivier. 2017. « Les aides familiales philippines à Montréal. » *Encyclopédie du MEM*. Publié en ligne le 2 juin 2017.

PERT Québec. 2025. *Overcoming Barriers to Employment for Black Workers in Quebec*.

Pinay. 2025. *About Us*. <https://pinayquebec.org/about/>. [Site officiel, en ligne].

Projet Genèse. 2025. *History*. [Site officiel, en ligne].

Réseau réussite Montréal. 2022. *Immigrants et COVID-19 : portrait des impacts à Montréal*.

Richler, Mordecai. 1972. *Shovelling Trouble*. Toronto: McClelland & Stewart.

Robinson, Yankel David. 2017. *The Geography of Interwar Jewish Montreal: A Demographic and Cartographic Survey*. Mémoire, Concordia University, Department of Religions and Cultures.

Rutland, Ted. 2018. *Displacing Blackness: Planning, Power, and Race in Twentieth-Century Halifax*. Toronto: University of Toronto Press.

Savard, Christopher. 2020. *The Politics of Resistance: Gentrification and Opposition in the Triangle*. Concordia University.

SDC Côte-des-Neiges. 2024. *Plan d'action 2024–2026*. [En ligne].

Segal, Jacob-Isaac. 1925. *Poèmes de Montréal*. Montréal: Der Keneder Adler.

SHERPA (Cleveland, Janet, et Josée Charette). 2021. *Linguistic Barriers... and the Impact of Bill 96 on Access to Services*.

SHERPA. 2021. *Évaluation développementale de la mise en œuvre du plan d'action COVID-19 à Côte-des-Neiges*.

Soulèvements de la terre (les). 2024. *Premières secousses*. Paris, La Fabrique.

SPVM (Service de police de la Ville de Montréal). 2025. Bilans trimestriels de la criminalité, janvier–mars 2025.

Statistique Canada. 2021. Recensement de la population.

Statistique Canada. 2022. Tableau I-13, Fichier de familles T1.

Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI). 2021. Francisation et insertion professionnelle.

Table de quartier Côte-des-Neiges. 2024. Fiches thématiques logement, automne 2024.

TCICDN. 2025. Itinérance et cohabitation sociale à Montréal. Office de consultation publique. https://site.ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P130/8-44_Table%20itine%CC%81rance%20de%20Co%CC%82te-des-Neiges.pdf

Télé-Québec. 2024. Les racines du hip-hop au Québec. Major Productions.

Trang Ta, Mai. 2024. « Perspective vietnamienne sur le Quartier chinois. » Encyclopédie du MEM. Publié en ligne le 9 septembre 2024.

Université de Montréal. 2023. Statistiques institutionnelles 2023–2024. [En ligne].

Ville de Montréal. [s.d.]. « Les aides familiales philippines à Montréal. » Mémoires des Montréalais. <https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/les-aides-familiales-philippines-montreal>

Ville de Montréal. 2023. Répartition des logements sociaux et communautaires sur l'île de Montréal. Service de l'Habitation.

Wakefield, Sarah. 2014. « Reflections on the Concept of Food Deserts. » *Canadian Journal of Public Health* 105 (5).

Williams, Dorothy. 1997. *The Road to Now: A History of Blacks in Montreal*. Montréal: Véhicule Press.





Corporation
de développement
communautaire de
Côte-des-Neiges

Fait à Tiohtià:ke/Montréal en
septembre 2025.

695-6767 chemin de la Côte-
des-Neiges
Montréal, Québec
H3S 2T6

(514) 739-7731
info@conseilcdn.qc.ca